Éclairage
Histoire

– n° 10 –

Les philosophes des Lumières

« Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant… »

Françoise Millot

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

« *Entends-tu le tonnerrre ?*
Il roule en approchant...»

Extrait de la chanson *Il pleut, il pleut bergère,* écrite par Fabre d'Églantine en 1780.

© Les Bons caractères – 2013
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-38-8
Dépôt légal 2e trimestre 2013

Introduction

Le mouvement des Lumières fut un vaste mouvement d'idées nouvelles, diverses et contradictoires, qui se développa au XVIII[e] siècle au sein de l'élite cultivée européenne. La dénomination « philosophes des Lumières » désigne le plus souvent des hommes de lettres français, la France ayant été le pays où ce rayonnement eut le plus d'éclat, avec des noms comme Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Diderot.

Ils étaient convaincus qu'en diffusant les lumières du savoir, ils délivreraient l'humanité des ténèbres de l'ignorance et de la barbarie. Ils contestèrent, au nom de la raison, toutes les évidences qui constituaient le fondement de la société. Leur manifeste, l'*Encyclopédie*, une œuvre monumentale et collective, synthèse des connaissances contemporaines, se donnait comme objectif de *« changer la façon commune de penser »* en démasquant *« les abus »* et *« les préjugés »*. Le mouvement des Lumières combattit l'obscurantisme religieux ; il se proclama universaliste et défendit l'esprit scientifique naissant.

Ces idées ont eu un rôle fondamental parce qu'elles ont servi de drapeau politique à la Révolution française de 1789, une révolution qui, en abattant un régime multiséculaire, ébranla le monde.

Pourquoi, en ce XVIII[e] siècle, en Europe, et plus particulièrement en France, l'intelligentsia inventa des idées aussi hardies ? Quelle réalité historique, matérielle et sociale, fit émerger ce bouillonnement intellectuel ?

Un siècle plus tard, Friedrich Engels, fondateur avec Karl Marx du matérialisme historique, écrira dans *L'Anti-Dühring* : *« Les*

grands hommes qui, en France, ont éclairé les esprits pour la révolution qui venait, faisaient eux-mêmes figures de révolutionnaires au plus haut degré. Ils ne reconnaissaient aucune autorité extérieure, de quelque genre qu'elle fut. Religion, conception de la nature, société, organisation de l'État, tout fut soumis à la critique la plus impitoyable ; tout dut justifier son existence devant le tribunal de la raison ou renoncer à l'existence. La raison pensante fut la seule et unique mesure à appliquer à toute chose (...) Toutes les formes antérieures de société et d'État, toutes les vieilles idées traditionnelles furent déclarées déraisonnables et jetées au rebut ; le monde ne s'était jusque-là laissé conduire que par des préjugés ; tout ce qui appartenait au passé ne méritait que pitié et mépris. Enfin, le jour se levait ; désormais, la superstition, l'injustice, le privilège et l'oppression devaient être balayés par la vérité éternelle, la justice éternelle, l'égalité fondée sur la nature, et les droits inaliénables de l'homme. (...)

Nous savons aujourd'hui que ce règne de la raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie, que la justice éternelle trouva sa réalisation dans la justice bourgeoise, que l'égalité aboutit à l'égalité bourgeoise devant la loi ; que l'on proclama comme l'un des droits essentiels de l'homme... la propriété bourgeoise et que l'État rationnel, le contrat social de Rousseau ne vint au monde, et ne pouvait venir au monde, que sous la forme d'une République démocratique bourgeoise. »

Engels rendait hommage aux philosophes des Lumières, en précisant que « *les grands penseurs du XVIII^e^ siècle ne pouvaient transgresser les barrières que leur époque leur avait fixées.* » C'est en effet sur le terreau que constituait la société européenne du XVIII^e^ siècle que germèrent ces idées nouvelles.

Première partie

Les Lumières, une idéologie nouvelle

Chapitre Ier

La mutation de l'Europe, ferment des Lumières

L'Europe à la conquête du monde

Au XVIIIe siècle, l'essor économique de l'Europe était en train de bouleverser le monde. Impulsé au XVIe siècle par la découverte de l'Amérique, il ne s'était jamais arrêté. L'or, pillé par les conquistadors en anéantissant les civilisations amérindiennes, puis, plus tard, l'exploitation systématique de ce continent devenu colonie, transforma les pays européens. L'afflux de numéraire, l'accroissement du volume des échanges et de la taille des établissements bancaires stimulèrent à leur tour le commerce international, qui lui-même transforma la production artisanale. Mais la soif de découvertes dans un monde dont l'horizon s'était considérablement élargi, loin de s'éteindre, entraîna les navigateurs européens toujours plus loin. L'intérêt pour la grande navigation incita nombre d'hommes audacieux à partir à la conquête de terres nouvelles, attirés par les richesses que procuraient le négoce ou la contrebande.

Les Européens, souvent encouragés par leur propre État, sollicitent tous les moyens possibles pour développer leur commerce ; des expéditions sont lancées sur les mers afin d'ouvrir de nouvelles voies à leurs ambitions. De nombreuses compagnies maritimes sont créées avec le soutien financier et l'aide militaire de leur prince

si nécessaire. Ainsi forts d'avoir pris l'initiative à la suite de leurs négociants et d'avoir été les premiers sur la scène internationale, les États européens s'accaparent le commerce mondial, et tous, même les plus petits d'entre eux, voire des nations continentales comme la Russie, doublent leur flotte. Sillonnant les mers avec leurs navires marchands – royaux ou pirates – et leurs navires de guerre, ils transposent leurs conflits européens à l'échelle planétaire, s'affrontant pour la conquête économique et militaire du globe. L'expansionnisme européen se traduit par l'extension des colonies. En Amérique du Sud, l'empire espagnol s'agrandit. Sur les autres continents, les très riches compagnies de commerce occidentales établissent des comptoirs, de gré ou de force. En Amérique du Nord, les colons sont de plus en plus nombreux à s'installer et à pénétrer l'intérieur du continent.

Les pays plus puissants, en premier lieu l'Angleterre et la France, profitèrent davantage de cet essor. Ils érigèrent des règles leur réservant la priorité des échanges avec leurs colonies au détriment des nations rivales. Afin de subordonner à l'intérêt de la métropole l'économie de leurs colonies, ils interdirent à ces dernières certaines activités ou l'exportation de certains produits. Dans cette compétition internationale pour la maîtrise des mers, l'Angleterre, dès le début du XVIII^{e} siècle, a gagné la suprématie.

Une économie en pleine expansion

Le dynamisme du grand commerce international se communiqua à l'économie de tous les pays européens. Cet essor se traduisit par une explosion démographique de l'Europe, inégale selon les pays : la population y augmenta de 50 % au XVIII^{e} siècle. L'économie monétaire s'insinuait partout, plus seulement le long des façades maritimes, mais jusque dans les contrées que ni les produits

ni l'argent de l'Occident n'avaient jamais pénétrées. L'Europe occidentale était en avance sur le reste du continent : elle avait développé le commerce extérieur à un degré bien supérieur et elle avait perfectionné ses techniques financières permettant de gérer une plus grande masse de capitaux. Ce fut la Hollande qui dès le début du XVII[e] siècle fonda deux des piliers du capitalisme : la Banque d'Amsterdam pour faciliter les mouvements de capitaux, et la Bourse où se vendaient et s'achetaient en quelques secondes les produits du monde entier.

Au siècle suivant, l'Angleterre prit le relais et fonda sa propre Bourse et la Banque de Londres. La fièvre mercantile avait gagné d'autres activités comme la draperie, la toilerie et la métallurgie qui, prospères depuis le XVI[e] siècle, constituaient une industrie rurale dispersée dominée par le capitalisme marchand. Le nombre accru de petites entreprises, s'installant dans des régions de forte densité, absorbait l'expansion démographique. Les manufactures, qui concentraient davantage de main-d'œuvre, firent leur apparition mais elles jouaient encore un rôle secondaire. Pour répondre à une demande croissante, ces industries, rivalisant pour s'accaparer des marchés toujours plus larges, étaient incitées à mettre au point des innovations techniques. À Londres, l'engouement pour les cotonnades amena les milieux de la manufacture à mettre en place les premières machines textiles. L'industrie textile devint ainsi l'industrie motrice qui entraîna les autres.

La révolution industrielle commençait alors en Angleterre ; elle allait bouleverser la planète.

Le poids de la féodalité

Pourtant ce dynamisme se heurtait à des structures sociales surannées, celles de la société féodale qui, émergée au tournant

de l'an mil, perdurait encore cinq siècles plus tard. La paysannerie constituait la classe la plus nombreuse de la population européenne, à l'exception de la Hollande et de l'Angleterre où elle était descendue à moins de 50 %, une classe où la majorité, pauvre, analphabète, était constamment menacée par la disette. Leur statut social différait cependant d'Ouest en Est. En Europe orientale, le cadre seigneurial restait quasi médiéval : les paysans, y étaient encore soumis au servage par une noblesse qui les écrasait de corvées. Dans le reste de l'espace européen, surtout vers l'Ouest, le système féodal s'était plus ou moins transformé au cours des siècles sous la pression de l'économie monétaire. Cette évolution avait modifié le statut des paysans : libres, ils payaient les redevances aux nobles le plus souvent en argent et non plus en nature. Mais il existait encore bien des régions, même à l'Ouest, où cette liberté individuelle était encore problématique, et peu de paysans étaient propriétaires de la terre. Partout sauf en Angleterre et en Hollande, ils étaient encore soumis aux droits seigneuriaux. Ainsi, dans ces rapports d'exploitation de l'aristocratie terrienne sur la paysannerie, se perpétuaient les structures du vieil ordre féodal.

Bien que très minoritaire, la noblesse occupait une position dominante dans la société, non seulement parce qu'elle détenait la propriété de la terre, – longtemps source essentielle de richesse –, mais aussi parce qu'elle jouait un rôle politique et administratif. Les monarques européens, à la suite de Louis XIV, avaient octroyé aux nobles des postes et des avantages, réduisant ainsi leurs prérogatives à de simples privilèges : en leur ôtant toute autonomie politique, ils en faisaient de simples rouages de leur machinerie étatique. Renforçant ainsi leur pouvoir central au détriment de leurs pairs, les monarques, sensibles aux courants nouveaux qui traversaient la société, tentèrent presque tous de rationaliser et de moderniser

leur État en s'appuyant délibérément sur la force sociale montante qui assurait l'enrichissement du royaume, la bourgeoisie entreprenante, dont le métier était de faire de l'argent, et qui se développait partout, dans les moindres espaces où il était possible d'en faire.

L'extension du monde urbain

Le développement commercial, qui fut aussi celui des échanges entre pays européens, entraîna les États à faire construire de nouvelles voies de communications intérieures, à creuser des canaux et ouvrir des routes pavées qui brisaient les isolements, réduisaient les temps de transport, décuplaient la circulation des hommes et des marchandises. L'ouverture de ces axes allait de pair avec l'expansion des villes. L'essor démographique renforçait aussi la croissance de la population urbaine, la modernisation des structures agraires entraînant les migrations vers les villes dont l'importance ne faisait qu'augmenter.

Au XVIII^e^ siècle, dans les zones urbaines les plus avancées d'Europe occidentale, la bourgeoisie avait atteint une puissance sociale tout autre que celle de la noblesse. Les bourgeois, issus d'une population qui au tournant de l'an mil s'était détachée du monde rural en se développant dans les interstices de la société féodale et qui, aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, parallèlement à l'essor des villes et des communications, avaient affirmé leur pouvoir grandissant comme marchands, fabricants ou financiers, n'avaient jamais cessé de croître en nombre et richesse. Désormais ils comptaient des cohortes de négociants des ports, d'armateurs, d'industriels, de gros artisans, de banquiers, auxquels s'ajoutait une kyrielle de professions diverses, hommes de lois, médecins, journalistes, fonctionnaires civils...

La situation des travailleurs manuels était aussi en pleine mutation. Le vieux système corporatif des guildes et des jurandes était décadent ou menacé, même s'il perdurait encore dans les régions reculées. Issu des associations de métiers médiévales, ce système, qui imposait des règlements très stricts sur les procédures de fabrication et les conditions de travail, avait offert une protection à ses membres en limitant la concurrence, mais il se désagrégeait désormais car ce cadre était devenu un frein au dynamisme de la production. Dans les villes, le nombre de salariés augmentait, de même que le nombre de journaliers sans qualification par rapport à celui des compagnons des corporations. Les vagabonds et les mendiants s'y multipliaient. Les revenus des milieux populaires ne parvenaient pas à suivre la hausse des prix, et les moindres fluctuations les précipitaient dans la misère. Ces couches populaires urbaines étaient remuantes, réagissant parfois par des émeutes à la hausse du prix du grain. Dans les zones où s'était imposée l'économie capitaliste marchande et manufacturière la plus performante, l'enrichissement d'une minorité avait pour corollaire l'appauvrissement de la majorité : phénomène contradictoire, perceptible depuis l'essor économique du XVI^e^ siècle, et qui pourtant était au XVIII^e^ siècle encore peu marqué en regard du terrible dénuement et des conditions de travail draconiennes que la bourgeoisie infligera aux masses de travailleurs avec la révolution industrielle au siècle suivant.

C'est l'élan de cette bourgeoisie entreprenante qui donna un coup d'accélérateur à la dissolution de cette société encore pétrie de féodalisme. Sous cette pression irrésistible, partout en Europe, malgré les disparités, les vieux cadres traditionnels se craquelaient. La conception du monde s'en trouvait bouleversée. Les philosophes des Lumières ont perçu et théorisé cette mutation. Dans tous les domaines de la pensée, ils ont forgé les instruments intellectuels

dont l'humanité avait besoin pour sortir de l'archaïsme et entrer dans le monde moderne.

L'Europe : une civilisation chrétienne

L'Église, qui fut pendant plus d'un millénaire le seul facteur d'organisation économique et culturelle de la civilisation médiévale, avait contribué à forger une communauté d'esprit à l'échelle de l'Europe. Au-delà de son morcellement territorial, linguistique et étatique, l'Europe constituait un tout cohérent grâce à l'appartenance de ses peuples au monde de la chrétienté qui, malgré ses nombreuses querelles et dissidences, les unissait autour d'une même vision du monde, d'une même morale.

C'est aussi à l'échelle européenne que se produisit le grand épanouissement culturel de la Renaissance : l'humanisme rassembla les penseurs, les poètes, les artistes, tous ceux qui avaient soif de connaissances et qui, par-dessus les frontières, partageaient le même idéal et la même culture fondée sur l'étude des Anciens. Commença alors à se constituer une communauté de savants qui disposait d'une langue internationale, le latin.

Ce cadre chrétien fut aussi l'entité où se développèrent les Lumières : les philosophes ne cessèrent de s'y référer, tout en s'opposant au christianisme qu'ils prirent comme première cible de leurs critiques. Leur curiosité et leur universalisme étaient à l'image de cette Europe avide d'espaces nouveaux, qui commençait seulement la conquête de la planète.

La circulation des idées

Au XVIII^e^ siècle, le progrès économique s'accompagnait de l'extension d'un milieu de gens cultivés. La scolarisation croissante augmenta le nombre de lecteurs et favorisa l'expansion du marché

du livre. Des sociétés de lecture virent le jour. Des hommes d'affaires se mêlaient aux intellectuels, écrivains, savants et artistes. Ils se familiarisaient avec les idées nouvelles et les diffusaient à leur tour. Les magazines, les gazettes alimentaient les discussions.

L'existence de communautés émigrées qui entretenaient des liens avec leur pays d'origine favorisait la circulation des idées. L'éventail plus large des voyageurs donnait plus d'ampleur à ces échanges : de nombreux diplomates, représentants de commerce, ingénieurs, spécialistes recrutés pour de grands chantiers s'ajoutaient aux étudiants pour qui, traditionnellement, le périple européen était un élément de leur formation. L'aménagement de nouveaux axes de circulation facilitait ces déplacements.

Depuis le Moyen Âge, des relations existaient entre les savants européens qui faisaient circuler leurs écrits en latin. Au XVII^e^ siècle, ces liens par-dessus les frontières s'étaient multipliés. Au XVIII^e^ siècle, les philosophes, comme les savants qu'ils pouvaient être en même temps, constituèrent ainsi un vaste réseau international. Voltaire, qui se surnommait lui-même « *l'aubergiste de l'Europe* », écrivit plus de 15 000 lettres à des destinataires de tout le continent, et accueillit dans sa résidence de Ferney une foule de visiteurs étrangers.

Le mouvement des Lumières se développa à la faveur de nouveaux foyers de vie sociale. D'origine anglaise, la mode des clubs et des loges maçonniques, associations philanthropiques hostiles aux religions officielles, essaima sur le continent. En Angleterre, à côté des anciennes académies et universités réservées aux classes dirigeantes, se multiplièrent les sociétés, les assemblées ouvertes à un public plus large. Il y eut à Londres jusqu'à 3 000 cafés où l'on débattait, où l'on échangeait des nouvelles. En France les cafés furent aussi des lieux de rencontres, ou encore les sociétés savantes de

province, mais surtout les salons qui, de lieux mondains, devinrent des lieux de controverses philosophiques.

L'intelligentsia d'un pays s'imprégnait de la lecture des ouvrages étrangers qui, de l'Écosse à la Russie, furent rédigés ou traduits dans les quatre langues qui véhiculaient alors la culture européenne : le français, le latin, l'anglais, l'allemand. La multiplication des traductions accélérait leur diffusion. Au-delà de leurs divergences, voire de leurs haines mesquines, ces intellectuels se savaient liés dans un même combat pour le progrès. Malgré leur appartenance à des nationalités différentes impliquées dans les conflits armés qui déchirèrent l'Europe, ils préservèrent leurs relations d'amitié, d'autant plus aisément que dans ces confrontations qui mettaient aux prises des troupes mercenaires, les populations ne se sentaient pas concernées, honnissant seulement les ravages de la guerre dont elles étaient victimes.

Une contestation inégale en Europe

Le mouvement qui allait aboutir aux Lumières, né aux Pays-Bas, prit son élan en Angleterre dans la deuxième moitié du XVII^e^ siècle. Au XVIII^e^ siècle, il s'épanouit en France. Il affecta les possessions coloniales des différentes nations. Il toucha l'Europe méridionale, les États allemands, poussa une pointe vers le nord et l'est de l'Europe, jusqu'aux communautés juives où il donna naissance à un courant littéraire, la *Haskala*, mot hébreu signifiant le « fléau du savoir ».

Les idées nouvelles émanèrent surtout des contrées les plus développées, les capitales universitaires et politiques, les villes portuaires, là où le public cultivé était nombreux, proportionnel à la richesse du pays. Là où les villes étaient isolées dans le monde rural, où la population restait écrasée par une autocratie barbare comme

en Russie, seules quelques grandes familles osèrent avancer des idées modernes. De même, dans la forteresse réactionnaire qu'était l'Espagne, il n'y eut qu'une minorité d'esprits éclairés, les *afrancesados*, admirateurs du modèle français.

En Allemagne, les riches cités marchandes qui existaient depuis le Moyen Âge, et ses trente-deux universités étaient autant de foyers culturels prestigieux. Mais dans un Empire germanique constitué d'une multitude d'États minuscules, la bourgeoisie était incapable de rivaliser avec l'aristocratie foncière.

Un phénomène analogue toucha les cités italiennes qui gardaient la splendeur de leur puissance passée. Il y eut quelques grands centres de diffusion comme Milan ou Naples. Cependant les villes restaient paralysées par l'hégémonie autrichienne et la fragmentation politique de la péninsule divisée en une mosaïque d'États rivaux. Les Lumières italiennes eurent donc elles aussi un air plus modéré.

Quant aux Pays-Bas et à la Grande-Bretagne, ce furent certes les deux pays d'où, dès la fin du XVII^{e} siècle, provint le vent régénérateur qui souffla sur la vieille Europe. Cependant, la tendance des Lumières anglaises et néerlandaises ne fut pas non plus de contester l'ordre établi mais, pour une raison opposée à celle de leurs homologues italiennes et allemandes : la bourgeoisie, puissante, y partageait le pouvoir politique avec l'aristocratie et l'ordre établi, c'était déjà en grande partie le sien.

Chapitre II

Les pays précurseurs : la Hollande et l'Angleterre

Aux avant-postes, des nations de marchands

Ayant pris le pas sur les vieux circuits commerciaux internationaux, dont le point de départ était la Méditerranée, la Hollande, la plus importante des Provinces-Unies, devint à partir de la mer du Nord et de l'Atlantique la nouvelle puissance maritime et commerciale du XVII^e^ siècle, pour être supplantée définitivement au milieu du XVIII^e^ par une nouvelle puissance maritime, l'Angleterre.

Amsterdam est alors le centre névralgique de l'activité économique du monde entier. Pour l'historien Fernand Braudel, elle est la dernière « *Cité-Etat* » d'Europe, à l'instar de ces « *monstres sacrés* » qu'ont été, en leur temps, Venise, Anvers ou Gènes, concentrant en leurs mains toute la modernité économique de leur époque : « *Amsterdam règne seule, phare lumineux qui se voit du monde entier, depuis la mer des Antilles, comme des côtes du Japon.* »

Pour l'Europe qui lui achète ses marchandises et utilise ses bateaux, elle aura plus qu'une valeur d'exemple, elle jouera un rôle actif en devenant à la fois terre de tolérance et lieu d'échanges intellectuels.

Quand Londres s'épanouit au milieu du siècle des Lumières, commence alors pour l'Angleterre et l'Europe une autre ère, celle

des grands États, intervenant directement dans la vie économique de leur pays, au profit de leurs classes entreprenantes : les nations voient le jour. « *Londres la nouvelle souveraine n'est pas un État-ville, c'est la capitale des îles britanniques qui lui apporte la force irrésistible d'un marché national* » : marché que l'État se sera employé à encourager et développer en fonction des nécessités et des nouveautés de la vie matérielle, transformant ainsi le territoire en un espace cohérent et unifié, à la différence de la Hollande dont le territoire est minuscule et incapable de nourrir sa population.

À l'origine cependant de ce dynamisme, on ne trouve ni les princes, ni les rois, mais les marchands, dont l'activité a créé ce premier système mondial, ce réseau universel d'échange de produits et d'argent. Et c'est à eux que revient le mérite de toutes les innovations économiques de cette Europe en voie de transformation, et en priorité aux négociants hollandais. Ils ont développé la fabrication de produits nouveaux, organisé le travail différemment, trouvé des débouchés, des matières premières, appliqué de nouvelles techniques de crédit ou de gestion.

Un vent de liberté... venu de Hollande

Cette liberté, la Hollande, possession du roi d'Espagne, l'a conquise de haute lutte à la suite d'une guerre qui s'est poursuivie tout au long du XVI^{e} siècle. Rejetant l'autorité du roi d'Espagne, les Provinces-Unies décidèrent de ne pas le remplacer et de lui substituer un système de république fédérale peu contraignant : chacune des sept provinces, particulièrement hostile à la moindre ingérence dans ses affaires locales, était gouvernée par un groupe de citoyens riches et puissants. Cette fédération très peu centralisée fonctionnait relativement harmonieusement jusqu'à ce qu'en 1672, la bourgeoisie au pouvoir, réussisse à mécontenter une fraction de

la population en refusant, entre autres, les crédits militaires et en vendant des armes aux Français prêts à envahir le pays. La révolution éclata et finit par donner un prince, chef militaire, à cette république.

Cependant, ce petit pays, coincé entre deux grandes puissances rivales – française et germanique – et sans le poids d'un lourd État centralisé, avait su offrir, pour un temps, à sa bourgeoisie, encore enserrée dans des cadres médiévaux, la possibilité de se développer sans entraves.

Pragmatique et commerçante, elle institua la liberté individuelle, favorisa l'émergence d'un capitalisme agricole, en y investissant massivement les énormes capitaux issus du commerce. Sur les bases d'une industrie manufacturière déjà très développée, elle instaura une industrie de produits semi-ouvrés et fit travailler à façon des milliers de travailleurs. Cette activité économique était stimulée par le commerce maritime qui l'alimentait en retour, et qui assurait la suprématie des compagnies hollandaises.

En se libérant de l'oppression espagnole, la Hollande s'était en même temps délivrée de l'omnipotence de l'Église catholique.

Au XVIII^e^ siècle, elle avait perdu sa prépondérance économique ; « l'âge d'or » hollandais était révolu. Mais aux yeux des philosophes, ce pays, qui continuait à servir de refuge aux penseurs avides de liberté, faisait leur admiration. La tolérance y facilitait le développement de la science et de la pensée. Les universités néerlandaises étaient les plus savantes d'Europe et les étudiants étrangers y affluaient pour brasser des idées qu'ils véhiculaient à leur retour au pays natal. De Hollande partaient les réseaux clandestins de livres interdits, au point que l'expression « livres de Hollande » signifiait livres interdits. En tant que premier producteur de livres, ce pays joua un rôle déterminant dans la propagation des idées des

Lumières. L'imprimerie fut d'ailleurs une des premières industries capitalistes.

... qui gagne l'Angleterre

L'hégémonie de la Hollande dura un siècle et demi, et presqu'autant dura sa rivalité avec l'autre grande puissance maritime, l'Angleterre.

L'État anglais avait pris des mesures de protection qui portèrent un coup très dur au commerce hollandais, en particulier le monopole du commerce avec l'Angleterre réservé à la seule flotte nationale. Mais il fallut cependant attendre la fin du XVII^e^ siècle pour que l'Angleterre supplante la Hollande. C'est que, tout au long du siècle, elle connut des troubles sociaux d'une telle ampleur qu'elle ne put réellement contrecarrer l'influence commerciale de la puissance néerlandaise. Comme si, pour se lancer à l'assaut du monde, il lui avait fallu surmonter un certain nombre de verrous sociaux.

En effet, en s'appuyant sur une bourgeoisie active en plein développement, les monarques anglais du XVI^e^ siècle minèrent très tôt leur légitimité, prenant avec la religion anglicane la tête d'un parti qui ne représentait déjà plus la vieille aristocratie terrienne et catholique.

La royauté connut alors au XVII^e^ siècle une multitude de conflits qui aboutirent à une crise révolutionnaire et à la mort du roi. Cromwell, l'homme qui avait pris la tête des puritains et de la petite bourgeoisie urbaine après avoir exercé le pouvoir pendant près de dix ans, ne put empêcher un retour à la monarchie. Cette dernière dut plus tard céder du terrain à la bourgeoisie en acceptant d'être contrôlée par le Parlement. Ce compromis libéra cependant la grande bourgeoisie alliée à l'aristocratie de la tutelle royale. Les

affaires pouvaient alors commencer. L'État anglais devenait pleinement au service des classes bourgeoises.

Le marché intérieur était désormais dégagé de toutes les taxes et douanes antérieures et l'Angleterre, ainsi libérée de toutes les entraves dans les échanges, accumulait des fortunes faramineuses. Voltaire en fit ainsi l'éloge dans les *Lettres anglaises* ou *Lettres philosophiques* : *« Le commerce, qui a enrichi les citoyens en Angleterre, a contribué à les rendre libres, et cette liberté a étendu le commerce à son tour ; de là s'est formée la grandeur de l'État. »*

Le nouveau régime, une monarchie constitutionnelle, s'accommoda d'un équilibre politique entre les deux classes possédantes. En conservant une partie du décorum royal et des institutions féodales, elle préserva les prérogatives du Parlement et consolida les acquis de la révolution.

En Angleterre, désormais, les hommes n'étaient plus des sujets mais des citoyens. La loi proclamait qu'elle s'y appliquait à tous : tout homme pouvait demander un débat public devant les juges pour requérir une sanction. Le roi prit l'habitude de ne jamais mettre son veto aux lois votées par les deux chambres. La vie politique y était favorisée par la liberté de la presse. La liberté économique allait de pair avec la liberté de penser.

Le philosophe John Locke, défenseur de la Révolution dans son pays, écrivit un véritable réquisitoire contre la monarchie de droit divin, le *Traité du gouvernement civil*. D'après lui, le roi n'était que le mandataire du peuple : celui-ci avait le droit à l'insurrection si le souverain portait atteinte à ses droits ; les révolutions n'étaient donc pas seulement un droit, mais souvent une nécessité.

La supériorité de l'ordre social nouveau instauré par la révolution en Angleterre sur l'ordre ancien encore en place en France se traduisit par l'hégémonie britannique : dans les guerres qui

opposèrent ces deux États durant tout le siècle, ce fut presque toujours l'Angleterre qui sortit victorieuse.

Les philosophes français... à l'école anglaise

Le libéralisme politique de l'Angleterre, pays considéré comme un modèle de liberté, faisait rêver l'Europe des Lumières. Une véritable mode anglophile gagna la France, mais ce furent aussi les idées qui franchirent les frontières. Le pamphlet *Aeropegetica*, écrit par le poète John Milton, autre propagandiste de la révolution anglaise, qui défendait la liberté d'imprimer sans autorisation ni censure, eut au XVIII^e^ siècle un grand succès outre-Manche.

Quant à John Locke, il fut célébré par toute l'intelligentsia européenne. En particulier il influença les philosophes français qui cherchaient une alternative à la monarchie absolue. Son idée du nécessaire équilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif afin d'éviter le despotisme, Montesquieu la reprit dans *L'Esprit des lois* en y ajoutant un troisième pouvoir, le pouvoir judiciaire. L'*Encyclopédie* lui rendit hommage, non seulement en lui dédiant un article, mais aussi en reprenant à son compte sa conception politique.

Mais ces philosophes n'étaient pas aussi radicaux que Locke. Les systèmes politiques qu'ils inventaient exprimaient les tentatives de conciliation de la bourgeoisie française qui se serait volontiers contentée du compromis à l'anglaise avec l'aristocratie... tout en espérant se passer de l'insurrection populaire invoquée par Locke.

Chapitre III

Les Lumières françaises

L'éclat particulier des philosophes français

La France fut la nation qui symbolisa les Lumières. Son rayonnement culturel n'était pas un phénomène nouveau. Au XVII^e^ siècle, sa puissance qui lui permit de nombreuses annexions territoriales, l'imposa en modèle à l'Europe des princes. Il était de bon ton dans la haute aristocratie d'en imiter l'art, d'en pratiquer la langue. Les Lumières françaises héritèrent de ce prestige d'autant plus aisément que, loin de s'ériger en norme, elles se proclamaient ouvertes au cosmopolitisme. Les idées nouvelles surgirent dans ce pays avec plus de dynamisme qu'en aucun autre. Ces controverses jaillissaient non seulement à Paris et dans les grandes villes mais aussi dans les petites bourgades. Ainsi s'épanouit une pléiade d'écrivains talentueux qui, usant de l'ironie ou de l'éloquence, passèrent au crible la monarchie absolue, les privilèges de la noblesse, la barbarie de la justice, le fanatisme religieux...

Si la France fut le lieu d'une telle offensive, si l'intelligentsia s'y lança avec tant d'ardeur dans la critique des institutions, c'est que les contradictions internes qui minaient la société y étaient devenues, au XVIII^e^ siècle, particulièrement intenses : l'antagonisme entre l'aristocratie en déclin et la bourgeoisie montante, qui s'y affrontaient, désormais à forces presque égales, n'avait nulle part

ailleurs atteint un caractère aussi aigu. La force sociale ascendante, se heurtant à un Ancien régime sclérosé, trouva son expression dans les philosophes des Lumières jusqu'à l'explosion de la Révolution.

Une élite cultivée

Petits et grands bourgeois

Voltaire incarna l'esprit des Lumières. Son histoire familiale illustre l'ascension sociale de sa classe. Les Arouet (Voltaire est un pseudonyme), des tanneurs issus d'un village poitevin, étaient montés à Paris au XVII[e] siècle pour ouvrir une boutique et ils surent arrondir leur bien. Le père de Voltaire transmit son sens des affaires à son fils qui, par des placements financiers rentables, s'assura un train de vie confortable. Le jeune Voltaire, déjà célèbre et adulé des salons, se fit alors appeler « de Arouet », osant s'octroyer lui-même la particule noble. Un aristocrate insignifiant, le chevalier de Rohan-Chabot, lui cherche alors noise en le questionnant sur l'origine de son nom. Voltaire lui rétorque en public : *« Mon nom, je le commence et vous finissez le vôtre »*. Le chevalier, ulcéré par cette impertinence, envoie aussitôt à son domicile quatre valets lui infliger une bastonnade, enfermé dans un sac. Voltaire proteste, tente de rameuter ses relations. En vain. Il s'acharne, demande réparation en duel, privilège réservé aux nobles. Un ordre royal finit par l'envoyer à la Bastille, d'où il sera autorisé ensuite à s'exiler en Angleterre. Voilà ce qu'il en coûtait à un roturier d'avoir cru que son talent lui permettait d'égaler un seigneur !

Les philosophes comptaient aussi des nantis immensément riches, comme le « fermier général » Helvétius. Sa fonction, très lucrative, consistait à prêter au gouvernement la somme correspondant au montant des impôts pour ensuite la récupérer en les collectant avec profit. Il se servit de sa fortune pour soutenir la

parution de l'*Encyclopédie*. D'autres étaient d'origine plus modeste. Rousseau, fils d'un horloger, Diderot, fils d'un coutelier, exercèrent de petits métiers durant leur jeunesse vagabonde. Quant à d'Alembert, c'était un enfant abandonné, fils illégitime d'un chevalier et d'une religieuse défroquée, recueilli par la femme d'un vitrier.

Petits et grands aristocrates

Le premier des philosophes fut Montesquieu, un haut magistrat appartenant à la noblesse de robe, ainsi appelée en raison de sa tenue vestimentaire. Il avait hérité de la charge anoblissante de président du Parlement de Bordeaux que ses ancêtres avaient achetée. Ce qui ne l'empêcha pas, quand il lança la charge contre la vieille société en 1721 dans les *Lettres persanes*, de se moquer du roi qui pratiquait la vente des titres de noblesse afin de renflouer ses caisses. Certes, le baron Charles-Louis de Secondat, né au château de La Brède et portant le nom de son domaine « de Montesquieu », percevait en seigneur l'impôt prélevé sur ses paysans. Mais c'est d'abord en bourgeois qu'il vivait. Il négociait âprement le produit de ses terres : un gentilhomme, pour qui la richesse était un don de Dieu, se serait senti déshonoré par sa comptabilité serrée des pertes et profits.

D'Holbach, un des principaux collaborateurs de l'*Encyclopédie* avait aussi le titre de baron. D'origine allemande, installé en France, il put, grâce à sa très grande fortune, se consacrer au travail intellectuel. Il fut surnommé « *le maître d'hôtel de la philosophie* » car il tenait table ouverte pour ses amis français et étrangers. Dans son manoir campagnard qualifié d'« *atelier philosophique* », il hébergea souvent Diderot pour lui permettre d'écrire en toute quiétude.

Il y eut même des nobles de haute lignée comme le puissant seigneur de Provence, le marquis de Mirabeau, père du futur

révolutionnaire. Habitué des orgies et des ripailles, il fut métamorphosé par la rencontre fortuite de Montesquieu qui l'initia à la passion du savoir. S'adonnant alors à l'étude, il devint un écrivain des Lumières et publia un essai célèbre, *Ami des hommes ou traité sur la population*, une critique sévère du siècle de Louis XV.

Le dernier des grands philosophes fut le marquis de Condorcet. Entouré dans son enfance de dignitaires de l'Église et d'hommes d'épée, il refusa d'embrasser la carrière des armes pour se consacrer à l'étude des sciences et rompit ainsi très jeune avec les préjugés nobiliaires de sa famille.

Des membres du clergé

Des membres du clergé dont certains n'avaient plus de religieux que la charge et les revenus apportèrent leur contribution aux Lumières.

L'abbé Prévost déclencha le scandale en 1731 avec son roman *Manon Lescaut*, qui racontait la passion amoureuse d'un chevalier, moine défroqué comme lui-même. Deux frères célèbres furent l'auteur de traités peu orthodoxes : l'abbé de Condillac, chrétien certes, fut le fondateur d'une philosophie sensualiste, une philosophie sulfureuse affirmant la primauté des sensations sur les idées ; l'abbé de Mably prônait une monarchie républicaine. Quant au brûlot sur le colonialisme que fut l'*Histoire des deux Indes*, rédigée en grande partie par Diderot, il portait la signature de son collaborateur, l'abbé Raynal. C'est encore l'abbé Sieyès qui fit paraître en 1789 un pamphlet révolutionnaire, *Qu'est-ce que le Tiers État ?*, question à laquelle il répondit : « *Tout* », en ajoutant : « *Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? À y devenir quelque chose.* »

Les besoins d'une agriculture moderne

En Angleterre, les problèmes de la terre étaient une préoccupation pour les grands capitalistes agricoles, comme pour la foule des petits propriétaires devenus acquéreurs grâce à la Révolution. Ils étaient à l'affût des techniques susceptibles d'en augmenter la rentabilité. Les livres d'agronomie se répandirent, dont le cours d'agriculture expérimentale d'Arthur Young qui décrivait les résultats des expériences qu'il avait réalisées dans sa propre ferme.

En France, les grands seigneurs préféraient conserver des forêts et des landes pour leur chasse au cerf ou au sanglier. Dans son reportage *Voyage en France*, Arthur Young, plein de bienveillance envers le pays, fit le triste tableau de l'état des campagnes, consterné de la perpétuation archaïque de la jachère ou de l'insuffisance du cheptel qui aurait pu donner un fumier précieux capable de servir d'engrais pour les champs. Il ironisait sur ces nobles absentéistes sur leurs terres, souvent courtisans à Versailles, qui ne se souciaient guère d'y pratiquer une culture plus intensive. Aucun gentilhomme n'aurait jugé digne de son rang de se poser la question concrète d'en améliorer la productivité.

Cependant, dans les campagnes françaises se renforçait le phénomène du fermier capitaliste, paysan aisé, souvent « coq de village », qui louait des terres au seigneur local, ce qui lui permettait d'utiliser son capital à des investissements agricoles au lieu de l'immobiliser dans l'achat de terres.

Des esprits éclairés, s'inspirant des méthodes anglaises, cherchaient à faire de leur propriété une exploitation moderne. Ce fut le cas de Voltaire dans son domaine de Ferney : il fit assécher les marais, utiliser des semoirs perfectionnés, créer des prairies artificielles, pratiquer l'élevage du ver à soie...

L'école française des physiocrates

Les philosophes s'interrogeaient : *« D'où vient la richesse d'une nation ? »* Les économistes français des Lumières, les « physiocrates », répondaient que le travail de la terre était la seule source de profit. Cette nouvelle école s'opposait à la théorie dite « mercantiliste » qui avait fait autorité au siècle précédent. Le mercantilisme avait théorisé la nécessité de l'intervention de l'État, à une époque où la bourgeoisie trouvait son compte dans les barrières douanières et les réglementations qui la protégeaient, alors que son activité commerciale était encore fragile. Mais elle estimait désormais qu'elles étaient devenues un carcan pour les échanges et qu'il fallait s'en débarrasser.

En particulier, les physiocrates revendiquaient la libre circulation des grains. Leur chef de file, Quesnay, accusait le gouvernement qui en perpétuait l'interdiction d'être responsable de la stagnation des campagnes. En effet, la persistance des barrières féodales qui entravaient la circulation des marchandises et en particulier des grains, pesait sur l'économie : au moment même où une région était frappée par la famine, la région voisine pouvait connaître la prospérité. Dans l'article « Grains » de l'*Encyclopédie*, il exposait les moyens d'accroître les revenus agricoles grâce à l'investissement dans l'achat de biens comme les animaux de trait.

Un phénomène économique méconnu

Cet intérêt majeur pour la terre était à l'image de l'économie française encore essentiellement rurale, avec une agriculture traditionnelle et une industrie artisanale tournée vers les produits de luxe et qui, pratiquant le travail à l'ancienne, regroupait autour du maître quelques compagnons et apprentis. Les manufactures, apparues au siècle précédent y restaient encore l'exception.

L'*Encyclopédie* elle-même, qui accorda une large place à l'agriculture au détriment de l'industrie, ne s'intéressa guère à ces établissements. En outre, elle ignora les fabriques qui commençaient à pousser sur le sol anglais alors que la Grande-Bretagne amorçait sa révolution industrielle.

L'intelligentsia anglaise ne s'y intéressa pas davantage. Ce n'est que dans le dernier quart du siècle qu'un philosophe des Lumières écossais, Adam Smith, percevant ce phénomène, tenta d'en ébaucher une première explication. Ayant vécu dans le cœur industriel qu'était Glasgow, il comprit qu'un processus économique encore invisible était en gestation. Il affirma que la source de la richesse n'était pas la terre, mais le travail. Son livre, *La richesse des nations*, passa inaperçu. Personne alors n'avait conscience que se mettait en place en Angleterre un nouveau système de production, le capitalisme industriel.

Le problème de la terre

La bourgeoisie d'Europe se passionnait pour les écrits des physiocrates parce qu'elle y trouvait un aliment à ses exigences. Leur théorie, sous couvert d'énoncer de prétendues lois naturelles de l'économie, aboutissait à une conclusion très intéressée : puisque la richesse provenait de la terre, puisque la noblesse seule en avait la possession, c'était à elle de payer des impôts. De plus elle mettait en valeur un problème crucial, l'obstacle sur lequel buttaient toutes les initiatives, en particulier en France : la propriété de la terre. L'aristocratie avait toujours la haute main dessus. Quant à l'Église, par le biais du chantage à la damnation permettant de capter les héritages des chrétiens, et du fait de l'impossibilité pour les ecclésiastiques censés être célibataires de transmettre leurs biens à une descendance, elle avait réussi au fil des siècles à devenir le premier

propriétaire foncier du royaume, comme de l'Europe en général. La bourgeoisie française aurait voulu imiter la bourgeoisie anglaise qui depuis longtemps avait pu exploiter sur le mode capitaliste les vastes territoires arrachés au clergé. Cette impossibilité d'investir dans les campagnes nourrissait sa rancœur contre l'Église et la noblesse.

Le ressentiment contre les « privilèges du sang »

La bourgeoisie ne supportait plus de voir la noblesse avoir le privilège d'être dispensée de l'impôt tandis que son propre argent servait à remplir les caisses royales. Et cela d'autant plus que la réaction nobiliaire qui marqua le XVIII[e] siècle lui rendit difficile l'accès aux charges anoblissantes : c'étaient des postes lucratifs que l'aristocratie, consciente de l'affaiblissement de sa richesse, entendait désormais se réserver. Le ressentiment d'une bourgeoisie lésée, ulcérée dans son amour-propre, sous-tend la protestation contre l'injustice brandie par les Lumières. Ses différentes strates, grands négociants et banquiers, fabricants de produits de luxe, marchands, magistrats, administrateurs, artistes et hommes de lettres, tous se retrouvaient soudés par ce désir commun d'abolir les privilèges de naissance. Les écrivains français se moquèrent de toutes les marques qui fondaient l'honneur seigneurial : les noms à particule, les arbres généalogiques, les emblèmes héraldiques, les « quartiers de noblesse », leur soi-disant proportion de sang noble... Leurs coups contre cette prétention ridicule portaient au-delà des frontières. Dans son conte le plus célèbre, *Candide*, Voltaire fait le portrait grotesque d'un hobereau allemand, le *« baron de Thunder-Ten-Tronck... un des plus puissants seigneurs de la Vesphalie, car son château avait une porte et des fenêtres »*. Cette caricature visait

cette kyrielle de nobliaux d'Europe qui, ruinés, n'avaient plus les moyens d'entretenir leur château, mais qui, même réduits à la misère, affichaient leur morgue. D'un bout à l'autre du continent, nombreux étaient les lecteurs qui pouvaient ainsi, même là où ils n'étaient pas en mesure de tenir tête à l'aristocratie, se délecter d'un rire vengeur au spectacle de ces pauvres hères qui se prenaient pour des grands.

L'oisiveté n'est plus à la mode

Les nobles, fiers de leur oisiveté, étaient convaincus que travailler c'était déchoir. Les courtisans, initiés à un code complexe de bonnes manières, passaient leur temps dans les divertissements royaux, rêvant d'être présentés au roi lors de cérémonies dont la cour était coutumière. Ce mode de vie révoltait ceux qui affichaient la fierté de leur activité économique.

Pour l'intelligentsia, le travail devint une valeur. C'est le sens de la conclusion de *Candide*. Voltaire y propose une recette pour vivre au mieux dans un monde affligé de multiples fléaux : *« Il faut cultiver notre jardin. »* Sous cette formule énigmatique, il valorisait le travail qui développe la culture, celle de la terre comme celle de l'esprit, le travail intelligent et libre qui fait la dignité de l'homme. Il affirmait par ailleurs : *« Le travail est l'honneur et le lot d'un mortel, je m'aperçois tous les jours qu'il est la vie de l'homme, il ramasse les forces de l'âme et rend heureux. »*

Dans les *Lettres anglaises* ou *Lettres philosophiques*, Voltaire raillait le parasitisme des courtisans tout en célébrant le rôle social des marchands : *« Je ne sais pourtant lequel est le plus utile à un État, ou un seigneur bien poudré qui sait précisément à quelle heure le roi se lève, à quelle heure il se couche, et qui se donne des airs de grandeur en jouant le rôle d'esclave dans l'antichambre d'un ministre ; ou un*

négociant qui enrichit son pays, donne de son cabinet des ordres à Surate, et au Caire, et contribue au bonheur du monde. »

Il exprimait ainsi l'indignation d'une classe consciente de sa puissance internationale.

Chapitre IV

La monarchie française : ennemie ou alliée des Lumières ?

Des écrivains en butte à la censure et à la prison

Les philosophes se heurtèrent à l'arbitraire royal. *« C'est légal parce que je le veux »*, proclamait Louis XVI. Sur un simple ordre royal, la lettre de cachet, tout sujet pouvait sans jugement se retrouver en prison. Tout livre, tout journal était soumis à la censure. Sans l'autorisation royale appelée « privilège », aucun livre ne s'imprimait ni ne se vendait légalement. La police inspectait les librairies, contrôlait les bagages des voyageurs, épiait les conversations.

Les livres étaient condamnés par les autorités politiques. À l'autorité du roi s'ajoutait celle du Parlement de Paris – on appelait ainsi l'assemblée des magistrats, composée de nobles, alors en rébellion contre le roi, qui formait une Cour de justice souveraine. Les autorités religieuses pratiquaient également la censure : il y avait les dévots de tous poils, les jésuites et les jansénistes, sortes de partis religieux, tous deux ennemis ; la Sorbonne, placée alors sous la direction des théologiens ; et au-dessus le pape qui décidait de mettre les livres diaboliques « à l'index », c'est-à-dire de les inscrire dans le catalogue des livres interdits. Ainsi toutes ces forces rivales se ralliaient pour se dresser ensemble contre les philosophes.

Pour devancer la censure, ils évitaient de viser ouvertement la monarchie française ; ils plaçaient leur satire dans d'autres pays ou d'autres époques, ou alors ils masquaient leurs idées corrosives dans des anecdotes plaisantes. Ils eurent la prudence de publier bon nombre de leurs livres à l'étranger sous l'anonymat.

Malgré ces ruses, la liste des ouvrages qui tombèrent sous le couperet de la censure est très longue. Les plus grands ouvrages furent interdits, et ceux qui suscitèrent particulièrement la haine des autorités subirent l'autodafé, c'est-à-dire qu'ils furent *« condamnés à être brûlés et lacérés sur la place publique de la main du bourreau »*.

La prison n'épargna pas leurs auteurs. Ils étaient décrétés de « prise de corps ». Diderot fit un séjour de dix mois au donjon de Vincennes pour avoir écrit la *Lettre sur les aveugles*. Voltaire, lui, fut incarcéré deux fois à la Bastille, pour son franc-parler envers l'aristocratie. Et s'il n'y fut pas enfermé une troisième fois, suite à la publication clandestine des *Lettres anglaises*, c'est qu'il s'enfuit à temps à l'étranger avant l'arrivée de la police. Pour Rousseau, il en alla de même : menacé d'arrestation après la parution de l'*Émile*, il réussit à gagner la Suisse.

Les philosophes eurent le courage de défendre leurs idées au mépris de leur confort, et parfois de leur liberté. Ils s'emparaient de leur plume, parce qu'ils étaient persuadés de leur devoir d'instruire les hommes de leurs droits.

Un exemple illustre : la « bataille encyclopédique »

L'*Encyclopédie* fut une œuvre collective, une formidable arme de combat destinée à diffuser largement les idéaux des Lumières. Sa publication fut la plus importante entreprise éditoriale du siècle, rentable seulement pour les libraires mais pas pour ses rédacteurs,

puisqu'elle permit tout juste à son directeur Diderot d'accéder à une certaine aisance. Pendant plus de vingt ans, il se battit avec acharnement pour réussir à en faire paraître les vingt tomes malgré l'hostilité des autorités qui l'interdirent par deux fois en 1752 et en 1759.

L'aventure commence en 1745, lorsque le libraire Le Breton obtient le « privilège » pour sa publication. Dès la parution en 1751 des deux premiers volumes achetés par souscription, elle suscite la fureur de toutes les autorités, et particulièrement de l'Église.

Alors que l'œuvre est saluée par les philosophes, la presse se déchaîne contre elle dans une guerre des pamphlets. Dans un premier temps, ses adversaires triomphent. En 1759, un décret du Parlement condamne l'*Encyclopédie* à un autodafé, et le Conseil du roi révoque le « privilège » du livre, interdit la vente des volumes parus, en décide la destruction, et oblige les libraires à rembourser les souscripteurs. Le pape lui-même met l'ouvrage à l'index et ordonne aux catholiques de brûler les exemplaires qu'ils possèdent, sous peine d'excommunication, c'est-à-dire d'exclusion de la communauté des chrétiens.

La campagne de calomnies fut si violente qu'elle fit le partage entre les fidèles de Diderot qui assumèrent l'attaque et ceux qui, effrayés, lui firent faux bond. Mais elle ne suffit pas à désolidariser le camp philosophique. Les encyclopédistes finirent par gagner cette bataille contre les fanatiques religieux qui jusqu'au bout ne désarmèrent pas.

L'ambiguïté des autorités envers l'*Encyclopédie*

Paradoxalement, c'est Malesherbes, le responsable de la Librairie – en quelque sorte de la Culture – et donc responsable aussi de la censure, qui intervient par deux fois pour sauver le projet. Il

évite à Diderot de se retrouver à la Bastille, sans pouvoir empêcher la condamnation et l'interdiction des deux premiers volumes. Ses auteurs sont dénoncés comme infâmes... et pourtant les volumes suivants continuent à paraître avec l'approbation royale.

Par la suite Malesherbes envoie la police saisir les manuscrits de Diderot... mais seulement après les avoir mis à l'abri à son propre domicile. Il lui permet alors de poursuivre son travail, en le laissant publier clandestinement les dix livres de textes non encore parus.

Ce grand commis de l'État, fidèle à son roi, pensait qu'une nation moderne devait développer l'industrie de l'imprimerie et assurer la liberté de penser et d'écrire aux écrivains et aux savants.

L'entourage du roi touché par les Lumières

Certains personnages de la Cour furent eux-mêmes gagnés par l'esprit des Lumières. Ainsi la maîtresse de Louis XV, la marquise de Pompadour, née Madame Poisson, femme cultivée et brillante élevée dans le milieu de la haute finance et mariée à un noble, devint la « directrice des plaisirs du roi » et entraîna la Cour dans un tourbillon de fêtes dispendieuses. Mais elle se voulait aussi mécène des arts. Appelée « Notre-Dame des philosophes », elle les protégea contre leurs ennemis. Dans un portrait officiel réalisé par le peintre Maurice Quentin de La Tour, elle se fit représenter devant l'ouvrage de Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, et les volumes de l'*Encyclopédie* dont elle encouragea la parution : deux œuvres magistrales des Lumières, mais qui subirent les foudres de la censure royale.

Dignitaires du régime et intellectuels des Lumières

La monarchie tenta de tirer avantage du renouveau intellectuel. Elle nomma aux plus hautes charges des hommes gagnés aux idées

novatrices. Vauban sous Louis XIV avait préfiguré ce type de serviteur de l'État : tout en exprimant sa compassion pour l'effroyable détresse paysanne, il publia en 1707 *La Dîme royale*, un projet proposant de soumettre les privilégiés à l'impôt, ce qui entraîna leur révolte... et sa disgrâce.

Les postes d'intendants, créés pour consolider l'absolutisme, avaient pour fonction de renforcer le contrôle de police sur le royaume. Mais au siècle suivant, nombreux étaient les intendants préoccupés surtout par l'arriération économique du territoire placé sous leur surveillance. Ils fréquentaient les philosophes, alors même que ceux-ci s'élevaient contre l'arbitraire royal, les privilèges, la religion.

Ainsi l'intendant du Hainaut, le marquis d'Argenson que Louis XV nomma ministre des Affaires étrangères, rêvait d'une réforme des impôts et d'un gouvernement conciliant monarchie et démocratie. C'était un philosophe, précurseur des physiocrates, qui adopta la formule « Ne pas trop gouverner » et « Laissez faire ». Il note dans ses *Mémoires* en 1739 : « *La misère depuis un an avance donc au-dedans du royaume à un degré inouï ; les hommes meurent comme des mouches, de pauvreté et en broutant l'herbe.* »

Les fondateurs de la physiocratie, auteurs d'articles de l'*Encyclopédie*, furent appelés au ministère par un Louis XVI désireux de sauver les finances royales de la faillite. Ainsi, il eut recours à François Quesnay, un homme d'origine modeste, qui s'initia d'abord à la philosophie avant de devenir un éminent chirurgien. Puis, entré au service de Madame de Pompadour, il acquit richesse et titre de noblesse et obtint la charge de « médecin ordinaire du roi ». De même, Turgot, autre économiste des Lumières, fut sélectionné par le roi. Cet intendant du Limousin s'était forgé une réputation pour

y avoir construit des routes magnifiques, en employant non les corvées paysannes mais les services d'une société d'agriculture.

Cependant toutes leurs tentatives réformatrices se soldèrent par leur renvoi sous la pression des nobles. Ils se révélèrent incapables de réformer quoi que ce soit, et le dernier, Necker, appelé au chevet d'une royauté bien malade, partisan lui aussi d'une modification du régime des impôts, fut tout aussi impuissant. Même, son *Compte rendu au roi*, inventaire des folles dépenses de la cour, en particulier celles de la reine, publié juste avant la Révolution, ne fit qu'attiser le mécontentement.

Voltaire : un pied à la cour, un pied sur la frontière

Les philosophes cherchèrent souvent à trouver des appuis dans l'appareil d'État, à faire carrière dans la société, alors même que les idées qu'ils diffusaient en contestaient les fondements. La vie tumultueuse de Voltaire est à cet égard significative. Dans sa jeunesse, il fréquente les soupers donnés par le Régent, mais pour l'avoir brocardé dans des écrits satiriques, il est condamné à l'exil en province, puis à une première incarcération à la Bastille. Rentré ensuite en grâce, il donne en l'honneur du mariage du roi, au château de Fontainebleau, trois pièces de théâtre, et il obtient même une pension royale. Puis le voilà une deuxième fois emprisonné pour son arrogance face à un noble, obligé de s'exiler en Angleterre, puis de se réfugier près de la frontière lorraine ou en Prusse. Plus de dix ans plus tard, il revient participer à la vie de la cour à Versailles. Il y est nommé historiographe du roi, puis gentilhomme ordinaire de la chambre et il écrit des opéras pour les fêtes royales. Mais il retombe en disgrâce et, contraint à la fuite, ne retourne à Paris que l'année de sa mort en 1778.

Chapitre V

Le despotisme « éclairé »

Des États en quête de modernisation ?

D'après l'historien Michel Mourre, le despotisme éclairé *« est un système de gouvernement autoritaire par lequel certains monarques européens du XVIII^e siècle influencés par les théories philosophiques de l'époque réformèrent leurs États dans un sens centralisateur et dirigiste considéré comme l'expression de la « raison » et des « Lumières »*. Le modèle pour l'Europe, c'était Louis XIV : on l'admirait, car il avait contribué, à la fin du XVII^e siècle, au rayonnement de la France, et bien des princes rêvaient de son absolutisme qui enfermait la noblesse d'épée dans une cage dorée, tandis que le monarque renforçait son appareil d'État et son prestige en s'appuyant fortement sur une bourgeoisie en pleine expansion. En contrepartie, elle obtenait l'aide de l'État quand ce soutien contribuait à renforcer sa propre puissance.

Mais cette politique royale avait été possible en France, un des plus grands pays européens parce qu'y existait alors un équilibre entre les différentes forces sociales, aristocratie, bourgeoisie, paysannerie, équilibre dont avait su profiter la monarchie. Mais, même en France, ce n'était plus le cas au siècle suivant.

A fortiori, réussir cet équilibre instable dans les situations diverses qu'offrait l'Europe était une gageure, même si de nombreux

princes et rois s'y essayèrent. Ces théories ne leur servaient qu'à justifier des politiques ne correspondant pas à la réalité de leur pays. Tous voulaient renforcer leur autorité sur leur noblesse et leur clergé, tous voulaient centraliser leur administration et la rendre plus efficace, tous voulaient bénéficier de la richesse nouvelle engrangée par la bourgeoisie. Mais toutes les situations ne s'y prêtaient pas ! Dans une large partie de l'Europe centrale et surtout orientale, l'essentiel de la richesse appartenait à une poignée de seigneurs possédant sans intermédiaires la terre et les serfs. Et aucun ne réussit à ressembler à Louis XIV. Il était un siècle trop tard : la monarchie et l'ordre social étaient déjà ébranlés en Occident, et en Orient ils étaient trop en retard !

Ces tentatives de réformes tout au long du siècle ne firent que démontrer l'impossibilité de transformer la société par le haut, sans toucher aux privilégiés. C'est pourquoi ceux des monarques qui entreprirent un rapprochement avec les intellectuels français universellement lus et admirés ne cherchaient qu'à redorer leur blason auprès de l'opinion de l'élite européenne.

Voltaire et Frédéric de Prusse

Frédéric II de Prusse se proclama disciple de Voltaire et entretint avec lui une correspondance. Certes, ce « despote éclairé » ne se considérait pas comme un monarque de droit divin : « *La couronne n'est qu'un chapeau qui laisse passer la pluie* », écrivit-il, et sa devise était « *le roi est le premier serviteur de l'État* ». Mais il entama son règne par l'invasion de la Silésie par la voie brutale des moyens militaires. La « Raison » qui l'anima n'eut rien de philosophique : il voulait financer son armée afin d'unifier un territoire morcelé.

Sur proposition de Frédéric II, Voltaire accepte le poste de chambellan. À la Cour de Potsdam, où il séjourne trois ans, il croit

pouvoir causer d'égal à égal avec ce « *Salomon du Nord* ». Peu à peu, il se rend compte que « *Mon ami signifie mon esclave* », que « *soupez avec moi ce soir signifie je me moquerai de vous ce soir* ». Sa liberté de parole et d'action est jugée insolente. Refusant d'être un amuseur public, il décide de regagner la France. Il est même arrêté à Francfort où il est incarcéré plus d'un mois.

Diderot et Catherine de Russie

La tsarine de Russie, Catherine II, cherchait à doter l'Empire russe d'une armée moderne capable de jouer un rôle en Europe et à ouvrir son pays à la civilisation occidentale. Elle entretint des relations épistolaires en particulier avec Diderot dont elle fut le mécène.

Sur son invitation, il se rend en Russie. Il planifie un programme de causeries en tête-à-tête avec la tsarine, portant sur l'urbanisme, la monnaie, la culture du colza, l'art... sujets variés sur lesquels il écrit des traités. Mais quand il comprend au fil des mois que la tsarine n'appliquera jamais ses projets et que ce ne sont que rêveries destinées à la distraire, démoralisé, il revient en France. Il espère encore l'influencer : il lui envoie le plan d'une université « *dont la porte est ouverte indistinctement à tous les enfants d'une nation* » et dont les maîtres sont des fonctionnaires. Ironie de l'histoire : la tsarine en confiera la direction aux jésuites, réputés en Occident pour leurs écoles formant des hommes intelligents et cultivés, mais qui, directement sous l'obédience du pape, étaient parfaitement soumis à l'ordre féodal. Catherine II est moderniste, mais elle est avant tout la garante d'un ordre social : au même moment, elle fait réprimer dans le sang la révolte de Pougatchev, un soulèvement de milliers de paysans pauvres insurgés contre les mesures aggravant le servage, qu'elle venait d'édicter.

Comment les philosophes croyaient-ils pouvoir transformer la société ?

« *L'ignorance, l'erreur, le préjugé, le défaut d'expérience, de réflexion et de prévoyance, voilà les vraies sources du mal moral.* » affirme d'Holbach, dans le *Système social*. Ainsi pour lui comme pour les intellectuels des Lumières, les changements dans la société seraient dus à l'évolution de l'opinion ; or l'opinion dominante étant elle-même déterminée par les dirigeants politiques, il leur semblait donc logique d'essayer d'influencer les monarques qui faisaient l'histoire. Une fois convaincus, ces puissants pourraient faire reculer l'ignorance, cause de tous les maux de la société.

Dans son roman historique *Le médecin personnel du roi*, Per Olov Enquist montre bien l'inanité d'une telle croyance. Au Danemark, à la place du monarque à demi-fou, un intellectuel des Lumières, le docteur Struensee, exerça directement le pouvoir durant deux ans. Ses multiples décrets visant à moderniser l'économie furent paralysés par la résistance d'un appareil d'État encroûté, inféodé à une aristocratie terrienne hostile à tout changement. Ils ne lui valurent que d'être arrêté et torturé à mort.

Au Portugal, le marquis de Pombale suscita l'admiration de l'Europe. Après le séisme qui détruisit Lisbonne en 1755, ce ministre lança la reconstruction fonctionnelle de la ville : artères géométriques, réseau d'égouts, éléments préfabriqués, structures antisismiques, emploi des carreaux de faïence contre les risques d'incendie. En moins d'un an il fit surgir une ville-lumière, mais durant les vingt ans où il fut l'homme fort du royaume, il ne réussit pas à sortir le pays de l'arriération.

Partout en Europe, les esprits d'avant-garde qui voulaient œuvrer à la rationalisation de la société, échouaient.

Chapitre VI

« Voici, voici l'orage... »

La montée du mécontentement populaire

Au XVIII[e] siècle, les progrès, lents mais tangibles, se traduisant par l'augmentation de la production artisanale et agricole, engendrèrent l'amélioration de l'alimentation et de l'hygiène, le recul de la mortalité infantile, l'essor démographique. L'historien Pierre Chaunu résume ainsi ce phénomène : *« Deux fois plus d'hommes, un peu mieux éduqués vivent un peu plus vieux à la fin du siècle. »* C'est sur la base de ce mieux-vivre que sourd de toute l'Europe, quelles qu'y soient les marques d'arriération, l'aspiration à changer la société. Cependant, alors qu'on avance dans le siècle, les émeutes de la faim s'y multiplient.

Les grandes famines ont certes disparu, mais les disettes sont récurrentes. Elles ne sont plus dues comme au Moyen Âge à des causes naturelles – intempéries ou maladies provoquant de mauvaises récoltes – mais surtout à des crises économiques. Et elles paraissent désormais insupportables, car elles ne sont plus considérées comme un châtiment du ciel, même si les croyances religieuses sont toujours paroles d'Évangile dans un peuple étranger aux débats philosophiques. La monarchie n'y est pas mise en cause : on y vénérera longtemps la personne divine du roi, Louis-le-bien aimé.

Le peuple des villes...

Le problème essentiel des citadins qui peinaient dur de l'aube à la nuit était celui de la hausse du prix des céréales, le pain constituant une part considérable de leur budget. Pourtant, la foule de ceux qui travaillaient de leurs bras réfléchissait aussi d'une manière nouvelle. Artisans, boutiquiers, compagnons, manœuvres, ouvriers, sans-emploi, tout ce peuple des villes contestait sa condition. Il participait à la vie sociale en assistant aux festivités urbaines imprégnées de l'esprit critique. Les imprimeurs, eux, plus ouverts à la culture par leur métier même, avaient sous la main les livres sulfureux qu'ils fabriquaient. Ce brassage d'idées était encore plus vrai à Paris où les nouvelles circulaient vite. Leurs aspirations à la liberté et à l'égalité trouvaient un écho dans les écrits de certains philosophes comme Jean-Jacques Rousseau.

...et le peuple des campagnes

Au XVIII^{e} siècle sévissait dans les campagnes la réaction nobiliaire : les seigneurs, dont la puissance économique s'amenuisait, pour satisfaire leurs dépenses de luxe et augmenter leurs sources de revenus, firent dresser des « terriers », c'est-à-dire l'inventaire détaillé de tous leurs droits et revenus, afin de faire revivre des droits anciens tombés en désuétude ou de supprimer aux paysans leurs droits communaux, en particulier le « droit de vaine pâture » qui permettait aux plus pauvres de survivre. Cette aggravation de la condition paysanne renforça la haine contre les privilégiés. Les charges seigneuriales qui s'alourdissaient parurent bien plus odieuses que la grande misère du siècle précédent. Car le XVIII^{e} siècle fut pour le paysan français un siècle moins misérable : le progrès n'était pas une abstraction philosophique mais une réalité, sans doute modeste, mais concrète.

Désormais le monde rural ne se trouvait plus à l'écart des villes. La multiplication des routes et des marchés, la constitution de circuits commerciaux plus larges, l'avait ouvert petit à petit au monde urbain. Les paysans avaient vu leur univers traditionnel se transformer et ce changement rendait crédible l'idée que leur condition sociale aussi pouvait changer. Cet insidieux travail moléculaire des idées est bien décrit par Erckmann et Chatrian dans leur roman historique *Histoire d'un paysan*. Ils y évoquent les débats animés dans une de ces nombreuses auberges où faisaient halte ceux qui se rendaient aux foires, aussi bien les marchands que les paysans, les premiers exaspérés par les péages entravant la circulation de leurs marchandises, les seconds indignés par la rapacité seigneuriale.

Ainsi la colère paysanne trouvait un aliment dans la fermentation intellectuelle des villes. Les ruraux qui par leur métier allaient de village en village, colporteurs et charbonniers, charpentiers et maçons, qui pratiquaient deux langues, le patois comme tous, mais aussi le français, la langue des gens lettrés dans laquelle étaient formulées les idées nouvelles, contribuaient à élargir l'horizon d'un monde jusque-là replié sur lui-même. Plus nombreux étaient les travailleurs mobiles qui trouvaient un temps une embauche à la ville pour revenir ensuite vers leur village possesseurs d'un surplus d'argent pour assurer les besoins du foyer, mais aussi transformés par cette expérience et imprégnés du nouvel air qu'ils avaient respiré. Les meneurs naturels de la communauté rurale, les forgerons, les tisserands et autres gens de boutique et d'atelier du village, s'éveillaient à l'idée que les droits des seigneurs sur leur terre n'étaient peut-être pas inscrits pour l'éternité dans le ciel divin.

Et cela d'autant plus que pour dépouiller les vieux grimoires féodaux, les nobles chargèrent de cette tâche des hommes de loi, les « feudistes » qu'ils envoyèrent dans les campagnes. Mais ces

notables des villes, souvent ouverts à l'esprit contestataire du temps, s'indignaient de ces exigences nobiliaires et manifestaient leur compassion envers la paysannerie, confortant son sentiment d'injustice.

Or le niveau d'instruction connut quelques avancées. La littérature de colportage parvenait dans les campagnes sous la forme de livrets de piété surtout, mais aussi parfois de collections à bon marché exposant de façon simplifiée les œuvres des philosophes, en particulier les brochures de « Jean-Jacques ». Même les almanachs et les chansons divulguaient leurs idées.

Les curés de village jouèrent aussi un rôle dans cette propagation. Le bas clergé supportait mal l'autorité des princes de l'Église, des seigneurs qui menaient grand train, souvent débauchés. Or il recevait maintenant une formation théologique. Au séminaire, il s'informait, il lisait. Sous les livres de prières, se glissaient des ouvrages de Diderot ou de Rousseau qui laissaient entrevoir la possibilité d'un autre monde sur terre signifiant progrès social, liberté, égalité. Cet idéal terrestre tendait à remiser au placard l'espoir du paradis. Aussi quand certains de ces curés revenaient au village où ils partageaient la misère du monde paysan, des bribes de ces idées-là se glissaient alors dans les prêches du dimanche. Au lieu de prôner la résignation comme autrefois, ils y firent passer un peu de l'indignation des philosophes.

La progression irrésistible de la contestation

Le siècle des Lumières en France s'inscrit entre deux dates historiques : 1715, date de la mort de Louis XIV et 1789. Cette période rompit avec l'austérité religieuse des dernières années du règne du « roi-soleil » en s'ouvrant sur la Régence du duc d'Orléans, qui affichait son goût des plaisirs. Lui succédèrent les règnes de Louis XV

puis de Louis XVI, deux rois falots, représentants d'une monarchie affaiblie. L'ambiance sociale se modifia progressivement dans la haute société. La recherche de la conversation raffinée où l'on rivalisait de « bel esprit », laissait place à la réflexion, et cela avec un coup d'accélérateur à la moitié du siècle.

Alors parurent un grand nombre d'œuvres fondamentales. Les critiques s'accentuèrent, se faisant plus âpres. Les autorités ne désarmèrent pas pour autant. En 1757, le Parlement prononça un arrêt prévoyant la peine de mort ou les galères pour les auteurs et imprimeurs de livres tendancieux et clandestins. Mais l'esprit philosophique triomphait.

Les efforts de la royauté pour tenter d'enrayer l'influence grandissante de l'esprit critique se révélèrent vains. Deux faits significatifs permettent de mesurer cette impuissance qui s'accentua d'un règne à l'autre. En 1730, Louis XV avait ordonné la fermeture du club de l'Entresol, un club qui, traitant de questions politiques, réunissait des membres de la haute société touchés par les Lumières. Plus d'un demi-siècle plus tard, en 1784, Louis XVI autorisa la représentation de la comédie de Beaumarchais, *Le Mariage de Figaro*, la plus cinglante des satires de la caste nobiliaire, un discours incendiaire qui annonçait la Révolution.

Beaumarchais y épinglait les courtisans dont l'unique métier consistait à « *recevoir, prendre et demander* ». La foule riait aux répliques du valet Figaro, qui répondait à son maître : « *Parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie ! Vous vous êtes donné la peine de naître, et rien de plus !* ». Les réparties contestataires étaient ovationnées et les comédiens, emportés par la fougue, s'enhardirent à déclamer les passages censurés, déchaînant la jubilation des spectateurs.

Le souffle de l'Amérique

C'était un an après un événement qui en France souleva l'enthousiasme : la naissance des États-Unis en 1784, à l'issue de la victoire remportée par les colonies américaines qui depuis 1776 luttaient pour leur indépendance. La monarchie française, pour nuire à sa rivale anglaise, avait appuyé militairement la révolte des insurgés contre la métropole anglaise. Beaumarchais, aventurier et affairiste autant qu'écrivain, avait été le défenseur passionné de la cause américaine. Louis XVI, après l'avoir sorti de la prison où il l'avait enfermé pour ses pièces audacieuses, en fit un agent secret chargé de livraison d'armes. Des gentilshommes étaient partis comme volontaires servir sous les ordres de Washington, dont le marquis de La Fayette célébré alors en France en héros. L'ambassadeur américain Benjamin Franklin y était un homme très populaire. La monarchie française n'avait pas l'air de comprendre qu'en soutenant la cause de la révolution américaine contre la Couronne britannique, elle contribuait à scier la branche sur laquelle elle était assise : d'autres couronnes pouvaient vaciller.

Un air de liberté

La pièce de Beaumarchais eut un retentissement européen. Elle connut immédiatement quinze traductions en allemand. Cependant le despote éclairé d'Autriche-Hongrie, Joseph II, en interdit la représentation. Mais, soucieux du prestige de sa cour, en 1786 il autorisa Mozart à donner à Vienne l'opéra qui s'en inspirait, les *Noces de Figaro*. L'artiste rebelle, qui se reconnaissait dans l'insolent Figaro, venait de claquer la porte de son employeur le prince-archevêque de Salzbourg, las d'endurer ses humiliations. « *Je ne savais pas que je n'étais qu'un valet de chambre et c'est ce qui m'a perdu* », écrivait-il à son père. Lors des représentations données à Prague,

les insolences lancées aux aristocrates, même en italien, furent chaleureusement accueillies par un public qui subissait l'autoritarisme du tyran. Mozart réitéra en créant un opéra, *Don Giovanni*. Le sujet en était brûlant : il évoquait la révolte des paysans contre le droit de cuissage exercé de fait par un seigneur libertin. Le chant *Viva la libertà* n'avait lui non plus pas besoin de traduction.

Les chansons populaires exprimaient l'atmosphère du temps. Celle écrite par le comédien et auteur Fabre d'Églantine, *Il pleut, il pleut bergère*, fut alors interprétée non comme une romance pastorale, mais comme une parodie de la reine qui, dans son parc royal, aimait jouer à la bergère. Les paroles – *« Voici, voici l'orage... / Entends-tu le tonnerre ? Il roule en approchant »* – en étaient prémonitoires.

Une société décadente condamnée

Quant au succès remporté à Paris par la pièce de Beaumarchais auprès de l'aristocratie, voici comment l'analyse Stephan Zweig dans son roman historique, *Marie-Antoinette* : *« Avec le goût du suicide qui caractérise si bien la société dégénérée de l'époque, toute la noblesse approuve avec enthousiasme cette comédie. [...] La vieille société accueille avec des applaudissements frénétiques cette pièce, qui, moralement, lui porte le coup de grâce, et ces applaudissements sont, elle ne s'en doute pas, le premier geste public de la révolte, le premier éclair de la Révolution. »*

L'ère des philosophes s'achevait pour accoucher d'une ère nouvelle, celle de la Révolution.

Deuxième partie

Des idées progressistes

Chapitre I[er]

La passion des sciences et des techniques

L'essor des sciences et des techniques

La prospérité de la bourgeoisie est indissociablement liée au développement du commerce international. En devenant lucratifs, ces grands voyages à travers le monde entraînèrent une évolution des techniques maritimes, aussi bien dans la fabrication des bateaux que dans les instruments de navigation.

Ce progrès technique était fondé non sur le pouvoir magique des anges et des démons, mais sur un savoir qui étudie les propriétés physiques des objets naturels, les modes d'action des forces de la nature. C'est pourquoi, depuis la Renaissance, la passion pour les machines, qui avait animé un Léonard de Vinci, s'était émancipée des fantasmagories de l'imaginaire ; une profusion de découvertes avait été réalisée grâce à la mise au point d'une multitude d'instruments de mesure efficaces et agissants, de plus en plus précis et complexes.

L'exigence de rigueur, l'habitude de tout calculer étaient une nécessité dans la gestion des affaires. Elle avait depuis longtemps fait progresser les mathématiques, qu'il s'agisse au XII[e] siècle de l'adoption auprès de la civilisation arabo-musulmane du zéro et de

l'algèbre, ou bien à la Renaissance de la découverte en géométrie des lois de la perspective.

La curiosité planétaire qui guidait la science était à l'image de la classe sociale qui partait à la conquête du globe : c'est la nature tout entière qu'elle voulait dominer, et cette maîtrise passait par la mesure exacte de l'espace et du temps.

Une impulsion venue d'Angleterre

Les monarques d'Europe avaient dès avant le XVIII^e^ siècle soutenu les recherches des savants. Mais ce fut alors un véritable engouement venu d'Angleterre. Au siècle précédent, l'essor de l'industrie manufacturière y avait développé la recherche scientifique dans un sens pragmatique. Et le nouveau régime issu de la Révolution avait mis tous les moyens de l'État à son service : il avait compris l'avantage qu'il pourrait en tirer.

Le climat de liberté de pensée, propice aux débats et aux échanges, y favorisait les découvertes et inventions en tous genres. En 1662, le gouvernement y fonda la Royal Society, regroupant les scientifiques les plus prestigieux, dont son président Newton qui la domina de son autorité pendant un quart de siècle. Mais il sollicita également les talents d'origine modeste, susceptibles d'inventer les instruments utiles répondant aux problèmes concrets qui se posaient alors. Ainsi l'invention d'un instrument capable de définir la position exacte d'un navire était une exigence des négociants et de la marine royale pour qui la fréquence des naufrages était une catastrophe, les bateaux ne pouvant se diriger qu'au jugé. Ce fut un modeste menuisier de village, John Harrison, un passionné de mécanique et d'horlogerie, qui en mettant au point le chronomètre, permit le calcul exact de la longitude. Grâce à ses avancées remarquables, la science anglaise, orientée vers la poursuite d'objectifs concrets, rayonna sur l'Europe.

En France, des métiers à la recherche d'inventions

Louis XIV, dans le cadre de sa politique volontariste destinée à magnifier son règne, avait mis en œuvre des moyens modernes pour aménager le territoire, et il avait créé de nouveaux postes au sein de l'État : ingénieurs, techniciens des routes, des canaux et des mines, architectes, hydrographes, cartographes, administrateurs... Ces fonctionnaires jouèrent au XVIII[e] siècle un rôle pionnier. De multiples autres professions étaient portées par le même dynamisme. Du légiste au vétérinaire, partout émergeaient des hommes qui cherchaient à se rendre utiles par un travail de terrain, qui tentaient des expériences par souci d'efficacité, qui avançaient des jugements fondés sur ces tests et non plus sur des *a priori* dictés par l'autorité. Ils perfectionnèrent, dans leur métier, méthodes, gestes et outils, et ils cherchèrent à généraliser leurs innovations. La monarchie absolue, consciente que la qualité suppose la liberté, encourageait toutes ces initiatives, terreau du progrès des Lumières.

La place des techniques dans l'*Encyclopédie*

L'*Encyclopédie* reflétait l'enthousiasme de cette époque pour le progrès technique. Inspirée de l'*Encyclopédie* anglaise de Chambers, écrite par une série de spécialistes, elle offrait sous la forme d'un dictionnaire un tableau complet de l'état des sciences et des techniques vers 1750 en France.

Nombreux furent les artisans inconnus qui y collaborèrent, des dessinateurs, des graveurs. Diderot fit appel au savoir d'obscurs ouvriers, et les rédacteurs se rendirent sur leurs lieux de travail pour y mener leur enquête.

L'*Encyclopédie* introduit ses lecteurs dans l'atelier, la mine ou les champs. Les techniques sont analysées avec précision : la matière

première, son origine, sa préparation, les outils et les machines utilisés. Certaines rubriques constituent de véritables petits traités, comme l'article « Soie » qui décrit toutes les opérations textiles, ou « Moulin » qui inventorie tous les types de moulins.

La technique décrite est celle d'une France alors en retard sur l'Angleterre. N'y figurent pas les pompes à feu, ces premières machines à vapeur archaïques déjà utilisées dès le début du XVIII^e^ siècle dans les mines anglaises ; et pas davantage les dernières inventions, comme la navette volante employée dès 1733, qui au cours du siècle allaient révolutionner l'industrie textile anglaise et assurer l'hégémonie de ses cotonnades sur le marché mondial. Mais l'ouvrage célébrait le perfectionnement d'outils de plus en plus sophistiqués, la complexité de machines mues par l'énergie hydraulique et surtout par la force humaine. Cette importance accordée aux machines préfigurait l'avenir : en effet, l'essor des machines permettra le bouleversement technique permanent qui sera le fondement du capitalisme industriel.

Hommage au travail manuel de l'artisan

L'artisanat restait partout le mode de production dominant. Le savoir des travailleurs manuels, longtemps confiné dans l'univers limité de leur profession comme un secret jalousement gardé selon la règle des corporations, connut au XVIII^e^ siècle une diffusion plus large grâce à la parution de manuels en tous genres. L'*Encyclopédie* qui reflétait ce monde artisanal le divulgua plus largement : il était désormais conservé et inscrit dans le grand livre des connaissances de l'humanité.

Les processus de fabrication suivis par le relieur, le charpentier ou le teinturier y sont expliqués en toute clarté. Les illustrations se veulent limpides. Le graveur a représenté les ateliers en coupe pour

mieux y laisser entrer le regard du lecteur. Il a dessiné en gros plan, outre les outils, la main manipulant ces outils ou exécutant un geste professionnel, figurée dans différentes positions, les gestes étant décomposés selon les différentes phases de l'opération.

Les gravures mettent l'accent sur le rôle fondamental de la main de l'homme. Elles attirent l'attention sur la dignité de ce travailleur manuel appliqué dans son action, sur son utilité sociale. La préface de l'*Encyclopédie* rend hommage, à côté des grands noms, célèbres découvreurs de la science, à tous ces anonymes qui, par leurs inventions, ont apporté leur pierre à l'histoire des outils de l'homme.

Ainsi les philosophes glorifiaient le travail manuel, fruit – comme tout travail – de l'intelligence humaine, tout en disqualifiant l'oisiveté nobiliaire.

Les progrès du confort

Les inventions techniques utiles au monde des savants modifièrent aussi la vie quotidienne des milieux aisés. Les commodités de l'urbanisme transformaient la ville : pavage et éclairage des rues, réalisation de réseaux d'égouts. L'industrie française fabriquait une quantité d'objets de luxe, comme les meubles et les bibelots qui rendaient le cadre de vie plus agréable. Les intérieurs des demeures devenaient plus douillets avec le chauffage, l'invention des carreaux vitrés aux fenêtres. Il y avait de quoi être séduit par ces applications qui fournissaient un confort inconnu et sécurisant.

Dans son poème *Le Mondain*, Voltaire, comme bien d'autres philosophes, fit l'éloge du *« luxe »*, terme qui désignait non l'apparat fastueux des princes, mais toutes ces facilités offertes par le modernisme. Il s'opposait à une autre voix qui, au milieu du siècle, s'éleva à contre-courant, celle de Rousseau qui vantait le goût pour la vie simple et naturelle : voix plébéienne qui protestait contre les

nantis, mais aussi voix réactionnaire qui prônait le renoncement aux bienfaits du progrès technique. Voltaire pensait au contraire que l'avenir de la civilisation était d'assurer à tous non seulement le « *nécessaire* » mais aussi le « *superflu* ». Lui-même installa sur son domaine une fabrique de bas de soie.

Des techniques nouvelles modifiant les mentalités

Les multiples petites améliorations dans l'artisanat ou l'agriculture ne touchèrent pas que les milieux favorisés. Ainsi là où s'étendaient des zones marécageuses, lieux où proliféraient les insectes vecteurs de maladies, l'hécatombe frappait les villageois. Les régisseurs ou les propriétaires qui entreprirent leur assèchement métamorphosèrent leur environnement. Bien des innovations impliquèrent ainsi une meilleure hygiène ou une meilleure alimentation. Leur efficacité allait à l'encontre des habitudes ancestrales.

Ainsi Parmentier se heurta aux mentalités traditionnelles en introduisant la pomme de terre, originaire d'Amérique et utilisée alors seulement en Allemagne pour nourrir les porcs. Diderot vante ses qualités nutritives dans l'*Encyclopédie*. Les spéculateurs sur le blé, y voyant un aliment concurrent, lui sont hostiles. Et les curés les soutiennent : cette plante inconnue, enfouie dans la terre, est un maléfice du diable ; le blé, au contraire, tourné vers le ciel, est un don de Dieu ! L'enjeu est de taille : le Parlement en interdit la culture ; Louis XVI au contraire la protège et pour tenter de la populariser, en arbore la fleur sur son vêtement. Le blé est devenu hors de prix, la pomme de terre qu'on peut lui substituer permet de nourrir les familles. Dans les milieux populaires ancrés dans le préjugé, il fallut du temps pour que l'initiative de Parmentier l'emportât !

Les loisirs, accessibles à des milieux moins restreints, profitèrent aussi de ces inventions. Dès le XVII^e siècle, au théâtre, le public était fasciné par l'emploi d'une machinerie compliquée produisant des effets spéciaux, au nom significatif de *deus ex machina*, le dieu sorti de la machine. Grâce aux progrès de l'optique, Carmontelle fabriqua des séries de panneaux de couleurs, peints sur transparents, enfermés dans une boîte, qu'il faisait dérouler dans une salle plongée dans le noir, innovant un art qui serait considéré comme un des très lointains ancêtres du cinéma. Dans les spectacles de rue, sur des tréteaux forains, étaient présentées des expérimentations scientifiques qui éblouissaient les badauds.

Les produits du dernier cri de la technique, serrures, horloges, automates, boîtes à musique, même si leur achat particulier trop coûteux était réservé à une minorité, pouvaient captiver le regard de tous ; ils montraient la complexité des mécanismes que la main de l'homme était capable de maîtriser. Ainsi s'amenuisait l'omniprésence de la main de Dieu dans la vie de tous les jours.

Le paratonnerre, invention de l'Américain Benjamin Franklin, rendit caduque la peur de la foudre comme sanction divine. Sa condamnation par la religion, qui accusait cette tige de fer d'être un doigt diabolique dressé contre le ciel pour le blasphémer, ne résista pas à l'efficacité de la protection qu'il procurait. Une autre expérience suscita particulièrement l'engouement populaire, celle des frères Montgolfier qui, en 1783, réussirent à faire s'élever dans l'air un ballon de soie rempli d'air chauffé. La mode se répandit d'une multitude de colifichets sur lesquels était dessinée la fameuse « machine aérostatique » qui concurrençait avantageusement les miracles. Non pas que le progrès technique éliminât la religion. Mais en s'émerveillant de toutes ces nouveautés, on songeait un peu moins au paradis.

Chapitre II

Recul de la conception religieuse au profit de l'esprit scientifique

L'*Encyclopédie* : une œuvre de vulgarisation scientifique

Au XVIII[e] siècle, partout en Europe, ceux qui étaient intéressés par les problèmes philosophiques étaient préoccupés de questions scientifiques. Montesquieu rédigea de nombreux mémoires en physique et médecine, et devint membre de l'Académie des sciences de Bordeaux. Diderot, autodidacte en mathématiques, se passionna pour cette matière et l'enseigna.

L'*Encyclopédie* exprime cette passion pour toutes les branches de la connaissance scientifique. Le grand mathématicien d'Alembert, auteur de la préface, y traita de sa spécialité et en contrôla la partie scientifique. Le baron d'Holbach, qui, de par ses origines, était très au fait des développements de la science allemande, y fit le compte rendu des dernières découvertes en chimie, minéralogie et métallurgie. Le chevalier de Jaucourt rédigea beaucoup d'articles synthétisant les nombreux ouvrages savants qu'il avait lus.

Mais cet énorme répertoire des connaissances avait aussi un objectif philosophique : promouvoir l'esprit scientifique naissant contre l'obscurantisme religieux.

La conception religieuse du monde

La conception chrétienne du monde que l'Église imposait à toute la société était fondée sur la Bible. Quels en étaient les dogmes ? Dieu a créé un monde immuable. Il a placé la terre au centre de l'Univers, le Soleil et les planètes tournant autour d'elle, et il a créé aussi une nature humaine immuable, depuis le premier homme, Adam, jusqu'au dernier. Tout être humain est composé d'un corps matériel et éphémère, et d'une âme immatérielle et éternelle. La place de chacun en ce monde est conforme à la volonté divine. Le Seigneur Dieu trône en haut des cieux sur l'ordre de l'univers, comme le roi de droit divin trône au sommet de la hiérarchie seigneuriale. Ainsi le christianisme garantissait de son auréole sacrée la stabilité de l'ordre féodal. La bourgeoisie entendait bien contester une telle éternité, ce qui revenait à remettre en cause la conception religieuse du monde.

Pour des esprits cultivés, les récits bibliques adaptés au peuple ignorant, étaient insuffisants pour expliquer le monde. Aussi depuis le Moyen Âge, des intellectuels avaient tenté de concilier le christianisme avec la philosophie d'Aristote qui dans l'Antiquité grecque, avait avancé une théorie de la connaissance. L'aristotélisme – façon chrétienne –, en reprenant le système de l'astronome grec Ptolémée, semblait conforter le géocentrisme biblique. Les théologiens se livraient à une méditation portant sur la nature de l'âme, de Dieu, de l'Être, etc., appelée la « métaphysique » qui faisait autorité. Les écrivains des Lumières prirent pour cible non seulement les croyances religieuses, mais aussi cette métaphysique qui en constituait le soutien pseudo-rationnel, et que Voltaire, dans *Candide*, nomma par dérision la « *métaphysico-cosmolo-nigologie* ».

La découverte de la planète

Les certitudes basées sur la tradition religieuse subissaient les coups d'un savoir qui s'était constitué dès la Renaissance avec la découverte de l'Amérique et les voyages des grands navigateurs. Ce savoir continua à se développer au XVIII[e] siècle grâce aux nombreuses expéditions maritimes, comme celles de Cook, La Pérouse, Bougainville. Les savants embarqués sur les navires rapportaient du bout du monde des plantes, des insectes, des coquillages, des minéraux inconnus. Avec émerveillement, on faisait l'inventaire de la planète qu'on était en train d'explorer ; on voulait tout connaître, tout comprendre. Cette passion de savoir allait transformer les mentalités car les découvertes entraient en contradiction avec les dogmes chrétiens. La science poursuivait son essor irrésistible. Face à ses avancées, la religion avait déjà au siècle précédent été contrainte de reculer. En effet, Galilée avait prouvé grâce à ses observations astronomiques que la Terre tournait autour du Soleil. Sa théorie finit par s'imposer dans le monde des savants même si l'Église ne reconnaissait toujours pas l'héliocentrisme incompatible avec les assertions de la Bible.

Le progrès du rationalisme : Descartes

L'essor scientifique bénéficia aussi de l'expansion d'une nouvelle philosophie, celle de Descartes. Au XVII[e] siècle, ce philosophe et savant français, émigré à Amsterdam pour se soustraire à la répression de l'Église catholique, avait élaboré une théorie qui bouleversa le mode de penser. Il proposa comme guide d'explication du monde, non plus Dieu ou la Bible, mais la seule raison humaine. Dans le *Discours de la méthode*, il proclamait la primauté de l'esprit critique sur l'autorité ou le respect stérile des anciens. Pour éviter d'être victime des préjugés, il fallait en faire *« table rase »*,

c'est-à-dire s'adonner au préalable à un doute méthodique et radical. Ce scepticisme initial est un des fondements de la démarche scientifique qui s'affirmera au siècle suivant.

Le cartésianisme finit par s'imposer dans les universités européennes malgré la résistance farouche des théologiens. Les encyclopédistes, conscients du progrès considérable apporté par le fondateur du rationalisme, reconnurent leur dette envers lui.

Newton et la méthode expérimentale

Au XVII[e] siècle, l'Anglais Newton bouleversa à son tour le monde des savants : son traité, les *Principes mathématiques*, proposait une nouvelle conception du monde qui dépassait le cartésianisme. Certaines vues de Descartes étaient en effet erronées, encore tributaires de la métaphysique. Ainsi, pour expliquer le mouvement des planètes, il avait inventé l'existence, dans l'univers, d'un fluide transparent soumis à des mouvements tourbillonnaires. Or Newton démontra que ceux-ci n'étaient que des spéculations indémontrables. Pour lui, l'exercice de la seule raison ne suffisait pas, il fallait la combiner avec l'exercice des sens par le biais de l'observation et de l'expérience.

Pour rendre compte de la mécanique du monde, il partit des observations quantitatives des planètes faites par les astronomes antérieurs, et ses calculs l'amenèrent à énoncer la loi de la gravitation universelle, loi selon laquelle deux corps s'attirent avec une force inversement proportionnelle au carré de leur distance. Grâce à ces travaux combinant observation et calculs, Newton assura la suprématie de la pensée scientifique : non seulement sa méthode faisait des mathématiques un instrument au service de la physique, mais encore elle permettait de ramener, dans un effort de synthèse, tous les phénomènes physiques à une explication unique et simple.

En France, le savant Maupertuis fut le premier à s'enthousiasmer pour la théorie de Newton. Les encyclopédistes firent son éloge parce qu'il avait jeté les bases de la science moderne.

Le discrédit de la métaphysique

La théologie cédait irrésistiblement du terrain face à la démonstration expérimentale. L'expérience du prisme faite par Newton prouva que la lumière est composée du mélange de rayons de sept couleurs différentes : elle invalidait le dogme chrétien sur la nature de la lumière supposée divine, donc pure, et donc nécessairement blanche et homogène.

Buffon, lui, parvint à faire agir la lumière : en faisant converger une source lumineuse sur un miroir ardent de quarante-huit réflecteurs mobiles, il réussit à déclencher une combustion. Et ce feu-là, bien réel, brûlait vraiment, contrairement à celui de l'enfer que personne n'avait testé ! Voilà que l'homme pouvait maîtriser un rayonnement prétendu divin ! L'étude scientifique de la lumière qui passionna le XVIII^e^ siècle confère encore plus de valeur à la métaphore le « siècle des Lumières ».

Voltaire et Émilie du Châtelet, propagateurs du newtonisme

Voltaire fut en France le propagateur de la théorie de Newton en collaboration avec sa compagne, la mathématicienne Émilie du Châtelet. Ils rédigèrent ensemble l'œuvre intitulée *Éléments de la philosophie de Newton*, dont le sous-titre « *mis à la portée de tout le monde* », affichait la volonté de vulgarisation. Il n'obtint pas l'autorisation de publication en France : l'Église avait trop bien perçu le danger de l'expansion de l'esprit scientifique à un large public. Malgré les résistances, le newtonisme se répandit cependant en Europe.

Newton ayant écrit son traité en latin, Émilie du Châtelet en assura la première traduction française.

Voltaire suivait de près l'actualité scientifique. Ainsi, il s'intéressa à l'expédition qui en 1735 sous la direction de Maupertuis fut chargée en Laponie de vérifier l'une des prédictions de Newton, l'aplatissement de la Terre aux pôles. Dans son conte fantaisiste *Micromégas*, il rend hommage à l'intrépide équipage qui donna raison au savant anglais et célébra, comme lui, le langage capable de servir de moyen de communication universel entre les hommes, les mathématiques. Ce récit s'inspirait d'un roman qui avait alors un immense succès, les *Voyages de Gulliver* du romancier anglo-irlandais Jonathan Swift. Ces aventures de géants lancés dans des voyages interplanétaires fascinaient alors l'Europe ; elles reflétaient l'enthousiasme d'une époque qui concevait désormais l'infiniment grand, non comme un espace vertigineux et effrayant, domaine réservé de Dieu, mais comme un espace à explorer qui suscitait la curiosité insatiable de l'homme.

Une nouvelle approche en médecine

L'examen du corps humain, que les humanistes de la Renaissance avaient pratiqué malgré l'obstruction de l'Église, se précisait. Les nombreuses planches anatomiques en couleurs de l'*Encyclopédie* témoignent de la volonté de découvrir cet univers intérieur. Le monde vivant de l'infiniment petit fut aussi exploré par Van Leeuwenhoek qui, grâce au microscope qu'il venait d'inventer, révéla l'existence des bactéries, des globules rouges, des spermatozoïdes.

Le grand pas en avant en médecine remontait au XVII^{e} siècle : ce fut la découverte de la circulation du sang par William Harvey. Ce médecin du roi d'Angleterre osa s'affranchir des classifications des Anciens pour se fier à des raisonnements rigoureux fondés sur

des observations. De même, un autre Anglais, Thomas Willis, posa les bases de la neurologie en établissant une première cartographie du cerveau humain, attribuant des fonctions spécifiques aux différentes zones décrites.

Au XVIII[e] siècle, le changement, ce fut l'émergence d'une génération nouvelle de médecins audacieux, prêts à prendre pour modèle ces illustres précurseurs : ils étaient de plus en plus nombreux désormais à adopter la méthode expérimentale.

De son hôpital de Leyde, le Hollandais Hermann Boerhaave acquit une renommée internationale en enseignant à ses étudiants européens la pratique, ignorée jusque-là, de l'auscultation du malade. Par ailleurs, nombreux furent les savants et médecins qui, comme Réaumur ou Lavoisier, mirent à jour les mécanismes physiques, chimiques ou électriques qui déterminent le fonctionnement du corps. En utilisant les instruments mis au point en physique, en introduisant la quantification dans les sciences de la vie, ils amorcèrent une nouvelle conception de la médecine pour laquelle se passionna Diderot, toujours au fait des dernières recherches.

La naissance de la science du vivant

Le monde du vivant devint un nouveau champ d'application des idées des Lumières. Un professeur suédois, Carl Linné, posa les bases de l'histoire naturelle moderne. Il découvrit le rôle primordial de la sexualité en botanique, ce qui offusqua les assemblées savantes, scandalisées par une simple allusion à l'organe sexuel d'une plante. Il inventa une nomenclature, un essai de classification ordonnée des trois règnes, minéral, végétal et animal. Les étudiants d'Europe venaient suivre ses cours à Stockholm, avant de partir ensuite, pleins d'ardeur, vers des contrées lointaines afin d'y reconnaître la flore, dans un véritable programme de chasse aux

spécimens. Herboriser était une nouvelle vogue lancée par Rousseau en lien avec le sentiment d'harmonie avec la nature que ses romans avaient répandu. C'est en herborisant avec Rousseau que le jeune employé de banque Lamarck affirma sa passion pour la botanique, ce qui lui valut d'être chargé par Diderot de la rédaction des articles de l'*Encyclopédie* dans ce domaine.

Buffon : le newtonisme appliqué au vivant

Malgré son rôle pionnier, Linné resta limité par ses préjugés religieux. Un naturaliste d'avant-garde, Buffon, osa appliquer la méthode newtonienne aux sciences naturelles. Il refusa de participer à l'*Encyclopédie*, mais il en devint un collaborateur malgré lui car Diderot, passionné par ses écrits, les résuma dans de nombreux articles anonymes. Buffon, étudiant en médecine, se consacra très tôt à la recherche en botanique et en zoologie. Nommé au poste prestigieux d'intendant du Jardin du roi – le futur Jardin des Plantes –, il l'agrandit et l'enrichit. Les terres familiales que le comte de Buffon, le « seigneur de Montbard », gérait en nobliau de province, lui offrirent le matériel nécessaire à ses expériences scientifiques.

Son *Histoire naturelle*, – condamnée par la Sorbonne qui y vit à juste titre un ferment idéologique, mais éditée par l'Imprimerie royale elle-même – fut une œuvre colossale écrite en collaboration avec d'autres savants. Ses trente-six volumes rendaient compte de quarante ans de travaux : dissections et examens microscopiques, étude de la croissance des végétaux, de la reproduction et de la nutrition des animaux. Il y esquissait une histoire rationnelle du monde vivant, un monde sujet au changement : apparition et disparition de créatures gigantesques dont on venait de découvrir des fossiles, migration d'animaux avant la séparation des continents, transformations différenciées des animaux en fonction de leur

environnement dissemblable. Il a ainsi pressenti l'idée d'évolution, tout en la limitant à l'intérieur d'une espèce. Il intégra l'apparition de l'homme à cette vaste histoire de la vie.

Il étudia également le dynamisme de la planète. Utilisant les forges de son domaine, il coula des sphères métalliques et mesura leur temps de refroidissement. Il en déduisit par calcul le temps nécessaire au refroidissement de la terre et en conclut que l'âge de la planète n'était pas de 6 000 ans comme l'affirmait la Bible, mais de 72 832 ans et il ajoutait : *« Plus on allongera cette durée, et plus on se rapprochera de la vérité. »* La démonstration expérimentale, en sciences naturelles comme en physique, minait les dogmes de l'Église.

Kant et l'évolution du système solaire

L'idée de mouvement féconda encore un autre domaine. Le savant allemand et penseur des Lumières, Emmanuel Kant, fut le premier à avancer l'idée moderne de l'évolution de l'Univers. Contrairement à Newton pour qui la mécanique céleste une fois lancée, l'Univers restait toujours identique à lui-même, Kant affirma que l'Univers est un processus historique : le système solaire était né et devait bien mourir un jour. Ce qui n'était en 1755 qu'une intuition philosophique trouvera un demi-siècle plus tard un fondement en physique.

Cette mise à jour du rôle du mouvement dans tous les domaines était générée par le dynamisme même de la bourgeoisie. Sous son impulsion, la société, jusque-là affectée seulement par de lents et imperceptibles changements, se métamorphosait rapidement : la thèse de la fixité du monde semblait désormais inadaptée à la réalité.

Chapitre III

Le combat contre la religion

Aux origines : l'humanisme de la Renaissance

Les philosophes des Lumières étaient conscients que la science en empiétant sur le terrain de la religion, contestait les institutions ecclésiastiques. Ils n'étaient pas les premiers à s'y être heurtés. Déjà, l'humanisme de la Renaissance, qui prônait l'acquisition d'un savoir universel extérieur aux livres sacrés, avait eu un caractère subversif. Mais la tentative d'émancipation de la bourgeoisie hors du carcan du catholicisme s'exprimait alors sous le manteau religieux et elle n'aboutit qu'à la naissance de nouvelles religions. Au XVII^{e} siècle, des précurseurs allèrent plus loin en s'adonnant à un examen rationnel de la Bible. Des traités, comme ceux de Bayle ou Fontenelle exprimèrent leur scepticisme sur les miracles chrétiens.

Absurdité des dogmes

Les philosophes des Lumières, en ne se limitant plus à ce genre littéraire abstrait, mais en composant des récits amusants, donnèrent un écho plus large à cette démythification des textes sacrés. Pour montrer l'absurdité des dogmes catholiques, Montesquieu, dans les *Lettres persanes* présentait le pape comme un *« magicien »*, un habile prestidigitateur qui inventait des tours de passe-passe

pour mieux duper le peuple. « *Il fait croire qu'un égale trois* », ainsi dénonce-t-il le paradoxe de la croyance en La Trinité, le dieu chrétien unique composé de trois divinités : Dieu le Père, son fils Jésus-Christ et le Saint-Esprit. Le pape fait croire aussi « *que le pain qu'on mange n'est pas du pain et que le vin qu'on boit n'est pas du vin* », allusion au rite de la communion au cours duquel le prêtre, en buvant une coupe de vin, est censé boire le sang du Christ, et le fidèle, en avalant l'hostie, est censé manger sa chair.

De même, l'*Encyclopédie* ne manque pas d'humour pour saper l'autorité religieuse. L'article « Relique » reprend la rumeur selon laquelle bon nombre de ces reliques, ces restes de saints, morceaux d'os ou de vêtements, gardés respectueusement comme objets sacrés, seraient des faux !

Variabilité des rites religieux

Montesquieu, dans *De l'Esprit des Lois*, étudie la religion, au même titre que la monnaie, la démographie ou l'éducation comme une des composantes de la société : le christianisme, élément culturel de la société européenne, était donc à ses yeux un phénomène relatif. L'*Encyclopédie*, dans l'article « Carême », se moque des formes de jeûnes. Voltaire, dans *Zadig*, met en scène un festin cosmopolite de négociants de plusieurs religions : les convives observant des interdits alimentaires incompatibles, le banquet manque de se transformer en pugilat car chacun veut affirmer la supériorité de sa recette culinaire pour se gagner les faveurs de son dieu. C'est par le rire que les philosophes désacralisaient ces rites, inventions des hommes, aussi divers sur la terre que les coutumes, qu'il s'agisse des postures de prière des différentes confessions ou des costumes des prêtres, comparés à des pitreries et déguisements de carnaval.

La dénonciation des crimes de l'Église catholique

Dans la France du XVIII[e] siècle, la liberté de religion n'existait pas. Régnant sur l'enseignement et la justice, l'Église intimement liée à l'État ne reconnaissait aucun droit aux protestants et aux juifs. Le roi imposait sa religion, le catholicisme, à tous ses sujets. Les philosophes dénonçaient sa politique d'intolérance, en particulier les persécutions contre la minorité protestante. Ils dénonçaient l'Inquisition, un tribunal ecclésiastique créé au Moyen Âge par la Papauté contre l'hérésie, qui sévissait encore sur toute l'Europe catholique en imposant la « vraie » religion par la terreur. Ils dénonçaient les meurtres qu'elle commettait encore au Portugal et en Espagne contre les juifs et les musulmans en les condamnant à être brûlés sur le bûcher. Ils s'indignaient de ces autodafés, ironisant sur la barbarie de ces chrétiens qui assassinaient au nom de l'amour du prochain.

L'*Encyclopédie* participa à ce combat contre le fanatisme religieux. À l'article « Théocratie », d'Holbach incriminait les papes qui « *ont couvert l'Europe de carnage et d'horreurs* », et qui se comportaient de façon guerrière comme tous les souverains désireux d'agrandir leur territoire : « *C'est sur les cadavres sanglants de plusieurs millions de chrétiens que les représentants du Dieu de paix ont élevé l'édifice d'une puissance chimérique et dont les hommes ont été longtemps les tristes jouets et les malheureuses victimes* ».

La satire des religions révélées

Cette défense de la tolérance n'empêchait pas les philosophes de se moquer des religions révélées, ces religions qui prétendaient que Dieu avait envoyé aux hommes un messager, Moïse, Jésus-Christ et Mahomet. Le livre sacré, où il leur avait livré la vérité, la Torah (la

Bible hébraïque), ou les Évangiles et le Coran n'étaient donc que des inventions humaines.

Cependant les croyances qu'ils visaient en priorité étaient les croyances catholiques, parce que majoritaires dans leur propre pays et parce que c'est en leur nom que l'Église commettait ses crimes en Europe. Cette volonté de balayer d'abord devant leur porte a assuré la crédibilité universelle de leur critique. Au lecteur malin de saisir leurs clins d'œil, de décrypter leur langage codé, afin de comprendre toute la portée de leur attaque !

La critique de l'islam, subterfuge pour critiquer le christianisme

Montesquieu, dans les *Lettres persanes*, stigmatise l'expulsion des protestants décidée par Louis XIV. Il lui oppose la sagesse du shah d'Iran qui au contraire a refusé de céder à ses ministres intolérants qui exigeaient l'expulsion de la communauté chrétienne que constituait la minorité arménienne. L'impertinence de l'auteur consiste à couvrir sa critique par l'éloge d'un despote musulman.

Quant à Voltaire, s'il réprouve l'islam, c'est que toutes les religions sont aussi absurdes les unes que les autres, et propres à générer le fanatisme. Dans sa tragédie *Mahomet ou le fanatisme*, il montre que l'islam fut un instrument politique entre les mains de Mahomet, un chef de guerre qui voulait construire un État. Mais sa critique ne l'empêchait pas de reconnaître le rôle essentiel joué par la civilisation musulmane dans la transmission du savoir de l'Antiquité. Dans l'*Essai sur les mœurs*, il écrit : *« Dans nos siècles de barbarie et d'ignorance, qui suivirent la décadence et le déchirement de l'Empire romain, nous reçûmes presque tout des Arabes : astronomie, chimie,*

médecine ». Et il ajoute : *« Dès le second siècle de Mahomet, il fallut que les chrétiens d'Occident s'instruisissent chez les musulmans. »*

Chrétiens... et juifs renvoyés dos à dos

Si Voltaire défendait les Juifs persécutés par l'Église, il ne se privait pas pour autant de critiquer leurs croyances. Dans le *Sermon du rabbin Akib*, sous le couvert d'un rabbin plaidant en faveur des victimes d'un autodafé, il se moquait de tous ceux qui croyaient détenir la vérité divine : *« Puissent tous les enfants d'Adam, blancs, rouges, noirs, gris, basanés, barbus ou sans barbe, entiers ou châtrés, penser à jamais comme lui ! Et que les fanatiques, les superstitieux, les persécuteurs, deviennent hommes ! Élevons nos cœurs à l'Éternel ! »*

Il reproche aux juifs d'avoir inventé les fables bibliques, léguées aux chrétiens et aux musulmans. Son esprit universaliste s'insurge contre leur prétention à appartenir à un peuple élu de Dieu. Il dénigre les récits abominables de l'Ancien testament, seule partie de la Bible reconnue par le judaïsme, décrivant des massacres de peuples s'égorgeant avec la bénédiction divine ou des châtiments féroces infligés aux hommes par un dieu vengeur. Dans le *Traité sur la tolérance*, il lance ses sarcasmes contre une des histoires révérées par les trois grandes religions monothéistes, celle du patriarche Abraham, prêt à sacrifier son fils par obéissance à Dieu. Que des religions puissent promouvoir le sacrifice humain en acte de piété, voilà qui jugeait bien de leur barbarie !

L'appel à la tolérance n'était pas chez Voltaire l'expression d'une confraternité en bigoterie. Loin de faire appel à la réconciliation des curés, imams et rabbins, il les combattait tous.

Voltaire, un combattant acharné

Voltaire fut l'ennemi le plus déterminé de l'Église catholique. La formule « *Écrasez l'infâme* », était le cri de guerre qu'il lançait contre elle à la fin de toutes ses lettres. Il s'engagea dans une affaire qui devint célèbre, l'affaire Calas. En 1761, à Toulouse, le jeune Marc-Antoine Calas est retrouvé pendu chez lui. La rumeur accuse le père, Jean Calas, un marchand protestant, de l'avoir assassiné pour l'empêcher de se convertir au catholicisme. Bien qu'il crie son innocence, les juges du parlement de Toulouse décident de le condamner à mort, sans preuve, parce qu'il est protestant. Un an plus tard, il subit, conformément à la loi, la « question ordinaire », torture destinée à faire avouer le crime, puis la « question extraordinaire » torture destinée à punir le coupable. Il meurt supplicié sur la roue et ses cendres sont jetées aux immondices.

Voltaire acquiert la conviction que Jean Calas est innocent. Malgré l'âge et la maladie, il déploie alors une énergie extraordinaire pour lancer une campagne afin d'obtenir la révision du procès. Il mène lui-même l'enquête en rassemblant, en recoupant les témoignages, acquérant ainsi les preuves judiciaires. Il utilise son réseau épistolaire : il envoie une lettre à toutes ses relations en donnant à chacun la consigne d'en écrire à leur tour vingt autres. Il expédie ses missives vers la Prusse, la Russie, le Danemark, donnant à l'affaire une dimension européenne. Il multiplie les libelles, qui sont autant de plaidoyers rendant plausible le suicide et réfutant la thèse du meurtre. Mais les mots ne suffisent pas. Il fait venir à Paris la veuve de Calas et lui fournit des avocats brillants, pourvoit à ses besoins, la présente dans les salons où elle raconte son histoire. Pour la première fois, un écrivain tente de soulever l'opinion publique pour faire pression sur un gouvernement. Il s'adresse à toutes les

personnalités du temps, Madame de Pompadour, le cardinal de Bernis, le ministre Choiseul, le roi lui-même.

Bien sûr Voltaire veut innocenter un homme injustement accusé. Mais il sait que l'enjeu de cette mobilisation va bien au-delà. Il défie le camp de la religion. La ville de Toulouse, dominée par la confrérie des pénitents blancs, et qui fête chaque année le massacre de la Saint-Barthélemy, est alors un des sièges de la réaction. Il jubile à l'idée de faire mordre la poussière à ces hauts magistrats du parlement de la ville, menteurs et cyniques, avides de préserver leurs prérogatives nobiliaires. Il veut faire payer à l'Église ses siècles de massacres, depuis l'extermination des Albigeois, jusqu'à la terreur actuelle infligée aux protestants. Il se bat pour un État et une justice débarrassés de l'emprise religieuse.

Voltaire met sa plume au service de sa cause. Installant une imprimerie dans son domaine, il fait paraître un livre qui, traitant de l'affaire, se révèle un vrai brûlot contre l'Église catholique, le *Traité sur la tolérance* : « *Parce que notre religion est divine (la seule, bien sûr) doit-elle régner par la haine, par les fureurs, par les exils, par l'enlèvement des biens, les prisons, les tortures, les meurtres et par les actions de grâce rendues à Dieu pour ces meurtres ?* » Il vise en même temps les églises protestantes, elles qui condamnent le théâtre comme une distraction impie, et qui avaient elles aussi perpétré leur part de crimes.

À l'issue d'une bataille de plusieurs années, la hargne de Voltaire finit par l'emporter : le Conseil du roi casse la sentence du parlement de Toulouse et le 9 mars 1765, un arrêt définitif réhabilite la mémoire de Jean Calas.

Voltaire prit fait et cause en faveur d'autres victimes de la terreur religieuse dans plusieurs affaires publiques qui eurent un

retentissement international. Toute l'Europe éclairée se solidarisait avec le combat mené par Voltaire contre le fanatisme religieux.

Radicalisme et modération antireligieuse selon les pays

En France, la virulence du combat des philosophes exprimait la rage de la bourgeoisie qui fourbissait ses armes intellectuelles pour lancer l'assaut contre l'Ancien Régime. Ils étaient persuadés que, pour conquérir le pouvoir politique, il fallait déboulonner ce Dieu catholique qui régnait dans les cieux sur l'ordre immuable de l'univers. Diderot avait bien perçu ce lien indissoluble entre religion et politique : *« On a d'abord attaqué la religion, la royauté du ciel. Bientôt on passera à la royauté de la terre. »*

Ce radicalisme antireligieux n'eut pas cours dans les pays européens où la féodalité était encore toute-puissante. Cependant, les intellectuels des Lumières y ouvrirent à la pensée des perspectives novatrices.

La *« Illuminazione »*

En Italie, Giambattista Vico osa contester l'intervention de Dieu, ce qui lui valut d'être tenu en suspicion par l'Inquisition, mais son esprit resta encombré par un fatras de préoccupations théologiques. De même, l'abbé Ferdinand Galiani, ami des philosophes, conseiller du roi de Naples et secrétaire d'ambassade à Paris, qui n'avait rien d'un esprit religieux, proclamait cependant : *« C'est bien la religion seule qui distingue l'homme de la bête... Au lieu de définir l'homme un animal raisonnable, il fallait l'appeler un animal religieux »* et il préféra s'occuper d'économie que de religion, comme cet autre intellectuel milanais, Pietro Verri.

L'« Aufkldrung »

En Allemagne le mouvement des Lumières né en opposition à l'orthodoxie religieuse resta empreint de mysticisme.

Le dramaturge Lessing, révolté par les fureurs des autorités protestantes contre le théâtre, écrivit des drames dénonçant le fanatisme, dans des pièces comme *Les Juifs* ou *Nathan le Sage*. Mais il se garda bien de se prononcer sur la vérité du christianisme.

Le philosophe allemand Kant définit le siècle des Lumières comme *« le siècle de la Critique auquel il faut que tout se soumette »*. En lui rendant hommage, Heine écrira au siècle suivant : *« Kant donna cette grande impulsion aux esprits, moins encore par le fond de ses écrits que par l'esprit critique qui y régnait, et qui s'introduisit dès lors dans toutes les sciences. Toutes les disciplines en furent saisies. »* Cependant, Kant chercha à concilier la raison avec le christianisme : après avoir démontré l'inanité des preuves de l'existence de Dieu, il le réintroduisit ensuite par une pirouette dans son système philosophique et, du même coup, il y fit s'engouffrer toute la religion révélée.

De même, le philosophe Moïse Mendelssohn, initiateur de la *Haskala*, sapant la tradition judaïque et l'autorité des rabbins, incita les jeunes à s'arracher à leur mode de vie ancestral et au ghetto. Mais lui aussi tenta d'harmoniser son cartésianisme avec son judaïsme.

L'« Enligthenment »

L'intelligentsia anglaise adopta une attitude frileuse vis-à-vis de la religion car c'était sous son drapeau que la bourgeoisie anglaise au XVII^{e} siècle y avait accompli sa révolution. Son idéologue, John Locke, avait certes combattu l'autoritarisme des églises. Mais dans sa *Lettre sur la tolérance*, il avait essayé de réhabiliter le christianisme en prétendant démontrer qu'il était fondé sur la tolérance.

Dans cette ambiance de bigoterie, les grands romanciers des Lumières y restèrent marqués au sceau du conformisme religieux. Daniel Defoe, de confession protestante, raconte dans *Robinson Crusoé* comment son héros naufragé, seul et malade sur son île, retrouve la force de vivre grâce à la découverte fortuite d'une Bible dont la lecture l'illumine. Quant à Swift, il dénonçait tous les mensonges sociaux avec une ironie préfigurant Voltaire, mais le pasteur anglican qu'il était, doyen de la cathédrale de Dublin, comptait lui aussi sur la foi en Dieu contre les malheurs du monde.

Le paradoxe des Lumières américaines

Dans les colonies anglaises d'Amérique marquées par la ferveur religieuse des premiers immigrants, les intellectuels hostiles au zèle des églises s'emparèrent des idées des Lumières quand elles parvinrent outre-Atlantique. Ils se radicalisèrent jusqu'à prendre les accents des philosophes français. « *Le christianisme est le système le plus perverti qui ait jamais terni l'homme* », affirmait Thomas Jefferson. John Adams avait le mordant d'un Voltaire : « *Je frémis presque à l'idée d'évoquer l'exemple le plus fatal de l'exploitation du chagrin qui a subsisté dans l'histoire de l'humanité : la Croix. Considérez les calamités qu'a produites cette source de larmes !* » Celui qui incarna les Lumières américaines, Benjamin Franklin, proclama : « *Les phares sont plus utiles que les églises* ».

Dans le pays le plus dévot de l'époque, la hardiesse de cette intelligentsia reflétait la détermination des riches possédants qui, à la tête d'une économie coloniale florissante, aiguisaient leurs idées en s'apprêtant à la lutte contre la domination de la monarchie anglaise.

Chapitre IV

Une approche matérialiste

Les origines françaises du courant matérialiste

Dans l'ardeur du combat contre l'Église, certains des philosophes français allèrent jusqu'à éliminer Dieu. Ce matérialisme moderne, renouant avec celui de l'Antiquité, synthétisait des influences diverses. En France, l'athéisme existait déjà clandestinement au XVII^e^ siècle avec le « libertinage philosophique » qui, tout en se revendiquant de Descartes, en rejetait la part d'idéalisme. Descartes, tenta de comprendre les êtres vivants comme le monde, par la seule analyse des propriétés de la matière. Il analysa les animaux comme des mécanismes complexes, des « *animaux-machines* ». Mais il exclut l'homme de cette catégorie car il estimait que la pensée était éternelle et extérieure à la matière ; son existence présupposait l'existence d'un Dieu créateur. De plus, il avait inventé la théorie des idées innées, idées immuables que Dieu déposait dans tout esprit humain. Quant au mouvement de l'univers, Descartes l'excluait aussi de l'étude de la nature puisque, créé par Dieu, il était lui aussi extérieur à la matière. Les libertins, – ou libres-penseurs –, comme Cyrano de Bergerac, outrepassèrent ces limites idéalistes, en allant jusqu'à la négation de Dieu.

La révocation de l'Édit de Nantes et les persécutions religieuses qui s'ensuivirent, encouragèrent par réaction l'essor de la libre-pensée.

Un précurseur hollandais, Spinoza

Le chemin vers l'athéisme fut également ouvert par le philosophe hollandais Spinoza. Membre de la communauté juive portugaise bien intégrée en Hollande, il se révolta très jeune contre la religion de son enfance, choqué par le spectacle de la flagellation infligée par les rabbins à un homme accusé de nier l'immortalité de l'âme. Sa remise en cause du judaïsme lui valut une tentative d'assassinat par un juif fanatique, puis l'exclusion de sa communauté.

Sa critique aboutit à l'idée que Dieu n'est que l'ensemble des phénomènes de la nature : *« Dieu, c'est-à-dire la nature »* écrit-il. Il n'alla jamais jusqu'à se dire athée. Mais sa conception réduisait à néant le fondement de toute religion : *« Si le triangle avait la faculté de parler, j'estime qu'il dirait de même : "Dieu est éminemment triangulaire"; et le cercle dirait également, par une raison éminente, que la nature divine est circulaire ; et, ainsi, chaque chose affirmerait de Dieu ses attributs propres, et se rendrait semblable à lui, et toute autre façon d'être lui paraîtrait laide. »*

Sa devise était : *« Il ne faut ni rire ni pleurer, mais comprendre »*. En héritier du rationalisme cartésien, il pensait que cet objectif ne pouvait être rempli que grâce à la science, et que son champ d'application était universel : *« Rien n'arrive dans la nature qui soit contraire aux lois naturelles et même qui ne s'accorde avec elles ou en résulte. »* Spinoza alla jusqu'à affirmer que le mouvement est inhérent à la matière et ne nécessite pas d'impulsion divine initiale. Il fit germer l'idée que la formation et la transformation des corps sont des processus naturels.

Le courant matérialiste anglais

L'autre pays d'où vint la conception irréligieuse du monde fut l'Angleterre. Dès le XVII^{e} siècle, sur la base de l'essor remarquable

des sciences expérimentales dans ce pays, un courant empiriste, inauguré par Francis Bacon, s'y était enraciné : il mettait l'accent sur le rôle principal de l'expérience et des sens dans le processus de la connaissance.

En philosophe, John Locke chercha à appliquer la méthode expérimentale de Newton à l'homme, terrain jusque-là réservé à Dieu. Dans son *Essai sur l'Entendement humain*, il démontra l'inanité des idées innées de Descartes. Engagé dans la révolution anglaise, il avait pu constater que les idées, loin d'être éternelles, peuvent changer radicalement en très peu de temps. Il expliquait qu'elles sont éveillées par nos sensations et que l'éducation vient inscrire la connaissance sur l'esprit humain qui à sa naissance est une sorte d'ardoise vierge, une « *table rase* ».

Ce mode de penser empiriste fraya la voie à l'athéisme, un courant inauguré par son prédécesseur, Thomas Hobbes. Ce philosophe qui, au contraire, avait choisi le camp de la monarchie absolue, afficha son athéisme comme un moyen de s'opposer à une révolution que la bourgeoisie anglaise accomplissait au nom du Dieu du protestantisme. Ce matérialisme se propagea en France, par le biais des émigrés ou des voyageurs anglais.

Le déisme

Cependant, le déisme, quelle que fût sa forme, fut adopté par la majorité des philosophes. Ils conservaient la croyance en Dieu, un être suprême, créateur de l'univers, grand architecte du monde. Voltaire l'appelait le dieu-horloger : une fois donnée l'impulsion à la mécanique de l'univers, il ne se préoccupait plus de sa création.

Chez les intellectuels hostiles aux Lumières, la croyance religieuse était alors relayée par une théorie métaphysique inventée par le grand savant allemand Leibniz, également philosophe. Sa

théorie « de l'optimisme » prétendait prouver que tout ce qui arrive est conforme à la volonté divine. Voltaire le discrédita dans *Candide* sous les traits du professeur Pangloss, qui face aux pires des fléaux, répète aveuglément, paraphrasant une citation célèbre de Leibniz : *« Tout est bien dans le meilleur des mondes. »* Voltaire montrait au contraire que la société avait des tares et que la raison devait en chercher les causes. Il montrait également que la volonté de Dieu n'était pour rien dans les catastrophes naturelles. En 1755, le terrible séisme de Lisbonne avec ses milliers de morts avait horrifié l'opinion. Dans ce récit qui en évoque le souvenir, comme dans son *Poème sur le désastre de Lisbonne*, il s'insurgeait contre ceux qui interprétaient le tremblement de terre comme un châtiment divin, s'indignant à l'idée que Dieu puisse ainsi récompenser ou punir les hommes selon son bon plaisir.

Le déisme de Rousseau était plus sentimental, sorte de « religion naturelle » où chacun, dans une méditation mystique pouvait rendre hommage au créateur en contemplant la beauté de la nature. La *Profession de foi du vicaire savoyard* déchaîna la colère de l'Église puisque cette prière personnelle rendait inutile l'intercession du prêtre. On comprend pourquoi le livre eut un écho dans les bourgs et les campagnes, là où les paysans étaient las de payer l'impôt dû au clergé.

La vague des matérialistes français des Lumières

En France, le premier philosophe des Lumières à se réclamer du matérialisme fut La Mettrie. Ce médecin aux gardes armés du roi, qui avait étudié auprès du fameux médecin hollandais Boerhaave, fonda sa philosophie sur son expérience professionnelle. Dans son traité *L'Homme-machine*, il reprenait le concept cartésien d'« animal-machine » mais en l'appliquant à l'homme. Ses observations

cliniques l'amenèrent à constater la liaison constante entre les différents états de l'esprit et du corps. Il en déduisit que la pensée n'était pas une substance différente de la matière mais le produit de celle-ci et que cette matière était animée d'un mouvement spontané, où ni Dieu ni âme n'avaient aucune raison d'être.

D'autres philosophes s'engouffrèrent dans la brèche ouverte par La Mettrie. Helvétius, dans son traité *De l'esprit*, conclut qu'il fallait fonder la morale non sur Dieu mais sur la législation. Quant au baron d'Holbach, dans *Le système de la nature*, il développait la notion d'organe cérébral : Dieu n'était qu'une création de l'homme inventée à son image, et les religions étaient immorales puisqu'elles n'incitaient au bien que pour la récompense du paradis !

Diderot, propagateur du matérialisme

Diderot fut le plus efficace propagateur du matérialisme. Il écrivit la plupart des articles de l'*Encyclopédie* qui lui sont consacrés. Mais surtout il vulgarisa ses idées, en les exposant non dans d'austères traités philosophiques, mais dans des textes plus accessibles, empreints de réalisme et d'humour.

Admirateur de Locke, il était convaincu comme lui de l'origine sensorielle de nos idées, qui n'avaient rien d'inné ni de divin. Et il tenta de le prouver par l'étude des fonctions cérébrales, ce qui était audacieux vu l'état balbutiant de la science.

Ainsi dans la *Lettre sur les aveugles*, sa réflexion portait sur la façon dont un homme à qui il manque un sens fondamental acquiert des connaissances. Il partait d'un cas réel, celui du savant anglais Saunderson, célèbre pour ses travaux en mathématiques et qui, aveugle depuis l'âge d'un an, utilisait des tablettes dont le seul toucher lui permettait d'effectuer des calculs complexes.

Diderot fondait son raisonnement sur un savoir acquis à la lecture des traités d'optique et de physiologie des yeux récemment parus mais aussi lors d'observations. Il a discuté avec des aveugles de naissance ; il a assisté à des opérations de la cataracte inaugurées par Réaumur. Il affirmait vouloir penser en *« anatomiste, naturaliste, physiologiste et médecin »*. On comprend pourquoi le neurobiologiste contemporain Pierre Changeux a vu en lui un précurseur. Ses *Éléments de physiologie* constituent un ouvrage inachevé qui ébauche la synthèse de toutes les connaissances sur la physiologie de l'homme afin de montrer qu'elle est inséparable de sa psychologie.

Diderot en vint à l'idée que le monde est un tout matériel où le mouvement perpétuel des corps, inhérent à la matière, n'a été lancé par personne. La matière tout entière, grâce à la combinaison des molécules, se modifie sans cesse en prenant des formes différentes, et la vie est le résultat d'un processus chimique. Jean Rostand, un des fondateurs de la biologie, rendait ainsi hommage au matérialisme de Diderot : *« En essayant de ramener tous les phénomènes biologiques aux propriétés générales de la matière, il contribue à frayer la voie à la science moderne »*.

Son matérialisme, cherchant à échapper au mécanisme de ses contemporains, visait à rester au plus proche de la vie. Il proposait une circulation permanente entre l'observation des phénomènes infiniment variés de la nature et la raison qui simplifie et unifie : *« Tout se réduit à revenir des sens à la réflexion, et de la réflexion aux sens : rentrer en soi et en sortir sans cesse. »*

Diderot alla même jusqu'à imaginer une histoire évolutive de la vie. *« Qui sait à quel instant de la succession de ces générations animales nous en sommes ? Qui sait si ce bipède déformé, qui n'a que quatre pieds de hauteur, et qu'on appelle encore au voisinage du pôle*

un homme et qui ne tarderait pas à perdre ce nom en se déformant un peu davantage, n'est pas l'image d'une espèce qui passe ? Qu'était l'éléphant dans son origine ? »

Ainsi l'homme serait un maillon tardif dans la grande chaîne de la nature. Cette idée d'un transformisme universel, lancée alors par le savant Maupertuis, que Lamarck peu après reformulera en hypothèse, ne trouvera un fondement scientifique qu'au siècle suivant avec la théorie de l'évolution de Darwin. Cependant Diderot avait saisi l'importance philosophique d'une telle intuition, et sa hardiesse intellectuelle le propulsait bien plus loin que les Lumières.

Jean Meslier, un matérialiste révolutionnaire

Un autre penseur matérialiste alla bien au-delà de l'esprit des Lumières, mais ses idées et ses écrits restèrent inconnus de son vivant : Jean Meslier.

C'était un curé de campagne qui le jour exerçait son sacerdoce dans son petit village d'Etrépigny, dans les Ardennes. Le soir, à la chandelle, il rédigeait un journal secret, écrivant que *« toutes les religions du monde ne sont que des inventions humaines »*, que l'idée de Dieu est ridicule et superflue, que l'âme n'est ni spirituelle ni immortelle et que tout n'est que matière. À sa mort, il légua son *Mémoire* à ses paroissiens pour les *« désabuser d'une religion dans laquelle il avait eu le déplaisir de les entretenir pendant plus de quarante ans. »* Il avait posé une bombe à retardement : il avait programmé le scandale en adressant des copies à plusieurs destinataires.

Il affirmait que l'idée de dieu ne contribuait qu'à favoriser *« l'endormissement des consciences »*. Pourquoi Dieu tolère-t-il la misère paysanne face aux fastes de la cour royale ? Pourquoi le clergé accable-t-il les paysans d'impôts ? Meslier souhaitait que *« le dernier des rois fût étranglé avec les boyaux du dernier prêtre »*.

Il était animé par un sentiment d'injustice plébéien, étranger aux philosophes habitués des salons mondains, reflet de l'indignation des paysans dont il partageait la vie. Il réclamait la communauté des biens, prônait l'union libre et appelait le peuple à l'insurrection. L'œuvre de Jean Meslier dérangeait car elle liait le matérialisme à la révolte sociale.

La peur de l'athéisme

Les philosophes suspects d'athéisme furent honnis des autorités. En Hollande, un pays qui autorisait toutes les religions, ce fut le cas de Spinoza, prénommé Baruch, « le Béni », « Benedictus » en latin, mais appelé par ses ennemis « Maledictus », « le Maudit ». Spinoza vivait de son travail d'artisan et de savant, la taille des lentilles optiques. Quand en 1670 parut sous couvert d'anonymat son *Traité théologico-politique*, toutes les autorités confessionnelles demandèrent la proscription de cette œuvre considérée comme diabolique. Et si les autorités politiques rechignèrent à cette interdiction, c'est qu'elles espéraient que son influence resterait circonscrite à un milieu restreint, vu qu'il écrivait en latin et en langage philosophique codé. Mais les idées audacieuses de Spinoza qui cultivait un réseau d'amis et de correspondants rayonnèrent au sein de l'intelligentsia et déchaînèrent la haine des réactionnaires. Ses ouvrages furent désormais prohibés, ce qui n'empêcha pas leur parution clandestine et leur diffusion européenne. Les autorités publiques réagirent violemment contre ses partisans qui, après sa mort, popularisèrent ses idées dans un langage simple en usant du néerlandais. L'écrivain spinoziste Adriaen Koergagh fut condamné à dix ans de prison, pour avoir écrit des romans qui plaisantaient sur Jésus, né de père inconnu, ou sur l'hostie définie comme *« du pain transformé en homme-dieu ou homme-dieu devenu pain »*.

En France, les matérialistes furent soupçonnés de fomenter un complot ourdi par la haute finance, rumeur entretenue par le fait qu'Helvétius était fermier général. Le groupe d'amis qui se réunissait chez d'Holbach fut qualifié de « secte holbachique ».

Certains philosophes des Lumières partagèrent cette horreur de l'athéisme. Ainsi Voltaire était partisan de l'abolition de la peine de mort... sauf pour les athées. C'est lui qui fit connaître Meslier à l'Europe en publiant son testament, mais il ne se gêna pour le censurer, et transformer l'athée en déiste. Il proclamait avec cynisme : *« Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer ! »*

Il était à l'image de Locke et de la bourgeoisie anglaise qui, partisans de la liberté d'expression, en excluaient aussi les athées. Le spectre de l'athéisme hantait aussi la bourgeoisie française. Quand, au cours de la Révolution, elle instaura le culte de la déesse Raison, quand Robespierre imposa par décret la croyance en l'Être suprême et en l'immortalité de l'âme – allant jusqu'à mettre le feu à la statue de l'athéisme –, elle s'inspirait de ces penseurs déistes.

L'athéisme, un danger pour l'ordre social

La raison de cette panique résidait dans l'aspect subversif de l'athéisme. En effet il y avait menace sur l'ordre établi si, comme l'y incitait Spinoza, le peuple cessait de croire *« en la récompense et la punition après la mort »*, s'il cherchait à faire *« la vie en ce monde »*. Et nombre d'écrits spinozistes, comme *Le Traité des trois imposteurs*, visant Moïse, Jésus et Mahomet, vulgarisaient l'idée qu'il n'y avait ni ciel, ni âme, ni dieux, ni diables, que les prêtres étaient des profiteurs abusant de la crédulité du peuple. Voilà que les pauvres n'allaient plus se contenter de la consolation du paradis et qu'ils pourraient bien se mêler de faire de la politique pour changer leur vie... ce que Spinoza lui-même n'aurait pas souhaité.

En Prusse, le tyran Frédéric II le comprit : la philosophie radicale française, c'était bon pour s'orner d'un air de modernité, mais pas question que le virus contamine le peuple ! C'est pourquoi, s'il hébergea La Mettrie à sa Cour, il ne l'autorisa jamais à publier.

Cette peur est perceptible dans la philosophie de Kant : pour justifier son coup de baguette magique qui ressuscitait Dieu, il invoqua le désir de réconforter son bon valet incapable de vivre sans la foi. Heine ironisera ainsi sur ce prétexte : *« Et voilà que de par Kant, il y a un dieu pour les pauvres gens, les domestiques et les imbéciles ; les aristocrates, les gens d'esprits et les heureux de ce monde peuvent s'en passer. »* Kant avait besoin d'un dieu pour préserver un ordre social auquel il se soumettait, lui qui, en fidèle sujet du despote, rendait hommage à Frédéric de Prusse en ces termes : *« Il n'y a qu'un seul maître au monde qui dise : "Raisonnez tant que vous voudrez et sur tout ce que vous voudrez, mais obéissez !" »*

Dieu était le gendarme qui garantissait l'ordre social, l'ordre ancien comme le nouveau.

L'athéisme caché derrière le déisme

Kant choisit de réintroduire, non le dieu philosophique, mais le dieu chrétien anthropomorphe. C'est que, aux yeux de l'homme du peuple, un dieu abstrait ne disant rien et ne faisant rien était inconsistant et inutile, et donc facile à éliminer. Derrière le déisme se profilait l'ombre de l'athéisme. Voltaire lui-même jugeait que le déisme n'était pas bon pour le peuple et sur son domaine de Ferney il fit construire une église pour les villageois.

Quant à la « libre » Angleterre, elle brûlait publiquement les livres déistes, ceux de Tindall ou Toland. Si elle était si accrochée à ses dogmes, c'est qu'elle avait compris que la crainte d'un dieu

dispensateur de sanctions et de récompenses est le meilleur moyen de tirer le maximum de travail des exploités.

De même, Napoléon, à l'issue de la Révolution, pour consolider le régime, réinstaura le dieu catholique, plus libéral certes, mais affublé de tout son décorum, ses rites, et ses fables.

Les matérialistes comme Diderot s'aventurèrent très loin dans la réflexion philosophique. Leur audace sur ce terrain préfigurait l'audace d'une classe qui, à l'apogée de la Révolution, osa une politique des plus hardies : s'appuyer sur l'enthousiasme du peuple en armes pour assurer la victoire.

Chapitre V

Éléments pour une explication rationnelle des sociétés

Une méthode d'investigation rationnelle

Voltaire a inauguré une méthode d'investigation. Pour restituer la vérité d'une histoire, il faut avoir la rigueur du chasseur qui traque le gibier en raisonnant à partir de l'observation des traces laissées dans la nature par les animaux. Cette méthode pragmatique est mise en œuvre dans un épisode du conte *Zadig* – première ébauche de fiction policière –, où le héros réussit à découvrir le vrai coupable d'un crime grâce à son savoir-faire de chasseur. Elle le fut aussi dans la réalité quand le médecin Antoine Louis se forgea sa certitude sur l'innocence de Calas en autopsiant le cadavre, inventant ainsi le rôle du médecin légiste.

Les sociétés disparues constituaient elles aussi une énigme mais les hommes du passé avaient laissé des traces que l'historien se devait d'étudier.

Dans ses grands ouvrages historiques comme *Charles XII* ou *Le Siècle de Louis XIV*, Voltaire a fourni un immense travail : vérification de la chronologie, consultation d'archives, interrogations des témoins oculaires, confrontation des témoignages. Ce qui, ne l'empêcha pas de s'asseoir sur ses principes pour arranger parfois la réalité à sa guise !

Parallèlement, en Angleterre, Catherine Macaulay jeta elle aussi les bases d'une science historique : dans son *Histoire de l'Angleterre*, elle fondait systématiquement ses raisonnements sur des documents, citait abondamment ses sources, confrontait des hypothèses contradictoires.

Cette recherche des preuves historiques concrètes éveilla le goût pour l'étude des ruines antiques, en particulier des deux villes romaines détruites en 79 par l'éruption du Vésuve. Ferdinand Galiani entreprit les fouilles du site d'Herculanum et celui de Pompéi fut dégagé un peu plus tard.

Une nouvelle conception de l'histoire

Voltaire remplaça le destin humain tracé par Dieu par une histoire en devenir qui marchait dans le sens du progrès. Il a modifié l'optique traditionnelle en s'intéressant à l'évolution des coutumes, à la vie matérielle des hommes de chaque époque : son *Essai sur les mœurs* esquisse, avec l'information limitée de l'époque, une fresque universelle juxtaposant les diverses civilisations du monde.

Montesquieu : les causes des transformations sociales

Montesquieu, dans *De l'Esprit des lois*, proposait une idée novatrice : l'ensemble des lois de tous les pays et de toutes les époques qui semblait un véritable chaos, était en fait la résultante d'un faisceau complexe de causes.

Il s'interrogea sur les causes matérielles qui déterminent le type de gouvernement d'un pays ; parmi elles, il identifia les facteurs climatiques, géographiques, ou géologiques en utilisant ses observations faites lors de ses voyages à travers l'Europe. Bon nombre de

ses assertions sont erronées ou dépassées, mais sa démarche intellectuelle, elle, était féconde.

Il tenta de saisir la logique de la transformation des sociétés, en les étudiant comme des processus en évolution. Dans son essai *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, il en déduisit que c'est la force même de Rome qui finalement fit sa faiblesse, entraînant la chute de l'Empire romain. « *Les lois de Rome devinrent impuissantes : de bonnes lois, qui ont fait qu'une petite république devint grande, lui devinrent à charge lorsqu'elle s'est agrandie.* » Concevoir la transformation des sociétés comme le résultat du jeu de forces antagonistes était une idée d'avant-garde. Les lois dialectiques de la nature ne seront mises à jour que grâce au développement ultérieur de la science. Mais déjà les découvertes de Buffon révélaient que tous les phénomènes vivants sont des processus en évolution.

Montesquieu rechercha ainsi l'origine de la féodalité dans le développement historique de la société elle-même. C'était une démarche inverse de celle des autres philosophes des Lumières qui en voyaient l'origine dans l'absurdité de l'esprit humain. Ce raisonnement dialectique lui permit de prédire la chute de la toute-puissante monarchie française.

À la recherche des règles sociales : le « contrat social »

Comment fonctionne une société ? Une première réponse réaliste à cette question s'est élaborée pas à pas, de façon contradictoire, à partir des balbutiements des matérialistes anglais au XVII^e^ siècle. Ils utilisèrent une vieille notion inventée par les penseurs de l'Antiquité, le « contrat social » : ils supposaient qu'à l'origine les individus à l'état de nature, incapables de se suffire à

eux-mêmes, auraient abdiqué certaines libertés afin de désigner un gouvernement, se liant ainsi à lui par un pacte social.

De Thomas Hobbes...

Thomas Hobbes soutint que les individus à l'état de nature étaient poussés par leurs seuls intérêts égoïstes, conception résumée par la formule *« l'homme est un loup pour l'homme »*. Si les hommes avaient renoncé à leur liberté individuelle pour se donner un État, c'était pour éviter de s'entre-déchirer. Seul un despote en imposant sa loi et sa religion pouvait agir pour la survie de la communauté humaine. Le pacte social était donc pour Hobbes le choix librement consenti d'une soumission absolue à l'autorité pour le bien collectif. Cette théorie qui revenait à justifier la nécessité d'un État absolutiste afin de policer des masses incultes, contenait cependant un élément réaliste dans la compréhension des rapports sociaux : le comportement humain, déterminé par la recherche du plaisir et de l'intérêt, était fondé sur une base matérielle.

... en passant par John Locke

La démarche de Hobbes inspira celle de Locke, à partir d'une observation antagoniste : là où Hobbes ne voyait que concurrence sanglante, Locke percevait l'harmonie intrinsèque du corps social. Propagandiste révolutionnaire, il s'acharna à réfuter les thèses de son adversaire, en attribuant un sens opposé à la notion de « contrat social ». Pour lui, les individus à l'état de nature manifestent bienveillance et entraide, selon un code naturel établi par Dieu, et vivent dans la paix et l'égalité. S'ils s'associent en un corps politique par un pacte social, c'est uniquement pour éviter des conflits qui pourraient mettre en danger leurs biens. Les règles morales qui régissent le corps social n'existent non parce qu'elles seraient l'application de *« principes innés de vérité et de justice »*, mais parce qu'elles

sont nécessaires à son fonctionnement. C'est la seule nécessité qui pousse les hommes à respecter une loi commune, *« sans quoi ils ne pourraient rester ensemble »*.

Le moteur du comportement des hommes se trouvait donc, non dans les idées, mais dans l'intérêt social : *« Quand les hommes condamnent une action, c'est parce qu'elle leur est nuisible. Quand ils la louent, c'est qu'elle leur est utile. »*

... jusqu'à Jean-Jacques Rousseau

Dans le *Contrat social*, Rousseau allait plus loin que Locke : la société était le lieu d'un combat, pas de tous contre tous comme chez Hobbes, mais une lutte des riches contre les pauvres. *« Il est manifestement contre la loi de la nature... qu'une poignée de gens regorge de superfluités tandis que la multitude manque du nécessaire »*. Le pacte social sert aux riches à masquer leur violence contre les pauvres qu'ils extorquent en prétendant les protéger ; la justice leur sert uniquement à légaliser leur propriété, propriété privée qui n'est qu'un vol. Tenter d'expliquer le fonctionnement de la société par les luttes sociales qui la travaillent en permanence était une avancée matérialiste par rapport au mythe du tranquille équilibre construit dans l'intérêt général proposé par Locke.

Rousseau : une ébauche de l'histoire de l'humanité

Un processus évolutif

Les philosophes des Lumières, curieux de tout, se sont intéressés aux sociétés primitives, à travers les témoignages des récits des explorateurs. L'Italien Giambattista Vico imagina le processus par lequel les *« enfants du monde humain »* émergèrent, à travers différentes étapes, de la barbarie à la civilisation : *« D'abord, il y eut les*

forêts, puis les cabanes, ensuite les villages, plus tard les cités, finalement les académies. »

« *Les premiers hommes* », selon Buffon, terrorisés par une nature hostile, furent poussés dès l'origine à se regrouper par le besoin de se défendre efficacement puis à multiplier les inventions techniques. Quant à Rousseau, dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, il ébaucha une histoire qui, tout en partant de l'hypothèse fausse d'un homme primitif solitaire, était une formidable fresque de l'aventure humaine.

Ces spéculations, non scientifiques, avaient un point commun : pour la première fois elles envisageaient l'histoire de l'humanité comme un phénomène évolutif.

Un progrès...

Rousseau s'interrogeant sur la cause de l'inégalité sociale montrait qu'elle n'était pas un fait inévitable, imposé par la volonté divine, ou la nature humaine, mais un fait historique. « *Tant que les hommes se contentèrent de leurs cabanes rustiques, tant qu'ils se bornèrent à coudre leurs habits de peaux avec des épines ou des arêtes, à se parer de plumes et de coquillages, à se peindre le corps de diverses couleurs, à perfectionner ou embellir leurs arcs et leurs flèches, à tailler avec des pierres tranchantes quelques canots de pêcheurs ou quelques grossiers instruments de musique, en un mot tant qu'ils ne s'appliquèrent qu'à des ouvrages qu'un seul pouvait faire, et qu'à des arts qui n'avaient pas besoin du concours de plusieurs mains, ils vécurent libres, sains, bons et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature, et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant.* »

L'activité de générations successives d'hommes, chacune perfectionnant les moyens techniques utilisés par la précédente pour

assurer sa survie, transformait pas à pas le mode de vie de l'homme. L'accumulation des inventions générait le progrès technique.

... qui engendre un recul

Rousseau continue ainsi son histoire : « *Mais dès l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un autre ; dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut, la propriété s'introduisit, le travail devint nécessaire et les vastes forêts se changèrent en des campagnes riantes qu'il fallut arroser de la sueur des hommes, et dans lesquelles on vit bientôt l'esclavage et la misère germer et croître avec les moissons.* » Cette histoire, non linéaire, se développait par paliers : au stade primitif de la cueillette et de la chasse durant lequel la société s'était lentement modifiée au fil du temps, se substituait brusquement celui de l'agriculture, et cette étape marquait un bouleversement des rapports entre les hommes. Le perfectionnement technique aboutissait finalement à un résultat désastreux, l'invention de la propriété privée qui impliquait l'aliénation de la liberté et l'exploitation du travail humain. Ce fut à la fois un progrès et un recul.

Une perspective révolutionnaire...

Rousseau poursuit son raisonnement : « *Les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir.* » Or, à un stade donné de la société, ces chefs se transforment en oppresseurs. Alors, les hommes réduits à n'être rien face à leurs despotes, s'insurgent contre eux pour imposer la démocratie.

Il en tira la conviction que le monde allait basculer. Vingt-sept ans avant la Révolution, il écrit : « *Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. [...] Tout ce qu'ont fait les hommes, les hommes peuvent le détruire. Il n'y a de caractères ineffaçables que*

ceux qu'imprime la nature, et la nature ne fait ni princes, ni riches, ni grands seigneurs. »

... qui préfigure les idées socialistes

L'audace de Rousseau est d'avoir trouvé la cause de l'inégalité dans l'apparition de la propriété privée : « *Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire "ceci est à moi" et trouva des gens assez simples pour le croire fut le vrai fondateur de la société civile.* »

Cette idée allait plus loin que les Lumières. Pendant la Révolution de 1789, le combattant Babeuf, indigné contre la spoliation que les riches infligent aux pauvres, et dont les aspirations égalitaires avaient été nourries par la lecture de Rousseau, reprend à son compte cette critique jusqu'à défendre l'abolition de la propriété privée. Pour lui, la Révolution a délivré le peuple de l'oppression féodale pour lui en substituer une autre : elle prétend réserver la république au « *million doré* » des possédants, alors que la masse des « *24 millions* » de « *ventre-creux* » aspire à une république pour tous. Il en déduit la nécessité d'une société communiste, et il essaie d'entraîner la Révolution dans ce sens en organisant la « Conspiration des Égaux », tentative avortée qui lui vaut la prison et la mort.

Chapitre VI

L'universalisme des Lumières

La liberté de penser

« Qu'est-ce que les Lumières ? » Kant répondait à cette question – qui était le titre de son manifeste – par la devise *« Aie le courage de te servir de ton propre entendement »*. Il fallait exercer son esprit à ne pas se laisser miner par les préjugés, par paresse ou par lâcheté. *« Si j'ai un livre qui me tient lieu d'entendement, un directeur qui me tient lieu de conscience, un médecin qui juge pour moi de mon régime..., je n'ai pas besoin de penser, pourvu que je puisse payer. »* L'autorité religieuse étant discréditée, le seul critère de jugement était désormais l'homme lui-même.

L'affirmation de la dignité de la personne

Cette nouvelle conception de l'homme qui cessait d'être un instrument au service de Dieu, s'inscrivait dans l'élan de la Renaissance qui avait déjà érigé l'être humain, jusque-là simple rouage dans l'ordre féodal, en un être unique, digne d'être étudié dans sa singularité. Désormais, les philosophes, s'interrogeant sur le sens de l'existence, lui donnèrent comme finalité la recherche de la dignité humaine : lutter contre tout ce qui rabaisse l'homme ou le mutile, lutter pour tout ce qui élève sa condition matérielle ou morale. Le mouvement des Lumières fut un nouvel humanisme.

Le droit au bonheur

La vie n'était plus une vallée de larmes où l'homme devait expier un péché originel qui n'existait pas pour des philosophes en lutte contre une morale religieuse ascétique, comme le proclamait Émilie du Châtelet dans son traité *Discours sur le bonheur* : « *Les moralistes qui disent aux hommes "Réprimez vos passions, et maîtrisez vos désirs, si vous voulez être heureux" ne connaissent pas le chemin du bonheur.* » Il s'agissait désormais de faire le bonheur terrestre, non d'œuvrer pour gagner le paradis dans l'au-delà. « *Le Paradis est où je suis* », proclamait Voltaire.

Ce qui ne signifiait pas la course effrénée aux plaisirs débridés pratiquée par une certaine aristocratie cynique et dévoyée. Rousseau donna un accent particulier à cette notion de bonheur en faisant l'éloge des sentiments. L'« Âge de la raison », comme on a nommé le XVIII[e] siècle, devint aussi dans sa deuxième moitié, l'âge de la sensibilité.

Beccaria contre la barbarie de la justice

Les philosophes des Lumières menèrent un combat contre l'archaïsme de la justice dans une Europe où l'Angleterre faisait figure d'exception avec une loi qui protégeait les citoyens, l'*Habeas Corpus* (sois maître de ton corps). La première voix qui s'éleva contre cette justice moyenâgeuse vint d'Italie. Le marquis de Beccaria, chef de file des hommes éclairés dans la ville de Milan, fit paraître un opuscule, *Des Délits et des Peines*, inspiré par son expérience de visiteur de prisons. C'était un réquisitoire contre l'irrégularité de la procédure judiciaire, l'arbitraire des peines laissées à la fantaisie des juges, la cruauté des lois, la pratique courante de toutes formes de supplices. Il démystifia le prétendu rôle de dissuasion de la torture, et proposa même l'abolition de la peine de mort. Il défendit

les homosexuels qui, depuis des siècles accusés de « crime contre nature », étaient victimes de la répression et de la condamnation à mort par toutes les Églises et proposa de décriminaliser l'homosexualité. Beccaria posait les principes d'une justice différente, au nom du bien de la collectivité et non plus de la morale divine : la gravité de la peine devrait être proportionnelle à celle du délit ; il faudrait prévenir les fautes plutôt que de condamner le coupable une fois le mal accompli. Le livre suscita la colère de l'Inquisition, mais connut une notoriété éclatante en Europe. Voltaire dit de lui : « *L'auteur est un frère* » et il se fit le propagandiste de l'ouvrage. Les philosophes jugeaient les comportements et les lois barbares indignes d'un monde civilisé. Ils les considéraient comme une défaillance de la Raison. Le peintre espagnol Goya qui stigmatisa les ignominies d'une justice dominée par l'Inquisition inscrivit sur l'une de ses gravures une phrase résonnant comme une devise des Lumières : « *Le sommeil de la raison engendre des monstres.* »

Le rôle fondamental de l'éducation

« *Le moyen le plus sûr mais le plus difficile pour lutter contre le crime est de perfectionner l'éducation* » écrivait Beccaria. Désireux de forger un homme nouveau, les écrivains du XVIII^e^ siècle, à l'instar des humanistes du XVI^e^, se préoccupèrent de pédagogie. Leur inspirateur était encore John Locke, lui-même précepteur réputé auprès des fils de famille aristocratique ; son ouvrage *Pensées sur l'éducation* mettait en valeur le rôle essentiel de l'éducateur pour permettre au jeune esprit d'acquérir des idées.

De même, Rousseau, dans son traité pédagogique l'*Émile*, montrait que l'enfant ne devait pas être dressé à la baguette, attaché par des corsets et des sangles, mais qu'il fallait lui faire comprendre les raisons des choses. Former l'esprit critique dès l'enfance était

nécessaire pour former un être civilisé. L'enfant lui-même était une personne ayant des droits et il dénonça la maltraitance dont il pouvait être victime. Ce souci de l'éducation avait pour fondement matériel la régression de la mortalité infantile.

La reconnaissance des handicapés

Alors que les sourds-muets étaient jusque-là considérés comme des incapables, un savant éclairé, Jacob Rodrigues Pereire, réussit à changer leur statut. Inventant une méthode qui leur permit d'apprendre à communiquer, il fut admiré par les philosophes qui assistèrent à ses cours et obtint du roi une pension pour créer une école. L'intendant l'abbé de l'Épée poursuivra cette réflexion sur la possibilité d'exprimer par les gestes toute la complexité de la pensée humaine et réussit, en fondant une institution, à imposer à l'opinion le fait que les sourds sont des personnes comme les autres. La prise en considération des aveugles fut un phénomène parallèle. Diderot vulgarisa les travaux des savants sur la perception visuelle, favorisant ainsi la reconnaissance de la dignité des aveugles. Dans sa *Lettre sur les aveugles*, il démontra qu'on pouvait les intégrer à la société grâce à une éducation appropriée. Ses idées influencèrent Valentin Haüy qui, choqué de l'accueil moqueur qui était réservé aux aveugles, inventa la première écriture tactile avec la mise en relief des lettres.

Un autre regard sur le malade

Les hôpitaux restèrent des établissements dépourvus d'hygiène où la mortalité était très élevée. Mais plus nombreux étaient ceux qui considéraient les malades comme atteints par une pathologie contre laquelle il fallait lutter, non par des moyens superstitieux, mais par la recherche des causes. Envers ceux qui étaient enfermés

comme fous dans les dépôts de mendicité, toujours livrés à eux-mêmes, s'élevèrent des voix à la fin du siècle, pour qu'ils fussent traités non plus comme des possédés, mais comme les victimes d'une maladie mentale. Seule la Révolution les libéra de leurs fers, mais c'est dans cet esprit nouveau que fut formé celui qui posa les premières bases de la psychiatrie, Philippe Pinel.

Pour la reconnaissance du droit des Juifs

Dans toute l'Europe – sauf en Angleterre où la Révolution leur avait octroyé droit de cité –, les Juifs étaient brimés par une législation vexatoire, relégués dans des villages ou quartiers ghettos, et soumis à de lourds impôts. En France, restés peu nombreux depuis leur expulsion aux temps médiévaux, ils appartenaient à des communautés pauvres d'origines diverses, mais la minorité portugaise, forte de la richesse de ses commerçants, réussit à arracher quelques droits. Ainsi l'intellectuel des Lumières Joseph Pereire obtint pour la ville de Bayonne l'abrogation du règlement qui interdisait aux Juifs d'y résider. En 1784, Louis XVI abolit le « péage corporel », taxe humiliante puisque le péage était un impôt frappant uniquement les animaux et les marchandises. Des mémoires critiquant leur situation parurent, dont le plus connu, publié en 1788, intitulé *La régénération physique, morale et politique des Juifs*, était écrit par un curé d'un village de Lorraine, l'abbé Grégoire.

Mais les Lumières vinrent surtout d'Allemagne, pays où les communautés juives étaient nombreuses. Un exemple étonnant pour l'époque fut donné par l'amitié que l'écrivain chrétien Gotthold Lessing, déjà célèbre, noua avec un jeune Juif alors inconnu, Moïse Mendelssohn, en le reconnaissant publiquement comme un frère des Lumières.

Les esprits d'avant-garde de la communauté juive eux-mêmes furent les acteurs de cette avancée, en particulier Mendelssohn, un des initiateurs de la Haskala. Né d'une famille juive allemande très pauvre, arrivé tout jeune à Berlin nu-pied par la porte réservée au bétail et aux Juifs, ne parlant que le yiddish, il avait acquis en autodidacte un savoir encyclopédique. Il propagea sa conviction que la maîtrise de la langue allemande était le moyen pour les Juifs de sortir du ghetto. Bien qu'il n'obtînt du gouvernement prussien que des améliorations dérisoires, sa lutte laissait espérer que les Juifs n'étaient pas condamnés à être pour toujours des parias.

Si le mépris envers les Juifs paraissait indigne d'un homme gagné à l'esprit des Lumières, le vrai changement vint de la Révolution française qui seule leur accordera l'égalité comme citoyens.

L'appartenance au genre humain

Les intellectuels des Lumières proclamaient que tous les peuples sont frères et qu'ils doivent être solidaires face aux tyrans. Ils admiraient les civilisations orientales, qui stimulaient leur imagination, hostiles aux particularismes nationaux, curieux de la diversité des peuples de la Terre, combattant l'absurdité des préjugés contre la couleur de peau, ils se voulaient « citoyens du monde », et affirmaient leur appartenance à la même communauté humaine. Dans les *Lettres persanes*, Montesquieu se moquait de ces Français bornés qui, voyant un étranger venu de Perse, s'exclamaient : *« Ah, monsieur est Persan ! Comment peut-on être Persan ? »*. Le livre, qui popularisait l'idée de la relativité des civilisations, eut une influence telle qu'il suscita de multiples adaptations dans les pays voisins, telles les *Lettres marocaines* du romancier espagnol Cadalso.

Montesquieu écrivait : « *Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince,*

parce que je suis homme avant d'être Français ou bien parce que je suis nécessairement homme, et que je ne suis Français que par hasard. Si je savais quelque chose qui me fût utile, et qui fût préjudiciable à ma famille, je la rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose utile à ma famille, et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose utile à ma patrie, et qui fût préjudiciable à l'Europe, ou bien qui fût utile à l'Europe et préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime. »

L'avenir de l'humanité

La foi des philosophes en l'avenir de l'humanité était fondée sur leur confiance en la science. Comme l'expliquait Condorcet dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, elle était le guide du genre humain. Le fatalisme avait, depuis des siècles, accablé les hommes incapables d'envisager une issue aux problèmes de la société. Eux, au contraire, refusaient de croire à la destinée. « *Rien n'est écrit là-haut* », ne cesse de répéter le héros dans le roman *Jacques le Fataliste* de Diderot. Celui-ci fut le philosophe qui poussa le plus loin son interrogation sur la liberté : libérés de la volonté divine, les hommes ne devaient pas pour autant être prisonniers des déterminations matérielles.

Certains méditaient sur les lois qu'il faudrait instaurer, d'autres concevaient des systèmes politiques, d'autres enfin imaginaient des utopies philosophiques. Tel est l'« Eldorado », la société idéale de Voltaire dans *Candide*, une société heureuse où la profusion de biens matériels aurait éradiqué la misère et assuré l'abondance pour tous.

Quelques-uns allèrent jusqu'à inventer des sociétés harmonieuses débarrassées de la propriété privée : l'abbé Mably préconisait la suppression de la transmission héréditaire des

patrimoines ; Morelly proposait la coopération dans la production et un système étatique organisant l'éducation, l'assistance et la solidarité.

Ces espoirs et ces rêves exprimaient un optimisme qui s'inscrivait dans la réalité : les multiples progrès qui se concrétisaient sous leurs yeux.

Troisième partie

Le paradoxe des Lumières

Chapitre I^er^

Les femmes : la moitié oubliée de l'humanité

Un long passé d'oppression

Le christianisme, depuis ses origines, imposait sa croyance en l'infériorité de la femme, censée se taire, obéir à son mari, et lui assurer une descendance. Il prétendait contrôler le corps féminin pour garantir sa virginité, la sexualité ne devant servir qu'à la reproduction. La Bible véhiculait une misogynie flagrante en particulier, la fable de la création de la femme, Ève, née d'une côte d'Adam, et qui, coupable d'avoir croqué le fruit de la connaissance et d'inciter l'homme au « péché de chair », était responsable de la faute originelle de l'humanité.

Le grand élan libérateur de la Renaissance ne toucha pas vraiment les femmes. À l'apogée des procès en sorcellerie aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, des dizaines de milliers de femmes furent brûlées, utilisées par l'Église comme exutoires à la détresse populaire. Sous le règne de Louis XIV, la police des mœurs pourchassait et enfermait les femmes sans emploi et sans ressources, suspectées de concubinage ou de débauche.

Le statut des femmes privilégiées

Les reines, les princesses lettrées s'étaient depuis longtemps entourées de cercles d'hommes et de femmes dont l'occupation était la conversation. En France, au XVII[e] siècle, ces foyers de culture émigrèrent des cours vers les demeures des particuliers. Les femmes qui organisaient ces réunions, privilégiées par la naissance ou la fortune, contribuèrent par l'art raffiné du beau langage à civiliser les mœurs de la haute société. Les « Précieuses » – tel fut leur nom – se heurtèrent aux préjugés du temps car elles poussèrent l'audace jusqu'à critiquer l'institution du mariage et l'inégalité de l'éducation.

Ces salons se multiplièrent au XVIII[e] siècle. Leurs hôtesses, davantage instruites, étaient plus libres d'y manifester leur indépendance d'esprit, d'y débattre science et philosophie. Il n'était plus ridicule pour une femme de chercher à se cultiver et à s'émanciper. Écrivains et savants venaient y forger leur renommée, obtenir un soutien matériel, tisser des relations. *« Ils s'y trouvaient en harmonie comme les cordes d'un instrument monté par une habile main. Elle jouait de cet instrument avec un art qui tenait du génie »*, commentait l'écrivain Marmontel, à propos du salon de Julie de Lespinasse, un des plus réputés de Paris. De tels cénacles, mixtes, où régnaient la confiance et l'échange entre les deux sexes, ne pouvaient exister dans les pays où les interdits religieux et sociaux pesaient plus lourdement qu'ailleurs sur les femmes. Même dans la libre Angleterre, la coutume voulait que les femmes se retirent à la fin du repas pour laisser les hommes deviser ensemble. Bien que privilégiées et admirées, les hôtesses de ces salons devaient se contenter d'être expertes dans l'art de briller et de faire briller. Elles ne produisaient rien. Les femmes cultivées qui osèrent écrire publièrent le plus

souvent sous anonymat ou pseudonyme, non pas en raison de leurs idées, mais parce qu'il était indécent pour elles de prendre la plume.

Quelques contributions féminines à la science

Dans la Hollande du XVII^e^ siècle alors à l'avant-garde du savoir, l'université d'Utrecht octroya l'autorisation exceptionnelle de suivre les cours de sciences à une jeune fille cultivée et polyglotte, Anna Maria van Schurman, si savante qu'elle fut considérée comme un phénomène. Mais elle dut le faire, cachée dans une loge en bois qu'on lui construisit dans l'auditorium afin qu'elle ne puisse ni participer ni être vue. « *Ne vous laissez pas ensorceler par les attraits diaboliques de la géométrie* » : ce conseil donné au XVII^e^ siècle par Fénelon, pédagogue des grands, aux jeunes filles qu'il dirigeait, était toujours de mise au siècle suivant.

C'est grâce à la protection d'hommes, pères ou maris libéraux, que quelques femmes purent transgresser l'interdiction d'accéder à la science. Ce fut le cas de la première femme à faire le tour de monde, Jeanne Baret, une femme du peuple qui, placée d'abord comme domestique au service du médecin Commerson, devint sa compagne et fut traitée comme telle. Il l'emmena avec lui dans l'expédition dirigée par Bougainville à laquelle il participait comme botaniste mais, l'accès des navires étant prohibé aux femmes, elle embarqua déguisée en matelot. Elle s'associa aux recherches de son compagnon sur la flore et, après son décès, elle assura le retour en France des trente caisses contenant cinq mille espèces collectées qui servirent d'objets d'étude à Buffon.

Nicole-Reine Lepaute devint une mathématicienne en suivant les travaux de son mari horloger et put mener une carrière scientifique grâce à l'amitié et au soutien du savant Lalande. Calculatrice de l'Observatoire, elle fit partie des savants qui mirent en œuvre

l'événement scientifique qui, en 1759, passionna les équipes internationales d'astronomes, l'observation du transit de la comète de Halley, la vérification de la date de son passage devant confirmer la théorie de Newton. Pendant des mois, elle contribua à effectuer les complexes et fastidieux calculs qui établirent la prédiction de cette date.

Marie-Anne Lavoisier fut une autre de ces femmes scientifiques. Son mariage, bien qu'il lui fût imposé à l'âge de treize ans, se révéla peu conforme à la tradition, puisque son mari lui enseigna diverses matières et considéra son épouse non comme une servante, mais comme une collaboratrice. Elle participa dans son laboratoire aux travaux qui firent d'Antoine Lavoisier le fondateur de la chimie.

Émilie du Châtelet fut la plus éminente de ces intellectuelles. Elle profita de l'attention d'un père qui loua les services de professeurs pour l'instruire dans tous les domaines de la culture. Elle fut mariée à seize ans à un époux discret qui ne l'empêcha pas de s'adonner à sa passion pour l'étude, non plus qu'à mener une vie libre de mœurs. Élève particulière du savant Maupertuis, dont elle fut aussi un temps l'amante, elle devint une grande mathématicienne. Elle aurait bien aimé assister aux réunions interdites aux femmes qui, à l'Académie des sciences, débattaient des dernières avancées scientifiques. Maupertuis réussit à organiser une rencontre avec ses collègues dans un café où elle se rendit travestie en homme et où, le subterfuge une fois découvert, elle fut acclamée tout de même comme une des leurs. C'est elle qui initia son nouveau compagnon, Voltaire, à la théorie de Newton. Elle fit partie de la dizaine de savants capables à l'époque de comprendre ses calculs complexes et elle fut la première à traduire son traité en français. Elle se dévoua à la science : gravement malade, elle travailla avec acharnement pour l'achever juste avant sa mort.

Une avancée philosophique au XVII^e siècle

Descartes, en affirmant l'existence d'une raison universelle, reconnut aux femmes comme aux hommes le droit de raisonner. Il précisa qu'il remplaçait l'usage traditionnel du latin dans les œuvres philosophiques par celui du français afin de les rendre accessibles aux lectrices. Inspiré par le cartésianisme, François Poullain de la Barre fut un écrivain courageux qui, dans son traité *De l'égalité des deux sexes*, soutint que l'esprit n'a pas de sexe, que la croyance en la supériorité masculine est un préjugé et que l'asservissement des femmes résulte d'une carence dans leur éducation. Il aborda même un sujet tabou, les organes sexuels féminins, alors absents des manuels de médecine au nom de la pudeur. Faisant fi des bonnes mœurs du temps, il écrivait : *« Les deux sexes sont nécessaires pour produire ensemble leur pareil »* et s'émerveillait de la complexité de l'anatomie féminine. C'était osé : Linné, qui, un siècle plus tard, passa outre les préjugés pour découvrir la sexualité des plantes, recula avec horreur devant celle de la femme : *« Je n'entreprendrai pas la description des organes féminins car ils sont abominables »*. Poullain de la Barre, trop en avance sur son temps, ne fut pas pris au sérieux.

La persistance de la misogynie

La littérature du XVIII^e siècle dénonça la tyrannie subie par les femmes : maris jaloux, tuteurs abusifs, pères despotes. Mais peu nombreux furent ceux qui comme Helvétius reprirent l'idée de l'égalité des cerveaux, impliquant l'égalité d'éducation. De la différence biologique entre les sexes, ils en inféraient une différence intellectuelle, morale, sociale et politique. *« L'homme doit être supérieur à la femme par la force corporelle et le courage ; la femme par la faculté naturelle de se soumettre à l'inclination que l'homme a pour elle »*. Cette justification de l'inégalité conjugale formulée par Kant

est révélatrice du malaise des philosophes des Lumières timorés, voire rétrogrades, sur le statut de la femme.

Dans les *Lettres persanes*, les contorsions de Montesquieu qui défendait pourtant le principe de l'égalité naturelle des sexes sont analogues. Dans les États despotiques de l'Orient, il critique le sérail où les femmes sont parquées comme des bêtes ; mais c'est surtout pour constater son inefficacité : les femmes y seraient plus enclines à la rébellion ! Sous des climats plus tempérés, la liberté se révèle un moyen plus sûr pour rendre la femme docile. C'est par la contrainte morale qu'il faut la détourner des divertissements et des affaires publiques : l'épouse vertueuse doit se confiner de son plein gré dans sa cellule familiale pour se consacrer à ses devoirs.

Voltaire, plus progressiste, défendit la liberté de la femme, l'égalité d'instruction entre les filles et les garçons. Il plaida pour que les filles-mères ne soient plus traitées en criminelles. Dans son récit intitulé ironiquement *Femmes, soyez soumises à vos maris*, phrase énoncée par saint Paul dans la Bible, il ridiculisa la misogynie de l'apôtre. Mais c'est peu dans son immense production. À la mort d'Émilie du Châtelet, qu'il admirait pour son intelligence, il rendit hommage par ces mots désobligeants à celle qui fut sa compagne et resta son amie et sa collaboratrice : « *Un grand homme qui n'avait pas de défaut que d'être une femme.* »

Le roman de Diderot, *La Religieuse,* est un réquisitoire contre la réclusion à perpétuité à laquelle étaient condamnées les femmes enfermées de force dans les couvents et les tourments physiques et moraux qui leur étaient infligés. C'est une plaidoirie pour leur droit à la sexualité et à la liberté. Mais, dans son essai *Sur les femmes*, il véhicule les préjugés ordinaires sur la « nature » féminine.

Quant à Rousseau, il eut dans le public féminin un succès inégalé avec son roman *La Nouvelle Héloïse*, qui fit passer un souffle

libérateur en valorisant la passion amoureuse de l'héroïne, mariée sans son consentement. Rousseau fut cependant de loin le plus misogyne de tous les philosophes. Dans l'*Émile*, il définissait son idéal d'éducation féminine par un entier dévouement à l'homme : *« Leur plaire, leur être utiles, les consoler, leur rendre la vie agréable et douce : voilà les devoirs des femmes dans tous les temps, et ce qu'on doit leur apprendre dès l'enfance. »* Son élève modèle, experte en tâches ménagères, doit *« se tenir enfermée chez elle »*, *« guère moins recluse dans sa maison que la religieuse dans son cloître »*. Pourtant, Rousseau bénéficia des aides financières de femmes riches et émancipées qui aimaient la philosophie.

La femme : un bien à contrôler

Pour éviter l'infidélité de la femme, Rousseau expliquait que sa claustration était nécessaire. Il fallait aussi lui interdire de travailler, et bannir la mixité. La soumission et l'ignorance féminines étaient pour l'homme les meilleurs garants : il pouvait ainsi être sûr que ses enfants étaient bien *« de son sang »*, affirmation qui ne manquait pas de cynisme pour un père qui, selon une pratique courante, abandonna les siens.

Mais Rousseau avait pointé du doigt la cause de l'enfermement des femmes dans la société : le besoin masculin d'être certain de sa paternité. Ce souci d'être bien le géniteur de ses enfants en exprimait un autre, celui de transmettre son patrimoine. Les bourgeois cherchaient à léguer leur bien à leur propre descendance, comme les féodaux qui avaient inventé les lignées familiales afin de ne pas léguer leur domaine et leur statut social à un usurpateur. Personne n'était choqué par les exigences des cours princières qui contraignaient la reine à entrer dans son lit de noces ou à accoucher publiquement, le regard des courtisans contrôlant la légitimité de

la progéniture royale. Ces mœurs barbares, dignes d'un autre âge, ne furent la cible d'aucune critique. Au Moyen Âge, saint Thomas d'Aquin affirmait : « *La femme est un réceptacle* ». Dans l'Europe des Lumières, la femme n'était toujours qu'une reproductrice.

La contestation féminine venue d'Angleterre

En Angleterre, des femmes eurent le courage de s'emparer de l'écriture pour affronter la misogynie dominante. En 1700, John Locke, qui justifiait la soumission des femmes à leur mari, fut attaqué par un traité anonyme *Réflexions sur le mariage*. Son auteur, la théologienne Mary Astell, mit en valeur son incohérence : « *Si tous les hommes sont nés libres, comment se fait-il que toutes les femmes sont des esclaves nés ?* » Elle critiqua l'instruction des femmes qui sont élevées « *comme des tulipes dans un jardin* », et « *ne servent qu'à décorer un tableau et à faire des bonnes à rien* » et elle avança un projet de collèges pour jeunes filles.

Catherine Macaulay s'affirma comme une historienne sensible au droit des femmes. Dans son récit de la Révolution anglaise, elle fit l'éloge des femmes pétitionnaires appartenant au mouvement plébéien des niveleurs qui, alors que le Parlement refusait de les recevoir, utilisèrent la religion pour poser des droits nouveaux : « *Dieu n'écoute-t-il pas les prières de tous sans distinction de personne ?* » Républicaine, elle défendit la cause américaine et se lia avec ses leaders. Elle tomba en disgrâce dans son pays pour sa vie tumultueuse, comme cette autre intellectuelle radicale, Marie Wollonscraft, qui scandalisait aussi les Anglais bien-pensants. Mais leurs propos trouvèrent un écho dans les colonies américaines rebelles.

Peur des femmes et peur sociale...

En France, une minorité brassait des idées analogues à celles de ces Anglaises d'avant-garde. En particulier, le salon tenu par Sophie de Condorcet devint un foyer de contestation où l'on dénonçait les injustices, celles faites aux colons d'Amérique, comme celles faites aux femmes. Son mari, Nicolas de Condorcet, jusque-là connu comme mathématicien et économiste, se forgea alors sa conviction en faveur de l'égalité des femmes.

Ces idées de liberté des femmes commençaient à agiter l'air ambiant dans les années qui précédèrent la Révolution. On voyait les femmes du peuple, révoltées à la vue de leurs enfants affamés, se porter nombreuses à la tête des émeutes. Choderlos de Laclos, dans un traité, *Des femmes et de leur éducation*, dénonça la médiocrité de l'instruction donnée aux jeunes filles qui ne visait *« qu'à les accoutumer à la servitude, et à les y maintenir »*. Beaumarchais, dans *Le Mariage de Figaro*, protestait contre le sort réservé aux femmes : *« Traitées en mineures pour nos biens, punies en majeures pour nos fautes ! »*

Pourtant les dirigeants révolutionnaires ne changèrent rien de fondamental au statut d'infériorité de la femme. Les insurgés américains donnèrent l'exemple. Abigaïl Adams, une autodidacte gagnée aux Lumières, engagée dans la lutte pour l'indépendance aux côtés de John Adams, écrivit à son mari une lettre où elle proposait une loi accordant le droit de vote aux femmes. Elle l'interpellait par cette phrase devenue célèbre *« N'oubliez pas les femmes ! »* En vain. La Constitution des États-Unis ne les concerna pas.

Les révolutionnaires français firent comme leurs homologues américains. En 1789, on n'entendit aucune voix protestant contre un suffrage dit « universel » qui en excluait les femmes quand fut proclamée la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen »,

pas même celle de Condorcet qui avait collaboré à sa rédaction. Certes, en 1790, il publia un livre audacieux, *Essai sur l'admission des femmes au droit de cité* : « *Ce n'est pas la nature, c'est l'éducation, c'est l'existence sociale qui cause cette différence.* » Il assimilait le viol à un crime, défendait l'accès des femmes à toutes les professions, envisageait leur droit à planifier leurs grossesses, proposait des établissements scolaires mixtes assurant l'égalité d'instruction entre garçons et filles. Il soutenait également le droit de vote des femmes.

Mais quand, en avril 1793, ce droit fut évoqué à l'Assemblée législative, rares furent ceux qui osèrent le défendre publiquement, et Condorcet, alors député, resta muet, paralysé par la pression sociale.

Pourtant les femmes, présentes aux tribunes de l'Assemblée, organisées en clubs, jouèrent un rôle déterminant dans les grandes journées révolutionnaires. Elles purent même par leur mobilisation arracher quelques avancées notoires en tant que femmes comme le droit au divorce. Olympe de Gouges publia en 1791 la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenneté* qui se terminait par cette exigence : « *La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune.* »

À l'issue de la Révolution, le régime napoléonien, en instaurant le Code civil, fit régresser la condition féminine. « *La femme est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfants. La femme est notre propriété. Nous ne sommes pas la sienne.* » Cette proclamation de Napoléon définissait de façon cynique la raison d'être du rôle dévolu à la femme ; il fallait garantir la domination sociale masculine afin d'assurer à la bourgeoisie la transmission de sa propriété. Ce furent les mêmes privilèges de classe que, derrière leur voile philosophique, défendirent les intellectuels des Lumières : c'est pourquoi ils oublièrent de défendre la moitié féminine du genre humain.

Chapitre II

Colonialisme et esclavage

Sous l'hymne à la liberté, l'exploitation coloniale

Les fortunes européennes se construisaient sur le pillage des colonies et la traite des Noirs. Les exactions et les massacres qui en résultaient étaient intellectuellement gênants pour des philosophes qui approuvaient cet enrichissement tout en proclamant les droits des peuples à la liberté.

Dans la liberté hollandaise, il y avait l'envers du décor. La Hollande tirait ses immenses richesses de ses possessions coloniales. Le traitement des indigènes y était atroce, en particulier en Indonésie. La Compagnie hollandaise des Indes orientales usait d'une police et d'une armée redoutables pour obliger les paysans javanais à produire les denrées nécessaires à son commerce. Mais, sur ces affaires sanglantes, les philosophes restèrent muets. La liberté, c'était avant tout la liberté de faire des affaires.

Ils furent tout aussi silencieux sur la liberté anglaise qui n'en était une que pour la minorité possédante. Elle avait pris la forme concrète des lois sur la navigation qui accordaient aux navires anglais le monopole du commerce. Elle s'accompagnait d'interdictions érigées contre les autres États qui lui disputaient la maîtrise des mers et qui agissaient de même pour protéger leurs zones

respectives. Dans leur rivalité planétaire, ils ne reculaient devant aucune barbarie : incendies et tueries, anéantissement de riches cités, vaisseaux concurrents brûlés avec leur équipage, prisonniers égorgés.

L'Angleterre apprendra à ses dépens les limites de cette liberté quand, en 1775, les riches colons d'Amérique déclenchèrent la rébellion, refusant de payer à la métropole des taxes supplémentaires sur l'importation. « Le pays de la liberté » fut désormais les États-Unis. Ainsi la liberté se révélait une notion à géométrie variable.

Voltaire, conscient du processus en cours en Angleterre, fait ainsi l'éloge de ce pays dans sa *Lettre sur le commerce* : « *C'est le commerce qui a établi peu à peu les forces navales par qui les Anglais sont les maîtres des mers. La postérité apprendra peut-être avec surprise qu'une petite île, qui n'a de soi-même qu'un peu de plomb, de l'étain, de la terre à foulon et de la laine grossière, est devenue par son commerce assez puissante pour envoyer, en 1723, trois flottes à la fois en trois extrémités du monde, l'une devant Gibraltar conquise et conservée par ses armes, l'autre à Portobello, pour ôter au roi d'Espagne la jouissance des trésors des Indes, et la troisième dans la mer Baltique, pour empêcher les puissances du Nord de se battre* ». Il ne vient pas à l'esprit de Voltaire de se demander ce que peuvent bien penser de cette liberté-là les populations des « *trois extrémités du monde* » en question. La conquête de contrées lointaines par le biais de guerres maritimes était à ses yeux un motif de gloire.

L'écrivain anglo-irlandais Swift fait figure d'exception. Sa *Modeste proposition pour empêcher les enfants des pauvres d'être à la charge de leurs parents ou de leur pays et pour les rendre utiles au public* est un pamphlet qui exprime sa haine des Anglais responsables de la spoliation et de la misère du peuple irlandais. Mais son

indignation ne débouchait que sur la nostalgie du monde féodal : il était à contre-courant de l'esprit des Lumières.

Les philosophes ont souvent justifié la colonisation au nom de la « civilisation » apportée par les nations conquérantes. Ils reconnurent la splendeur de l'art des autres civilisations, mais ils en cautionnèrent le pillage : les musées d'Europe récemment inventés se remplirent des chefs-d'œuvre acheminés des quatre coins du monde. Leur sentiment paneuropéen masquait un sentiment de supériorité, reflet de l'ambition de l'Europe à dominer le globe.

Le corollaire du colonialisme, l'esclavage

L'autre institution barbare qui allait de pair avec l'acquisition des colonies, c'était l'esclavage. Le « commerce triangulaire » était alors des plus lucratifs. Les navires partaient des grands ports de l'Europe de l'Ouest, gagnaient la côte africaine où ils se procuraient leur cargaison de chair humaine par des échanges de marchandises ou des rafles, puis ils embarquaient leurs prisonniers jusqu'aux Caraïbes, où ils les vendaient comme esclaves aux colons sur les grandes plantations. Enfin les bateaux revenaient vers l'Europe chargés des productions tropicales, sucre, café, coton, tabac, indigo, pour y être vendues avec des bénéfices faramineux.

Ce trafic des esclaves, pratiqué sous la protection des États et des Églises, loin d'être une survivance du passé, était au contraire au centre d'un nouveau développement économique, précurseur des grandes entreprises capitalistes du futur par l'importance du trafic, la taille des plantations, leur organisation poussée et la systématisation du travail. C'est au siècle des Lumières que la déportation des Africains vers les colonies a été la plus massive.

Pour des écrivains comme Daniel Defoe, qui reflétaient directement les intérêts sonnants et trébuchants de la bourgeoisie

négrière, cela n'avait rien de choquant. Son héros populaire, Robinson Crusoé, était un aventurier, venu d'Angleterre au Brésil pour participer à la traite d'esclaves, et préoccupé surtout des revenus de sa plantation. Sur l'île où il avait échoué, il trouva tout à fait normal de réduire en esclavage un de ses habitants, Vendredi, *« sauvage »* docile et admiratif.

L'embarras des philosophes

Cependant, le problème était plus compliqué pour la majorité de l'intelligentsia. Elle ne mettait pas en doute l'humanité des Noirs. Des portraits de grands peintres, comme Rubens, puis Watteau, avaient représenté la dignité et la beauté des visages noirs. L'itinéraire exceptionnel du chevalier de Saint-Georges, montre que la haute société pouvait même admettre parmi les siens un Noir : ce gentilhomme qui fréquentait les salons philosophiques et la Cour, fils d'une esclave et d'un aristocrate, avait bénéficié – fait rarissime – de l'affection et de l'éducation d'un père : envoyé en France, il y devint un habile escrimeur, un violoniste et compositeur talentueux, et fut nommé, malgré les obstacles dus à ses origines, gendarme de la garde du roi.

Le préjugé de couleur servait surtout aux planteurs à justifier l'esclavage. Même si les intellectuels n'en étaient pas exempts, ils l'ont souvent tourné en dérision.

Mais le problème de l'esclavage a suscité chez eux un embarras. Ainsi sur les 72 000 articles de l'*Encyclopédie*, seulement 35 traitent du sujet, et souvent sans prendre position. L'article « Coton » se contente de décrire la technique professionnelle du cueilleur de coton : « *On saisit l'instant favorable, on sépare la bourre de sa coque, la porte ensuite au moulin* » : c'est un « on » impersonnel qui cueille ; c'est encore ce « on » qui coupe la canne et produit le sucre. Rien sur

les humiliations subies, les conditions de travail inhumaines. Les gravures ne montrent pas l'enfer des plantations. Si un fouet y est représenté, c'est sur un cheval qu'il s'abat, tandis que le travailleur noir s'active sereinement à transporter des cannes.

Et pourtant les esclaves peinaient sous la menace permanente du fouet et des fers. Les colons inventèrent des supplices terribles pour les terroriser et briser leur résistance. L'*Encyclopédie* ne consacre que trente lignes au code Noir, une législation royale encore aggravée par Louis XV, liste effrayante de châtiments, mutilations, tortures, et exécutions.

L'article 7 spécifiait que l'esclave était classé parmi les *« choses mobilières »*. Pour les détenteurs de capital, le « bois d'ébène », l'« ivoire noir », comme ils l'appelaient, était effectivement une marchandise, une propriété. C'était gênant pour les philosophes défenseurs du genre humain !

L'apitoiement sur le sort de l'esclave

Ils se contentèrent souvent de protester contre l'arbitraire et la férocité des esclavagistes. Ainsi Buffon s'élève contre les abus des colons : *« Je ne puis écrire leur histoire sans m'attendrir sur leur état : ne sont-ils pas assez malheureux d'être réduits à la servitude, d'être obligés de toujours travailler sans pouvoir jamais rien acquérir ? Faut-il encore les excéder, les frapper et les traiter comme des animaux ? »*

Cette acceptation du principe de l'esclavage ne les empêcha pas d'écrire des pages émouvantes. Voltaire, dans *Candide*, par la voix d'un esclave mutilé à qui *« il manquait le bras droit et la jambe gauche »*, dénonce la cruauté du règlement ordinaire, inspiré du code Noir : *« Quand nous travaillons aux sucreries et que la meule nous attrape le doigt, on nous coupe la main ; quand nous voulons*

nous enfuir, on nous coupe la jambe. Je me suis trouvé dans ces deux cas. »

La fuite hors du terrain économique

Voltaire, dans le même chapitre, prête à l'esclave une conclusion accusatrice : « *C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe.* » Ce constat est fait également par Helvétius qui y ajoute le dur sort des matelots blancs : « *On conviendra qu'il n'arrive point de barrique de sucre en Europe qui ne soit teinte de sang humain.* » Ce qui signifiait que seul le faible coût de la main-d'œuvre esclave garantissait les profits colossaux du commerce du sucre.

Les philosophes allèrent ainsi parfois jusqu'à effleurer la question économique mais ils se gardèrent bien de l'approfondir. Préférant fuir ce terrain, eux, si soucieux d'exercer leur raison à comprendre tous les phénomènes de la nature et de la société, furent là-dessus bien avares de mots.

En effet, que concluait Helvétius de son tragique constat ? « *Détournons nos regards d'un spectacle si funeste et qui fait tant de honte et d'horreur à l'humanité.* » « *Détournons le regard* », c'est-à-dire n'y pensons plus !

Une anecdote est révélatrice de leur aveuglement. Un riche armateur de Nantes – premier port négrier de France – avait baptisé un de ses vaisseaux *Voltaire* et n'y voyait aucune contradiction. Et Voltaire non plus ! L'écrivain lui adressa en effet une lettre de remerciements et composa pour l'occasion un poème intitulé *Petite apostrophe que j'ai faite à mon vaisseau* qui commence ainsi : « *Ô vaisseau qui porte mon nom.* » Certes son poème n'évoquait que des cargaisons de papier, de plumes et d'encre : mais ce n'est pas avec de telles marchandises que les bateaux nantais accumulaient des fortunes ! Voltaire et même Diderot ont détenu des actions dans le

commerce négrier, comme Newton, Swift, et Defoe. Mais ces faits ne changent rien au fond du problème. Les livres de comptes des armateurs, ne distinguaient pas les bénéfices « honteux » du commerce négrier de ceux, « respectables », du commerce des marchandises. La traite des esclaves irriguait tout le capital métropolitain. Toutes les affaires lui étaient liées, directement ou indirectement.

Montesquieu fait des entorses aux principes des Lumières

Montesquieu tenta de comprendre le fonctionnement de l'esclavage moderne. Il fut le premier à lancer sa formule choc dans *De l'Esprit des lois* : « *Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves* ».

Mais son analyse concrète, une fois pointée du doigt l'origine sanglante de cet « *or blanc* », ainsi nommé, ne l'a amené qu'à s'embourber dans les contradictions. Car, s'il critique l'esclavage avec virulence, il admet des exceptions pour des raisons climatiques : l'esclavage serait moins choquant dans certains pays... à cause de la chaleur ! (Bien entendu, les colonies françaises se situent sous les tropiques !) De ces tergiversations, il en sort un étonnant galimatias : « *Mais, comme tous les hommes naissent égaux, il faut dire que l'esclavage est contre nature, quoique dans certains pays il soit fondé sur une raison naturelle* ».

Malgré ses scrupules, Montesquieu s'accommodait d'autant plus de l'esclavage que sa propre situation financière en dépendait. Il était directement le porte-parole de la bourgeoisie de Bordeaux, grand port négrier, qui tirait profit non seulement de ses seize raffineries de sucre, mais aussi de la réexpédition vers le nord des denrées coloniales, sans compter que son industrie, en particulier l'industrie vinicole, était dopée par la fabrication de produits

nécessaires aux colonies. Or Montesquieu vivait en propriétaire terrien du négoce de ses vins.

C'est pourquoi il se déclara même partisan du système dit « de l'Exclusif », fondé sur le « Pacte colonial » instauré par la monarchie pour obliger les colons à commercer uniquement avec la métropole. Elle avait ainsi interdit l'importation de rhum des Antilles pour défendre les eaux-de-vie métropolitaines. Montesquieu se faisait ainsi l'avocat des armateurs bordelais contre leurs rivaux, d'une part, les grands planteurs des Antilles très souvent endettés auprès d'eux et, d'autre part, les armateurs des autres nations européennes en particulier l'Angleterre, qui dominant les mers, était hégémonique dans ce commerce d'êtres humains. Montesquieu pataugeait directement dans les bénéfices de la traite.

Rousseau, une posture philosophique

Rousseau compte parmi ces philosophes qui se sont élevés contre le principe de l'esclavage, sans jamais y faire d'entorses... mais seulement contre le principe.

En effet, s'il a fustigé l'esclavage des sociétés antiques, il s'est bien gardé de se pencher sur la traite de son temps. De toute son œuvre, quelques lignes seulement dans *La Nouvelle Héloïse* évoquent le sort des Africains : « *J'ai vu ces vastes et malheureuses contrées qui ne semblent destinées qu'à couvrir la terre de troupeaux d'esclaves. À leur vil aspect j'ai détourné les yeux de dédain, d'horreur et de pitié.* » Le regard de son personnage qui se détourne est celui de Rousseau campé dans le ciel des abstractions morales. C'est bien pourquoi l'armateur nantais progressiste pouvait sans crainte baptiser aussi ses vaisseaux *Rousseau*, ou *Le Contrat social* : son maître en philosophie l'avait convaincu du principe de l'égalité entre les hommes, pas de l'égalité réelle.

La radicalisation en réaction aux révoltes d'esclaves

Mais la réalité avait parfois de quoi effrayer les possédants. Les esclaves n'avaient pas attendu les Lumières pour aspirer à la liberté. Le nombre d'esclaves marrons, esclaves ayant déserté leur habitation, ne cessait d'augmenter.

Les révoltes d'esclaves constituaient une pression amenant certains écrivains à devenir de plus en plus critiques. Dans un roman d'anticipation, *L'An 2440*, Sébastien Mercier imagina un Spartacus noir qui renverserait un jour la domination des maîtres.

Diderot dénonça l'esclavage contemporain, en le liant concrètement aux ravages perpétrés par les conquêtes coloniales. Dans son *Supplément au Voyage de Bougainville*, un journal fictif qu'il attribue à l'explorateur, il accuse les navigateurs français de n'avoir débarqué à Tahiti que pour voler son peuple. Il stigmatise la proclamation gravée sur un arbre par un marin français : *« Ce pays est à nous. »* La réplique, cinglante, est donnée par le chef tahitien : *« Ce pays est à toi ! Et pourquoi ? Parce que tu y as mis le pied ? Si un Tahitien débarquait un jour sur vos côtes, et qu'il gravât sur une de vos pierres ou sur l'écorce d'un de vos arbres : Ce pays appartient aux habitants de Tahiti, qu'en penserais-tu ? »* C'est le colonialisme français qui était directement accusé.

Diderot évolua, jusqu'à sa mort, en 1784, vers une position de plus en plus audacieuse. Son *Histoire des deux Indes*, un des plus grands succès littéraires avant la Révolution, est un réquisitoire contre les méthodes du colonialisme étayé sur une documentation précise. Il affirmait que ces îles devraient être la propriété des esclaves qui les cultivent et non des tyrans qui les exploitent. Partant d'une analyse des faits d'actualité, il montrait que désormais la situation était mûre pour l'insurrection, qu'elle était imminente

car les esclaves ne supportaient plus leur oppression : *« Où est-il ce grand homme, que la nature doit peut-être à l'honneur de l'espèce humaine ? Où est-il ce nouveau Spartacus, qui ne trouvera point de Crassus ? »*

Les projets d'abolition graduelle

Et pourtant Diderot n'exprimait pas l'espoir d'une libération des esclaves, mais plutôt la crainte d'une explosion sociale qui entraînerait la perte des colonies. Sa proposition sur l'esclavage est révélatrice de son ambiguïté : il ne proposait qu'une abolition étalée dans le temps.

De même Condorcet, dans son essai *Réflexions sur l'esclavage des Nègres*, paru en 1781, prévoyait un moratoire de soixante-dix ans avec dédommagement des propriétaires. Cette abolition graduelle était au programme de la Société des amis des Noirs, qu'il créa en 1783. Ces intellectuels – les plus radicaux de l'époque – justifiaient ces plans d'abolition à petits pas comme des moyens de préparer à la liberté des esclaves incapables de l'affronter d'emblée. En fait, ils voulaient perpétuer la production des denrées coloniales et ils ne voyaient aucune solution de remplacement à l'esclavage. L'absence de perspective économique amenait finalement leurs élans humanistes à se plier aux lois du marché.

L'esclavage, une contradiction au cœur de la Révolution

Ce paradoxe était déjà présent chez leur prédécesseur, John Locke, philosophe certes, mais avant tout, lui aussi, au service des nantis. Quand il fut nommé conseiller des deux Carolines, en Amérique, cet homme riche qui avait investi dans la traite supervisa une constitution qui n'abolit pas l'esclavage.

Les leaders de la Révolution américaine ne le firent pas davantage. Ces intellectuels des Lumières étaient avant tout des possédants, comme Washington et Jefferson, grands planteurs de Virginie. Ils instaurèrent une démocratie esclavagiste : la liberté, c'était d'abord la liberté de faire fructifier leurs biens, donc la liberté d'exploiter des esclaves. Premier président des États-Unis, Jefferson était pétri de préjugés racistes. L'astronome noir Benjamin Banneker, descendant d'esclave, libre et autodidacte, réputé pour avoir construit la première horloge d'Amérique sonnant à chaque heure, lui envoya un almanach contenant des tables astronomiques et des préceptes de pensée, afin de lui prouver l'égalité intellectuelle entre Noirs et Blancs. Mais oubliant la foi des Lumières en l'unité du genre humain, Jefferson refusa de croire qu'un savant pût être un Noir.

En 1789, en plein essor du commerce triangulaire, la bourgeoisie française fut prise dans les mêmes contradictions. Ses bateaux négriers s'appelaient désormais *La Fraternité*, *L'Égalité*, le *Ça Ira*.

L'affranchissement : l'œuvre des esclaves eux-mêmes

L'annonce de la Révolution française déclencha une onde de choc qui mit en branle, les unes après les autres, les diverses couches de la société coloniale. Mais le véritable tremblement de terre, ce fut la révolte des esclaves de Saint-Domingue. Le leader du soulèvement était un ancien esclave, Toussaint Louverture : il était ce Spartacus noir dont Sébastien Mercier et Diderot avaient auparavant prophétisé la venue, porté au pouvoir par l'explosion révolutionnaire de la masse des esclaves.

La répression se révélant impuissante, l'Assemblée législative parisienne se contenta dans un premier temps en 1792 d'accorder

l'égalité des droits aux hommes de couleur libres, afin de se rallier les planteurs esclavagistes mulâtres. Puis, face à l'insurrection généralisée des esclaves, pour ne pas perdre leur colonie, les dirigeants jacobins décrétèrent en 1794 l'abolition de l'esclavage. Une fois le danger écarté et le nouveau pouvoir stabilisé dans la métropole, Napoléon s'empressa de décréter son rétablissement. Ce revirement déclencha dans l'île – la future Haïti – la révolution victorieuse de tout un peuple qui refusait de revenir sous le joug de l'esclavage.

La défense des intérêts bourgeois

Jaurès, militant socialiste, sera le premier historien à mettre à jour le paradoxe présent dans la question de l'esclavage : « *Par une triste ironie de l'histoire de l'humanité, les fortunes nées à Bordeaux et à Nantes de la traite des esclaves donnèrent à la bourgeoisie cet orgueil qui exigeait la liberté et contribuait à l'émancipation humaine.* » Et il commentait ainsi le silence impressionnant des dirigeants révolutionnaires : « *La bourgeoisie révolutionnaire recula devant la clameur des grands intérêts soulevés.* » Elle n'était nullement en contradiction avec l'esprit des Lumières dont elle se revendiquait : le paradoxe était au cœur même des Lumières.

Vers la fin du siècle, en Angleterre, apparurent les premières idées anti-esclavagistes. En 1776, l'économiste Adam Smith critiqua l'esclavage : il était trop coûteux. Son point de vue reflétait la situation nouvelle de la bourgeoisie anglaise. Avec la perte de ses colonies américaines, elle trouvait moins intéressante la traite. Elle était désormais préoccupée par l'exploitation, moins de ses possessions antillaises, que des immenses territoires conquis en Inde, et elle comprenait que l'emploi de travailleurs « libres » y serait bien plus rentable que celui d'esclaves : un nouveau mode d'exploitation, capable d'augmenter les profits, était possible. Le mouvement

abolitionniste qui se développa alors en Angleterre tira sa force de ces intérêts bourgeois bien compris.

Chapitre III

Le « peuple », une abstraction... excluant les couches populaires

Qu'est-ce que le « peuple » ?

Les philosophes glorifièrent les droits du « peuple ». Le peuple désignait tout ce qui n'était pas la noblesse. C'était là la seule frontière sociale nette, celle dont tous avaient conscience. En défendant le peuple, ils défendaient l'intérêt général, celui de l'immense majorité de la population unie dans une haine conjointe contre une minorité de privilégiés.

Mais dans ce peuple, les intérêts divergeaient. Les encyclopédistes, usent du même mot, le « laboureur », pour désigner tantôt l'entrepreneur agricole moderne, tantôt le paysan *« qui est avant l'aurore tout occupé à ensemencer nos terres, à cultiver nos champs, à arroser nos jardins »*. Mais les encyclopédistes étaient plus sensibles aux exigences de ceux qui possédaient la terre pour en tirer profit qu'aux revendications de ceux qui la travaillaient en n'ayant que leurs bras pour vivre, comme en témoignent les articles intitulés « Population » et « Impôts ». S'ils s'indignent contre l'inégalité devant l'impôt, ils ne protestent pas contre le plus détesté du peuple, la gabelle. Ils s'élèvent contre les réglementations qui entravent la liberté commerciale mais la corvée des routes et la

milice, qui frappent les paysans, n'ont à leurs yeux que quelques « inconvénients ».

Des partisans de l'inégalité sociale

Les philosophes étaient socialement très modérés. Voltaire, dans son *Dictionnaire philosophique*, écrit : *« Chaque homme, dans le fond de son cœur, a le droit de se croire entièrement égal aux autres ; il ne s'ensuit pas de là que le cuisinier d'un cardinal doive ordonner à son maître de lui faire à dîner, mais le cuisiner peut dire : Je suis homme comme mon maître, je suis né comme lui en pleurant ; il mourra comme moi dans les mêmes angoisses et les mêmes cérémonies. »* L'égalité, c'est pour le sentiment, mais pour le statut, pas question ! *« Il est impossible sur notre malheureux globe que les hommes vivant en société ne soient pas divisés en deux classes, l'une d'oppresseurs, l'autre d'opprimés. »* Il décrète l'inégalité sociale, nécessaire : les riches commandent et les pauvres servent. La société idéale serait une société où l'on puisse *« obliger tous les riches à faire travailler tous les pauvres »*.

Aux yeux de ces philosophes, les Lumières étaient destinées à l'élite éclairée, pas à la masse des pauvres et des ignorants. Rousseau dans *La Nouvelle Héloïse* écrivit : *« N'instruisez pas l'enfant du villageois car il ne lui convient pas d'être instruit »*. D'Holbach déclare dans le *Bon Sens : « Ce serait une entreprise bien folle d'écrire pour le vulgaire... On n'écrit que pour ceux qui lisent et qui raisonnent, le peuple ne lit guère et raisonne encore moins »*. Quant à Voltaire, il affirmait : *« Le vulgaire ne mérite pas qu'on pense à l'éclairer. »*

La fuite philosophique hors du réel

Les gravures de l'*Encyclopédie* représentaient des ouvriers élégamment habillés travaillant sans effort musculaire dans des

ateliers propres et spacieux. Les philosophes manifestèrent un désintérêt pour les hommes en chair et en os qui peinent et qui souffrent. Ils raisonnaient sur l'« Homme » réduit à un concept désincarné. Mais ils ne tentèrent pas de comprendre l'homme réel, saisi dans ses relations sociales et dans les conditions matérielles dans lesquelles il vit.

Et pourtant ces mêmes philosophes prônaient la sensation comme un moyen essentiel de comprendre le monde. Ceux qui, comme Diderot, virent malgré tout en l'homme un être concret, tangible, le firent uniquement sur le terrain des sentiments. Ainsi les plus matérialistes d'entre eux conservèrent une conception idéaliste de l'homme.

Certes quelques notes de Montesquieu prises lors d'un voyage en Allemagne, alors qu'il visitait les mines du Hartz, expriment sa compassion à la vue des hommes contraints, dans les galeries, de *« travailler sur le ventre »*, contractant *« une espèce de torticolis »*. Il fut choqué par les malformations des enfants qui *« commencent à travailler dès l'âge de neuf, dix à douze ans à des ouvrages assez pénibles ; comme par exemple à séparer le minerai. Ce travail prématuré fait que les hommes sont petits et mal faits. »* De ses observations, il tira un des premiers mémoires sur les maladies professionnelles. Mais ce regard réaliste qui fait figure d'exception est plus clinique que social. Et cela ne l'empêcha pas de louer leur sort : *« On est parvenu à leur faire aimer leur condition plus que tout autre qu'ils eussent pu prendre. »*

La « Raison universelle » que les philosophes des Lumières invoquaient n'avait rien d'absolue : elle dissimulait la raison d'une minorité privilégiée qui n'entendait pas assurer la libération de l'humanité tout entière, mais instaurer son propre mode de domination.

La défense de la propriété privée

La défense de la propriété privée, considérée comme un des droits fondamentaux de l'individu fut une des contradictions majeures au sein de la philosophie des Lumières.

De Locke...

Locke, ce pourfendeur de l'inégalité, avait passé sous silence l'inégalité de propriété. Toute sa construction théorique sur le contrat social ne visait finalement qu'à légitimer cette propriété privée qui en Angleterre avait déjà été confisquée aux nobles. Il excluait les classes laborieuses du droit de gouverner pour la réserver aux seuls hommes vraiment capables à ses yeux, les propriétaires éclairés qui, sachant gérer efficacement leurs biens, sauraient bien gérer ceux de l'État... comme le leur ! Il confondait allègrement l'intérêt de sa classe sociale et l'intérêt de la collectivité. Face aux pauvres, il préconisait la force : *« Les vagabonds valides de quatorze à cinquante ans, pris à mendier, devaient être condamnés à servir trois ans sur la Flotte, pour ceux des comtés maritimes, ou à travailler trois ans en workhouse, pour les autres. Les jeunes mendiants de moins de quatorze ans devaient être fouettés et mis dans une école de travail. »*

... à Rousseau

La variante rousseauiste du « Contrat social » prétendait garantir « la volonté générale », c'est-à-dire celle du peuple. Cela sonnait plus démocratique. Mais cela revenait au même, puisque dans la réalité historique, le contrat social n'existe pas : aucune société ne s'est jamais bâtie à partir de l'union volontaire d'individus ayant choisi de s'associer ensemble. De plus, contrairement à Locke, Rousseau ne reconnaissait pas le droit du peuple à l'insurrection.

Quant à l'assaut de Rousseau contre la propriété privée, il visait de fait, dans le contexte du XVIII^e siècle, la propriété dominante, c'est-à-dire la propriété féodale. Voilà que celle-ci était décrétée illégitime, et cause de toutes les injustices de la société ! La thèse de Rousseau tombait à point. C'était là une arme intellectuelle percutante qui exprimait un vœu très intéressé : celui de la bourgeoisie qui voulait démanteler les vastes domaines détenus par l'aristocratie et l'Église... afin de les acquérir pour elle-même, pas pour permettre aux paysans sans terres de le faire.

Un regard qui ignore la réalité de la misère

Dans les pays qu'ils admiraient comme des modèles, la misère était une réalité tangible. Au XVII^e siècle, la Hollande avait construit sa prospérité sur une population écrasée de travail plus appauvrie et encore plus brutalement opprimée qu'ailleurs. Les manœuvres des chantiers navals les plus modernes du monde y déchargeaient alors les bateaux pour les Compagnies dont les dividendes considérables faisaient la fortune des actionnaires. Rares furent les écrivains qui évoquèrent cet autre envers du décor, intéressés seulement par l'essor économique du pays, ni au siècle d'or hollandais, ni au siècle suivant. En 1722, en visite à Amsterdam, Voltaire admirait l'activité heureuse d'une ville de 500 000 hommes où *« il n'y a pas un oisif, pas un pauvre, pas un petit-maître, pas un insolent »*.

Quant à la libre Angleterre, elle avait aussi un double visage. Derrière le propriétaire foncier à l'esprit éclairé, il y avait le capitaliste avide de profit qui expropriait les paysans de façon violente des terres communales pour se les approprier. Le nouveau régime avait en effet amplifié le mouvement des enclosures amorcé à la fin du Moyen Âge : des milliers de paysans expulsés venaient s'entasser toujours plus nombreux dans les taudis des villes, enfermés

dans des « workhouses », soumis à un travail exténuant. C'est au milieu du XVIII[e] siècle avec le début de la révolution industrielle, que ces hordes de gueux commencèrent à former la classe ouvrière anglaise. Mais pas question que ce terrible tableau vienne ternir l'image idéalisée du pays !

À Paris, comme dans toutes les grandes villes prospères d'Europe confluait un cortège de vagabonds, salariés agricoles, métiers ambulants, artisans ruinés. Aux chômeurs, aux migrants venus des campagnes et de l'étranger dans l'espoir d'un avenir meilleur, s'ajoutaient les veuves, les orphelins, les handicapés, les victimes d'accidents du travail. N'ayant pour survivre que le choix entre le pain de la charité et l'arme de la violence, ils étaient taxés de dégénérés, considérés comme des brigands. La vue de tous ces misérables sans feu ni lieu qui encombraient les trottoirs dérangeait. En toute légalité, ils étaient raflés pour être incarcérés dans les cachots ou les dépôts de mendicité, condamnés aux galères. Leur expédition vers les colonies afin de les peupler, voire leur réduction en Amérique à la condition d'esclaves le temps de rembourser le prix de leur traversée, ne scandalisait personne, et paraissait même tout à fait salutaire. Ils n'ont pas intéressé la littérature, seulement les ordonnances royales et les rapports de police. Montesquieu, dans *De l'Esprit des lois*, stigmatise l'*« esprit de paresse qu'ils inspirent »* ; Voltaire conseille : *« Forcez ces messieurs à labourer la terre avec vous et il n'y aura plus de disette en France ! »*

À Amsterdam, Isaac de Pinto, un intellectuel des Lumières de la communauté juive, mais également financier et spéculateur, proposa au gouvernement d'interdire leur activité aux petits marchands juifs qui dans la rue vendaient à la sauvette cornichons, poissons ou vêtements, et même d'expédier les Juifs les plus pauvres au Surinam : il était pleinement un représentant de la haute société qui

s'inquiétait partout du progrès numérique des déshérités, ennemis de la société. Ainsi les philosophes furent aveugles sur la foule des bras nus, des journaliers, des tâcherons qui trimaient en nombre dans les grandes villes européennes.

Une nouvelle classe exploiteuse

Cet aveuglement était une limite sociale et historique. L'historien Michel Beaud note qu'un des rares intellectuels français de l'époque à avoir, dans ses écrits, exprimé sa commisération pour la misère des manouvriers fut, peu avant la Révolution française, l'avocat Linguet : *« Ils gémissent sous les haillons dégoûtants qui sont la livrée de l'indigence. Ils n'ont jamais part à l'abondance dont leur travail est la source. »* Celui-ci analysait en ces termes la condition du journalier : *« Il n'a à vendre que le loyer de ses bras, dont on peut se passer deux jours, trois jours ; et on lui vend du pain dont il ne peut se passer vingt-quatre heures. (...) C'est donc une triste ironie de dire que les ouvriers sont libres et n'ont pas de maître. Ils en ont un, et le plus terrible, le plus impérieux des maîtres. »* Linguet démythifiait la « liberté » comme un piège masquant la loi du marché. Mais, loin d'être progressiste, il ne rêvait pour ce journalier isolé, sans aucune protection, sans ressources, condamné à se vendre pour un maigre salaire, que de faire machine arrière pour retrouver les formes patriarcales d'assistance et de solidarité que procuraient la tutelle du seigneur et des corporations. Le respect de l'individu prôné par les Lumières dévoilait une autre face, l'éloge de l'individualisme forcené. Les écrits célèbres de Defoe véhiculaient cette idéologie. Romancier et affairiste, il professait : *« La grande affaire de la vie, c'est de gagner de l'argent »*. Son héros, Robinson Crusoé, travaillant en solitaire sur son île déserte, représentait le rêve, poussé jusqu'à l'absurde, de l'entrepreneur indépendant aspirant à ce qu'aucun

concurrent ne vienne le gêner dans son activité. Avec le mode d'exploitation capitaliste qui se mettait alors en place en Angleterre, l'hymne à la liberté, derrière le vernis humaniste, se révélait être la justification de la dictature du profit individuel.

Les philosophes et les émeutes populaires

L'attitude des philosophes face aux révoltes populaires qui secouèrent la France, comme la « guerre des farines », est également significative. Cet affrontement se produisit en 1774 suite au lancement par Turgot, ministre et économiste des Lumières, d'un édit autorisant la libre circulation des grains, mesure qui entraîna spéculation et flambée des prix, et déclencha l'émeute du peuple parisien. C'est bien de liberté dont il était question, mais de quelle liberté ? La liberté de s'enrichir sur le dos de la majorité, de cette liberté-là, le peuple n'en voulait pas. Lui, pour sa survie, il exigeait au contraire la fixation des prix des blés et farines et durant l'émeute, il pratiqua lui-même la réquisition des stocks.

Turgot, qui envoya les forces de l'ordre briser la révolte, trouva à ses côtés son ami, un des philosophes les plus radicaux, auteur d'un traité sur l'enseignement, Condorcet. Celui-ci se lamentait en ces termes sur l'insuffisance de l'instruction... mais de quelle instruction ! : « *Il me semble qu'il aurait fallu une instruction militaire aux officiers de police des villes. Les troupes qui restent à Soissons restent immobiles et voient tranquillement piller les campagnes voisines* ». Il aurait pu finalement être satisfait car deux mille émeutiers furent arrêtés et deux d'entre eux, un apprenti-gazier de seize ans et un boulanger de vingt-huit ans, furent pendus. Les philosophes pourfendeurs des lois barbares n'y trouvèrent rien à redire.

Ce type d'événements où l'acteur imprévu était ce peuple de travailleurs affamés, exténués, armés de bâtons, fut en général

parfaitement ignoré des philosophes qui étaient à l'image de tous ceux qui vivaient dans l'aisance ou la richesse et se moquaient bien du sort de la population pauvre.

Un langage qui se radicalise...

Les philosophes radicalisèrent leurs propos à l'approche de la Révolution sous la pression du petit peuple exaspéré par la misère. C'était un moyen de tenter d'apaiser les tensions sociales, face à une monarchie sourde et figée. Dans l'*Histoire philosophique des deux Indes*, rééditée de nombreuses fois à la veille de la Révolution, Diderot dénonce l'inégalité. « *Craignez l'affluence de l'or qui apporte, avec le luxe, la corruption des mœurs, le mépris des lois ; craignez une trop inégale répartition des richesses, qui montre un petit nombre de citoyens opulents et une multitude de citoyens dans la misère ; d'où naît l'insolence des uns et l'avilissement des autres.* » Il accuse : « *Partout le riche exploite le pauvre* » et va jusqu'à écrire : « *Pendez-les, s'il le faut, ces perfides riches et recouvrez votre dignité !* ». Quant à Rousseau, qui formula les idées démocratiques les plus avancées et dont l'éloquence touchait les petites gens indignées par l'oppression, il ne fut pas davantage le représentant de ce peuple.

... au service d'une bourgeoisie révolutionnaire

La bourgeoisie sut utiliser pour son propre compte ce courant démocratique. D'abord dans la révolution américaine, elle sut galvaniser les milices populaires par la lecture publique du pamphlet de Tom Paine, le *Bon Sens*, qui plaidait pour l'instauration de la république. Mais, ce fut l'oligarchie des nantis qui tira les marrons du feu : à l'issue de la guerre d'indépendance le nouvel État augmenta les propriétés des riches et laissa aussi démunis les milieux les plus humbles.

Les révolutionnaires français radicaux firent de même quand il s'agit de s'appuyer sur les masses mobilisées et armées pour abattre l'Ancien Régime. Les jacobins, Robespierre en particulier, trouvèrent dans le *Contrat Social* de Rousseau la base de leur programme. Ses idées d'égalité étaient celles qui soulevèrent le peuple des sans-culottes. « *Le peuple français debout contre les tyrans* » : ce slogan inscrit sur la bannière que brandissaient les bataillons de volontaires de 1793 marchant contre les rois coalisés d'Europe était aussi inspiré par lui. Mais la *Déclaration des droits de l'homme*, en proclamant que « *la propriété est un droit inviolable et sacré* », était à l'image de son modèle américain : ce droit ne concernait pas l'immense majorité de ceux qui ne possédaient que leurs bras pour vivre.

Des principes universels... dans la forme

Dans le passé, la noblesse avait imposé à la société ses valeurs d'honneur et de fidélité. Au XVIII^e^ siècle, la bourgeoisie avait acquis une position suffisamment puissante pour à son tour diffuser les siennes, les principes d'égalité et de liberté : elle les présentait comme les seuls raisonnables, elle en appelait au droit et à la justice éternels, mais ces notions qui ne s'appliquèrent ni aux couches populaires, ni aux esclaves, ni aux femmes ne concernaient qu'elle-même. La générosité des philosophes des Lumières se heurtait à des limites sociales, celles de leur classe.

Conclusion

Au XIX^e siècle, la bourgeoisie poursuivit en Europe et dans le monde son essor économique. Elle augmenta la production à une dimension colossale, en brisant les structures archaïques qui s'opposaient à sa progression. Elle continua à soutenir la science dont son expansion dépendait ; elle permit à l'homme d'accumuler de nouvelles connaissances, de repousser toujours plus loin les frontières de l'inconnu, d'accroître ses possibilités de maîtriser la nature. C'est ainsi qu'elle prit parti pour Darwin et sa théorie de l'évolution contre les foudres d'une Église qu'elle avait contribué à rétablir.

Elle continua à brandir le drapeau des Lumières là où elle contribua à émanciper les peuples de l'oppression féodale et religieuse. Aux États-Unis, dans la guerre de Sécession, c'est au nom de la liberté – travail libre et terre libre – qu'elle mobilisa les couches populaires contre les planteurs esclavagistes du Sud. Ce fut, simultanément, la victoire du capitalisme américain, condition indispensable du développement prodigieux qui allait suivre, et un pas de géant pour le progrès humain, puisque le système barbare et arriéré qu'était l'esclavage en fut anéanti.

En France, ces mêmes valeurs ont rallié tous ceux qui, indignés par les injustices, se dressèrent contre l'assaut des forces réactionnaires : elles inspirèrent la lutte de Victor Hugo pour l'abolition de la peine de mort et de l'esclavage, ou celle d'Émile Zola s'engageant contre l'antisémitisme dans l'affaire Dreyfus.

Ces aspirations avaient montré, dans la Révolution française, la puissance des idées lorsqu'elles s'emparent de millions de femmes

et d'hommes. Et ce sont les mêmes aspirations qui animent encore les masses aujourd'hui quand elles se dressent contre la fatalité de la misère ou de la dictature, contre des traditions arriérées ou des injustices séculaires, contre la soumission à l'ordre éternel des choses prêché par l'obscurantisme religieux.

Le combat du XVIII^e^ siècle s'inscrit dans la longue lutte que l'humanité a entamée depuis les origines pour s'émanciper des forces aveugles de la nature, dans celle qu'elle a menée ensuite pour s'émanciper des structures sociales qui permettent à des minorités de possédants d'opprimer les peuples. Et si dans la maîtrise de la nature, qui ne sera jamais totale, l'humanité a accompli des progrès inouïs, en revanche, dans la maîtrise de sa propre organisation sociale, elle a encore devant elle une tâche immense à accomplir.

Bibliographie

Beaud (Michel), *Histoire du capitalisme,* Points poche, Le Seuil, 2010

Denis (Henri), *Histoire de la pensée économique*, Quadrige PUF, 2006

Williams (Éric), *Capitalisme et esclavage*, Présence africaine, 1998

Muret (Pierre), *La prépondérance anglaise (1715-1763)*, PUF, 1949

Moureau (François), *Le roman vrai de l'*Encyclopédie, Découvertes Gallimard, 2001

Chaunu (Pierre), *La civilisation de l'Europe des Lumières*, Champs Flammarion, 1997

Hazard (Paul), *La crise de la conscience européenne*, Livre de Poche, Hachette, 1994

Hazard (Paul), *La pensée européenne au XVIII^e siècle,* Pluriel Hachette, 2006

Israël (Jonathan), *Les Lumières radicales*, Ed. Amsterdam, 2006

Lepape (Pierre), *Voltaire le conquérant,* Points poche, Le Seuil, 1997

Lepape (Pierre), *Diderot*, Champs Flammarion, 1993

Duby (Georges) et Perrot (Michelle), *Histoire des femmes en Occident*, tome III, Tempus Perrin, 2002

Marx (Karl), *Le Capital,* livre I, Folio Gallimard, 2008

Engels (Friedrich), *L'Anti-Dürhing*, Éd. Science marxiste, 2007

Table des matières

Introduction 3

Première partie
Les Lumières, une idéologie nouvelle

Chapitre I^er^
La mutation de l'Europe, ferment des Lumières 6

Chapitre II
Les pays précurseurs : la Hollande et l'Angleterre 16

Chapitre III
Les Lumières françaises 22

Chapitre IV
La monarchie française : ennemie ou alliée des Lumières ? 32

Chapitre V
Le despotisme « éclairé » 38

Chapitre VI
« Voici, voici l'orage… » 42

Deuxième partie
Des idées progressistes

Chapitre I^er^
La passion des sciences et des techniques 50

Chapitre II
Recul de la conception religieuse
au profit de l'esprit scientifique **57**

Chapitre III
Le combat contre la religion **66**

Chapitre IV
Une approche matérialiste **76**

Chapitre V
Éléments pour une explication rationnelle des sociétés **87**

Chapitre VI
L'universalisme des Lumières **95**

Troisième partie
Le paradoxe des Lumières

Chapitre I^er^
Les femmes : la moitié oubliée de l'humanité **104**

Chapitre II
Colonialisme et esclavage **114**

Chapitre III
Le « peuple », une abstraction...
excluant les couches populaires **127**

Conclusion **137**

Bibliographie **139**

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges
5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7 - Le cerveau et la pensée
8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9 - La civilisation arabe du VIII^e^ au XIII^e^ siècle